

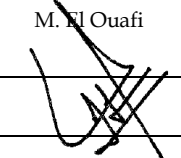


Metaltech – Crespin

Audit de conformité

Réf. Entime 5588-006-001 / Rév. A / 09.07.2019

Rév.	Date	Rédaction	Vérification	Validation
A	09/07/2019	A. Vannobel et G. Saint-Maxin	G. Saint-Maxin	M. El Ouafi
Visa				

Ingénierie environnementale. Prélèvements et mesures sol, eau et air.

14 av. de l'Europe - BP 90195 - 59421 Armentières Cedex
Tél. 03 20 18 17 00 - Fax. 03 20 18 17 09 - www.entime.fr

Sommaire

I	NOTE LIMINAIRE.....	5
II	DOCUMENTS DE REFERENCE	6
III	LOCALISATION DU SITE.....	7
IV	INVENTAIRE REGLEMENTAIRE DU SITE.....	8
V	SOURCES D'EXIGENCES	9
VI	SYNTHESE DE LA CONFORMITE DU SITE	10
VI.1	Conformité selon l'arrêté ministériel du 27/03/2012 relatif à la rubrique 2710-1	10
VI.2	Conformité selon l'arrêté ministériel du 27/03/2012 relatif à la rubrique 2710-2	14
VI.3	Conformité selon l'arrêté ministériel du 06/06/2018 relatif à la rubrique 2716	19
VII	JUSTIFICATIFS DE LA CONFORMITE.....	23
VII.1	Implantation – Aménagement.....	23
VII.1.1	Stockage des batteries.....	23
VII.1.2	Stockage des liquides sur rétention	24
VII.2	Affichage des jours et heures d'ouverture.....	25
VII.3	Affichage déchets admissibles	26
VII.4	Risques.....	27
VII.4.1	Plan des locaux	27
VII.4.2	Extincteurs.....	28
VII.4.3	Consignes de sécurité.....	29
VII.4.4	Besoin en eau d'extinction	30
VII.4.5	Désenfumage.....	32
VIII	CONCLUSION.....	33

Liste des figures

Figure 1 : Localisation du site.....	7
Figure 2 : Stockage des batteries en benne	23
Figure 3 : Stockage sur rétention.....	24
Figure 4 : Affichage des jours et heures d'ouverture	25
Figure 5 : Liste des déchets autorisés ou non sur le site	26
Figure 6 : Plan des locaux aux sorties de secours	27
Figure 7 : Extincteurs présents sur le site	28
Figure 8 : Affichage des consignes de sécurité.....	29
Figure 9 : Zone envisagée pour la collecte des eaux en cas d'incendie	31
Figure 10 : Ouverture pour le désenfumage	32

Liste des tableaux

Tableau 1 : Inventaire règlementaire de Metaltech	8
Tableau 2 : Sources d'exigences	9
Tableau 3 : Synthèse de la conformité des installations Metaltech – AM du 27/03/2012 – Rubrique 2710-1 (1/5)	10
Tableau 4 : Synthèse de la conformité des installations Metaltech – AM du 27/03/2012 – Rubrique 2710-1 (2/5)	11
Tableau 5 : Synthèse de la conformité des installations Metaltech – AM du 27/03/2012 – Rubrique 2710-1 (3/5)	12
Tableau 6 : Synthèse de la conformité des installations Metaltech – AM du 27/03/2012 – Rubrique 2710-1 (4/5)	13
Tableau 7 : Synthèse de la conformité des installations Metaltech – AM du 27/03/2012 – Rubrique 2710-1 (5/5)	14
Tableau 8 : Synthèse de la conformité des installations Metaltech – AM du 27/03/2012 – Rubrique 2710-2 (1/4)	15
Tableau 9 : Synthèse de la conformité des installations Metaltech – AM du 27/03/2012 – Rubrique 2710-2 (2/4)	16
Tableau 10 : Synthèse de la conformité des installations Metaltech – AM du 27/03/2012 – Rubrique 2710-2 (3/4)	17
Tableau 11 : Synthèse de la conformité des installations Metaltech – AM du 27/03/2012 – Rubrique 2710-2 (4/4)	18
Tableau 12 : Synthèse de la conformité des installations Metaltech – AM du 06/06/2018 – Rubrique 2716 (1/4).....	19
Tableau 13 : Synthèse de la conformité des installations Metaltech – AM du 06/06/2018 – Rubrique 2716 (2/4).....	20
Tableau 14 : Synthèse de la conformité des installations Metaltech – AM du 06/06/2018 – Rubrique 2716 (3/4).....	21
Tableau 15 : Synthèse de la conformité des installations Metaltech – AM du 06/06/2018 – Rubrique 2716 (4/4).....	22

I NOTE LIMINAIRE

La société Metaltech a fait l'objet d'une déclaration initiale en date du 04/05/2016 pour les rubriques 2710-2, 2713 et 2716, ainsi que d'une déclaration complémentaire en date du 12/11/2018 pour la rubrique 2710-1.

Les arrêtés ministériels de prescriptions générales concernant les rubriques 2710-1, 2710-2 et 2716 imposent la réalisation d'un contrôle périodique de la conformité des installations.

Dans ce cadre, la société Entime a été mandatée afin de réaliser un audit de conformité du site vis-à-vis de ces exigences. Le présent document présente les résultats de l'audit réalisé, chapitre par chapitre, notamment en ce qui concerne les thématiques suivantes :

- ✱ Implantation et aménagement des installations.
- ✱ Exploitation et entretien.
- ✱ Risques technologiques.
- ✱ Rejets aqueux.
- ✱ Déchets.
- ✱ Nuisances sonores.

A signaler que les éléments présentés dans ce dossier sont le résultat de l'audit terrain, de la consultation et de l'analyse des documents disponibles chez Metaltech. L'audit sur site a eu lieu le mercredi 17 avril 2019 et le 12 juin 2019.

II DOCUMENTS DE REFERENCE

Les documents de référence et documents consultés pour l'élaboration de ce rapport sont les suivants (liste non exhaustive) :

- ✱ Arrêté du 27/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-2 (Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial).
- ✱ Arrêté du 27/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (Installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial).
- ✱ Arrêté du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
- ✱ Dossier de déclaration initiale du site – Audit de conformité – Réf. Entime 4163-006-001 / Rév. A / 08.07.2016.
- ✱ Plan de masse du site.
- ✱ Modes opératoires et consignes d'exploitation.
- ✱ Registre des déchets.
- ✱ FID et CAP créés.
- ✱ Rapport de vérification des installations électriques – Réf. APAVE R1277897-001-1 du 13/07/2018.
- ✱ Registre de vérification des extincteurs.
- ✱ Justificatif de nettoyage du séparateur à hydrocarbures.
- ✱ Bulletin d'analyses des eaux – Réf. Cereco B18/R12068/0002 du 12/09/2018.
- ✱ Rapport de mesures acoustiques – Réf. Entime 5738-006-014 / Rév. A / 25.06.2019
- ✱ Modes opératoires et consignes.

III LOCALISATION DU SITE

Metaltech est situé au 80C avenue Jean Jaurès à Crespin (Figure 1).

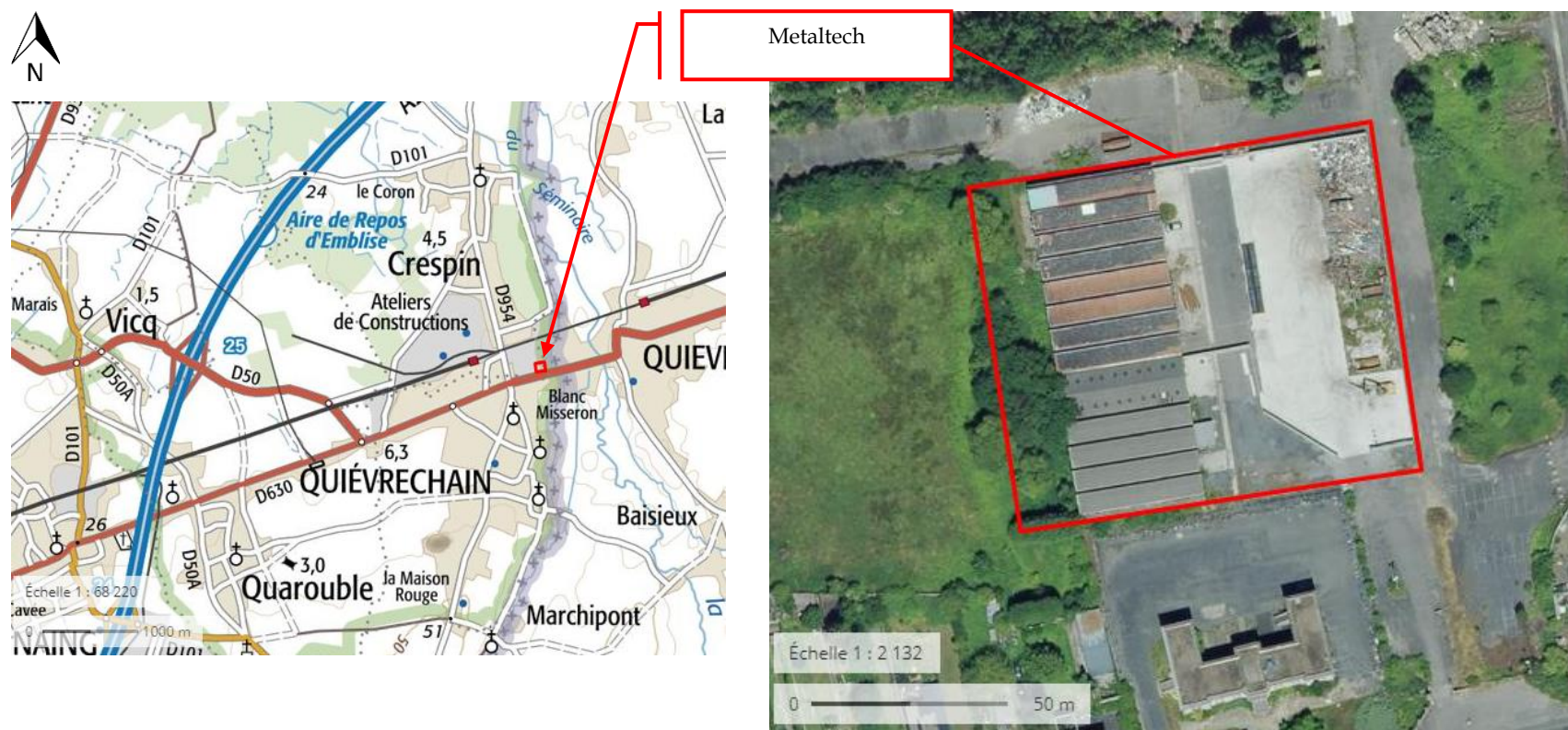


Figure 1 : Localisation du site

IV INVENTAIRE REGLEMENTAIRE DU SITE

L'inventaire réglementaire de la société Metaltech est donné dans le Tableau 1.

Rubrique	Intitulé de la rubrique	Activité Metaltech	Régime
2713-2	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712 La surface étant supérieure à 100 m ² et inférieure à 1 000 m ² .	Surface totale dédiée au transit : 990 m ²	D
2710-1	Installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne et inférieure à 7 tonnes.	Quantité maximale : 6 tonnes	DC
2710-2	Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m ³ et inférieur à 300 m ³ .	Volume maximal : 290 m ³	DC
2716-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .	Volume maximal : 700 m ³	DC
1532	Stockage bois ou matériaux analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A ne relevant pas de la rubrique 1531 à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 1 000 m ³ .	Volume total stocké : 990 m ³	NC

Tableau 1 : Inventaire réglementaire de Metaltech

V SOURCES D'EXIGENCES

Le présent audit de conformité a été réalisé selon les prescriptions applicables au projet et issues des textes suivants présentés dans le Tableau 2.

Rubrique	Texte applicable
2713-2	Rubrique non soumise à déclaration avec contrôle périodique
2710-1	Arrêté du 27/03/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (Installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial).
2710-2	Arrêté du 27/03/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-2 (Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial).
2716-2	Arrêté du 06/06/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des ICPE.

Tableau 2 : Sources d'exigences

VI SYNTHÈSE DE LA CONFORMITÉ DU SITE

VI.1 Conformité selon l'arrêté ministériel du 27/03/2012 relatif à la rubrique 2710-1

Les Tableau 3 à Tableau 7 suivants présentent une synthèse de la conformité du site Metaltech vis-à-vis de l'arrêté ministériel du 27/03/2012 relatif à la rubrique 2710-1. Dans ces tableaux, « C » signifie « Conforme », « NC » signifie « Non conforme » et « NA » signifie « Non applicable ».

Catégorie	Article	Exigence	Valeurs à respecter	Situation Metaltech	Conformité	Action à mettre en œuvre
Dispositions générales	1.4	Présence de la preuve de dépôt de la déclaration.	Oui	Oui	C	-
		Vérification de la quantité maximale au regard de la quantité déclarée.	Quantité < 6t	Quantité < 6t	C	-
		Vérification que la quantité maximale est < au palier supérieur du régime déclaratif.	Quantité < 7t		C	-
		Présence des prescriptions générales.	Oui	Oui (dossier informatique)	C	-
		Présence des AP, le cas échéant.	Oui	Aucun AP	NA	-
		Présence de plans détaillés tenus à jour.	Oui	Oui (cf. plan en annexe 1)	C	-
Implantation - Aménagement	2.2	Déchets entreposés dans des locaux spécifiques dédiés, abrités des intempéries.	Oui	Stockage en benne et dans un bâtiment abrité (cf. photo au paragraphe VII.1.1)	C	-
		Tenues au feu des bâtiments respectées.	Structure R15 / Murs séparatifs avec des locaux sociaux ou un bureau REI 120 sauf si distance de 6 m	Locaux sociaux à plus de 6 m du stockage de batteries Mur en double briques pleines (22 cm d'épaisseur) donc minimum REI 15	C	-

Tableau 3 : Synthèse de la conformité des installations Metaltech – AM du 27/03/2012 – Rubrique 2710-1 (1/5)

Catégorie	Article	Exigence	Valeurs à respecter	Situation Metaltech	Conformité	Action à mettre en œuvre
Implantation - Aménagement	2.3	Présence d'une clôture.	Oui	Oui	C	-
		Présence d'au moins une voie engins.	Oui	Oui (cf. plan en annexe 1)	C	-
		Si une plateforme de déchargement des véhicules est utilisée par le public, présence d'un dispositif antichute de véhicule.	Oui	Pas de plateforme de déchargement	NA	-
	2.4	Présence des dispositifs de ventilation pour le local de déchets dangereux.	Oui	Circulation naturelle de l'air via l'ouverture des portes + ouvertures en haut des murs	C	-
	2.5	Présence des éléments justifiant que les installations électriques sont réalisées conformément aux normes en vigueur.	Oui	Certification Q18 demandée par l'assureur	C	-
	2.6	Justificatif du caractère étanche et incombustible du sol des aires de stockage et de manipulation de matières dangereuses.	Oui	Site recouvert à 100% par une dalle béton étanche	C	-
		Présence d'un dispositif séparant ces aires des autres aires.	Oui		NA	-
	2.7	Présence de cuvettes de rétention.	Oui	Stockage des batteries en benne (cf. photo au paragraphe VII.1.1)	C	-
		Etanchéité des cuvettes de rétention.	Oui		C	-
		Présence de cuvettes de rétention séparées pour les produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble.	Oui		C	-
Exploitation - Entretien	3.2	Affichage clair et lisible de la liste des déchets acceptés.	Oui	La liste des déchets acceptés est affichée sur le site.	C	-
		Affichage clair et lisible des jours et heures d'ouverture.	Oui	Affichage à l'entrée du site (cf. photo au paragraphe VII.2).	C	-
	3.4	Justificatif du contrôle des installations électriques.	Oui	Dernière vérification en date du 05/07/2018 (cf. rapport APAVE du 13/07/2018 en annexe 2)	C	Réparations à l'étude (devis en cours)

Tableau 4 : Synthèse de la conformité des installations Metaltech – AM du 27/03/2012 – Rubrique 2710-1 (2/5)


Catégorie	Article	Exigence	Valeurs à respecter	Situation Metaltech	Conformité	Action à mettre en œuvre
Exploitation - Entretien	3.5	Présence du plan de formation propre à chaque agent.	Oui	Formations SST, EPI, etc. réalisées / Pas de plan de formation / plan de formation repris en annexe 8.	C	-
		Présence des certificats d'aptitude.	Oui	Oui (cf. dossiers du personnel)	C	-
Risques	4.2	Présence d'un moyen d'alerte des services d'incendie et de secours.	Oui	La société a réalisé une étude pour la mise en œuvre d'une alarme incendie et de caméras thermique. (cf. annexe 9)	C	-
		Présence des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.	Oui	Plan des locaux à chaque sortie de secours (cf. photo au paragraphe VII.4.1)	C	Plan d'Intervention en cours
		Présence d'un ou de plusieurs appareils d'incendie ou de réserves d'eau.	Volume min. de 120 m³ pour 2h	Réserve enterrée de 30 m³ sur site + poteau incendie à 170 m	NC	Poteau incendie supplémentaire en cours d'installation à moins de 100 m des stockages
		Présence d'extincteurs appropriés aux risques à combattre.	Oui	Oui (cf. photos au paragraphe VII.4.2)	C	-
		Présence du rapport de contrôle datant de moins d'un an.	Oui	Dernière vérification en date du 09/01/2019 (cf. registre de vérification en annexe 3)	C	-
	4.4	Affichage visible de l'interdiction de feu.	Oui	Mise en place d'un affichage réalisé	C	
	4.5	Affichage visible de l'ensemble des consignes de sécurité.	Oui	Oui (cf. photos au paragraphe VII.4.3)	C	-

Tableau 5 : Synthèse de la conformité des installations Metaltech – AM du 27/03/2012 – Rubrique 2710-1 (3/5)

Catégorie	Article	Exigence	Valeurs à respecter	Situation Metaltech	Conformité	Action à mettre en œuvre
Eau	5.1	Si prélèvement dans le milieu naturel, présence du registre de prélèvement d'eau tenu à jour.	Oui	Raccordement au réseau de ville	NA	-
	5.2	Réseau de collecte de type séparatif.	Oui	Oui (cf. plan)	C	-
		Eaux pluviales traitées par un décanteur-déshuileur avant rejet.	Oui	Oui (cf. plan)	C	-
		Présentation du justificatif de curage et nettoyage du décanteur-séparateur depuis moins d'un an.	Oui	Oui (cf. justificatif en annexe 4)	C	-
	5.3	Présence des résultats de mesure selon la fréquence (tous les 3 ans) et les paramètres détaillés dans l'AM.	Oui	Dernier prélèvement réalisé le 04/09/2018 (cf. bulletin d'analyses Cereco du 12/09/2018 en annexe 5)	C	-
		Conformité des résultats de mesure avec les VLE applicables.	Oui	Oui (cf. bulletin d'analyses Cereco du 12/09/2018 en annexe 5)	C	-
Déchets	7.2	A l'exclusion des huiles, lampes, cartouches d'encre, DEEE, accumulateurs et piles, les déchets dangereux sont réceptionnés uniquement par le personnel habilité.	Oui	Stockage de batteries uniquement	NA	-
	7.3	Local de déchets dangereux organisé en classes de déchets de natures distinctes.	Oui	Stockage en benne avec étiquetage adapté (cf. photo au paragraphe VII.1.1)	C	-
		Présence d'un plan du local de déchets dangereux.	Oui	Une seule benne de stockage	NA	-
	7.4	Borne à huile à l'abri des intempéries et disposant d'une cuvette de rétention étanche.	Oui	Pas de stockage d'huiles	NA	-
		Présence des affichages nécessaires.	Oui		NA	-
		Jauge de niveau repérable.	Oui		NA	-
		Présence d'un absorbant à proximité.	Oui		NA	-
	7.5	Zone de dépôt d'amiante clairement signalée.	Oui	Pas de stockage d'amiante	NA	-
		Déchets déposés emballés et étiquetés.	Oui		NA	-
	7.6	Présence d'un registre de déchets sortants complet et tenu à jour.	Oui	Registre informatique	C	-

Tableau 6 : Synthèse de la conformité des installations Metaltech – AM du 27/03/2012 – Rubrique 2710-1 (4/5)

Catégorie	Article	Exigence	Valeurs à respecter	Situation Metaltech	Conformité	Action à mettre en œuvre
Bruit et vibrations	8.4	Présence des résultats des mesures faites par l'exploitant et datant de moins de 3 ans.	Oui	Dernier contrôle réalisé en juin 2019 (cf. rapport Entime en annexe 6)	C	-
		Conformité des résultats de mesure avec les VLE applicables.	Oui	Pas de dépassement constaté en juin 2019 (cf. rapport Entime en annexe 6)	C	-

Tableau 7 : Synthèse de la conformité des installations Metaltech – AM du 27/03/2012 – Rubrique 2710-1 (5/5)

VI.2 Conformité selon l'arrêté ministériel du 27/03/2012 relatif à la rubrique 2710-2

Les Tableau 8 à Tableau 11 suivants présentent une synthèse de la conformité du site Metaltech vis-à-vis de l'arrêté ministériel du 27/03/2012 relatif à la rubrique 2710-2. Dans ces tableaux, « C » signifie « Conforme », « NC » signifie « Non conforme » et « NA » signifie « Non applicable ».

Catégorie	Article	Exigence	Valeurs à respecter	Situation Metaltech	Conformité	Action à mettre en œuvre
Dispositions générales	1.4	Présence de la preuve de dépôt de la déclaration.	Oui	Oui (dossier informatique)	C	-
		Vérification du volume maximal au regard du volume déclaré.	Volume < 290 m³	V < 170 m³	C	-
		Vérification que le volume maximal est < au palier supérieur du régime déclaratif.	Volume < 300 m³		C	-
		Présence des prescriptions générales.	Oui	Oui (dossier informatique)	C	-
		Présence des AP, le cas échéant.	Oui	Aucun AP	NA	-
		Présence de plans détaillés tenus à jour.	Oui	Oui (dossier informatique)	C	-
Implantation - Aménagement	2.3	Présence d'une clôture.	Oui	Oui	C	-
		Présence d'au moins une voie engins.	Oui	Oui (cf. plan en annexe 1)	C	-
		Si une plateforme de déchargement des véhicules est utilisée par le public, présence d'un dispositif antichute de véhicule.	Oui	Pas de plateforme de déchargement	NA	-
	2.4	Présence de dispositifs de ventilation pour le local de stockage des déchets dangereux.	Oui	Stockage en extérieur	NA	-
	2.5	Présence des éléments justifiant que les installations électriques sont réalisées conformément aux normes en vigueur.	Oui	Certification Q18 demandée par l'assureur	C	-
	2.6	Justificatif du caractère étanche et incombustible du sol des aires de stockage et de manipulation de matières dangereuses.	Oui	Site recouvert à 100% par une dalle béton étanche	C	-
		Présence d'un dispositif séparant ces aires des autres aires.	Oui		NA	-
	2.7	Présence de cuvettes de rétention.	Oui	Stockage des liquides sur rétention hors sol et séparées par type de liquide (cf. photo au paragraphe VII.1.2)	C	-
		Etanchéité des cuvettes de rétention.	Oui		C	-
		Présence de cuvettes de rétention séparées pour les produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble.	Oui		C	-

Tableau 8 : Synthèse de la conformité des installations Metaltech – AM du 27/03/2012 – Rubrique 2710-2 (1/4)

Catégorie	Article	Exigence	Valeurs à respecter	Situation Metaltech	Conformité	Action à mettre en œuvre
Exploitation - Entretien	3.2	Affichage clair et lisible de la liste des déchets acceptés.	Oui	La liste des déchets acceptés est affichée sur le site.	C	-
		Affichage clair et lisible des jours et heures d'ouverture.	Oui	Affichage à l'entrée du site (cf. photo au paragraphe VII.2)	C	-
	3.4	Justificatif du contrôle des installations électriques.	Oui	Dernière vérification en date du 05/07/2018 (cf. rapport APAVE du 13/07/2018 en annexe 2)	C	Réparations à l'étude (cf. devis)
	3.5	Présence du plan de formation propre à chaque agent.	Oui	Formations SST, EPI, etc. réalisées / Pas de plan de formation / plan de formation repris en annexe 8.	C	-
		Présence des certificats d'aptitude.	Oui	Oui (cf. dossiers du personnel)	C	-
Risques	4.2	Présence d'un moyen d'alerte des services d'incendie et de secours.	Oui	La société a réalisé une étude pour la mise en œuvre d'une alarme incendie et de caméras thermique. (cf. annexe 9)	C	-
		Présence des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.	Oui	Plan des locaux à chaque sortie de secours (cf. photo au paragraphe VII.4.1)	C	POI en cours

Tableau 9 : Synthèse de la conformité des installations Metaltech – AM du 27/03/2012 – Rubrique 2710-2 (2/4)


Catégorie	Article	Exigence	Valeurs à respecter	Situation Metaltech	Conformité	Action à mettre en œuvre
Risques	4.2	Présence d'un ou de plusieurs appareils d'incendie ou de réserves d'eau.	Volume min. de 120 m ³ pour 2h	Réserve enterrée de 30 m ³ sur site + poteau incendie à 170 m	NC	Poteau incendie en cours d'installation à moins de 100 m des stockages
		Présence d'extincteurs appropriés aux risques à combattre.	Oui	Oui (cf. photos au paragraphe VII.4.2)	C	-
		Présence du rapport de contrôle datant de moins d'un an.	Oui	Dernière vérification en date du 09/01/2019 (cf. registre en annexe 3)	C	-
	4.3	Affichage visible de l'interdiction de feu.	Oui	Mise en place d'un affichage réalisé	C	
	4.4	Affichage visible de l'ensemble des consignes de sécurité.	Oui	Oui (cf. photos au paragraphe VII.4.3)	C	-
Eau	5.1	Si prélèvement dans le milieu naturel, présence du registre de prélèvement d'eau tenu à jour.	Oui	Raccordement au réseau de ville	NA	-
	5.2	Réseau de collecte de type séparatif.	Oui	Oui (cf. plan en annexe 1)	C	-
		Eaux pluviales traitées par un décanteur-déshuileur avant rejet.	Oui	Oui (cf. plan en annexe 1)	C	-
		Présentation du justificatif de curage et nettoyage du décanteur-séparateur depuis moins d'un an.	Oui	Oui (cf. justificatif en annexe 4)	C	-
	5.3	Présence des résultats de mesure selon la fréquence (tous les 3 ans) et les paramètres détaillés dans l'AM.	Oui	Dernier prélèvement réalisé le 04/09/2018 (cf. bulletin d'analyses Cereco du 12/09/2018 en annexe 5)	C	-

Tableau 10 : Synthèse de la conformité des installations Metaltech – AM du 27/03/2012 – Rubrique 2710-2 (3/4)

Catégorie	Article	Exigence	Valeurs à respecter	Situation Metaltech	Conformité	Action à mettre en œuvre
Eau	5.3	Conformité des résultats de mesure avec les VLE applicables.	Oui	Oui (cf. bulletin d'analyses Cereco du 12/09/2018 en annexe 5)	C	-
Déchets	7.3	Présence d'un registre de déchets sortants tenu à jour.	Oui	Registre informatique	C	-
Bruit et vibrations	8.4	Présence des résultats des mesures faites par l'exploitant et datant de moins de 3 ans.	Oui	Dernier contrôle réalisé en juin 2019 (cf. rapport Entime en annexe 6)	C	-
		Conformité des résultats de mesure avec les VLE applicables.	Oui	Pas de dépassement constaté en juin 2019 (cf. rapport Entime en annexe 6)	C	-

Tableau 11 : Synthèse de la conformité des installations Metaltech – AM du 27/03/2012 – Rubrique 2710-2 (4/4)

VI.3 Conformité selon l'arrêté ministériel du 06/06/2018 relatif à la rubrique 2716

Les Tableau 12 à Tableau 15 suivants présentent une synthèse de la conformité du site Metaltech vis-à-vis de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 relatif à la rubrique 2716. Dans ces tableaux, « C » signifie « Conforme », « NC » signifie « Non conforme » et « NA » signifie « Non applicable ».

Catégorie	Article	Exigence	Valeurs à respecter	Situation Metaltech	Conformité	Action à mettre en œuvre
Dispositions générales	1.2	Preuve de dépôt de la déclaration.	Oui	Oui (dossier informatique)	C	-
		Vérification du volume maximal au regard du volume déclaré.	Volume < 700 m ³	V = 700 m ³	C	-
		Vérification que le volume maximal est < au palier supérieur du régime déclaratif.	Volume < 1 000 m ³		C	-
		Présence des prescriptions générales.	Oui	Oui (dossier informatique)	C	-
		Présence des AP, le cas échéant.	Oui	Aucun AP	NA	-
		Présence de plans détaillés tenus à jour.	Oui	Oui (dossier informatique)	C	-
	2.3.1	Présence de documents attestant des propriétés de résistance au feu.	Structure R15 / Matériaux de classe A2s1d0	Stockage en extérieur	NA	-
	2.3.2	Présence des dispositifs d'évacuation des fumées et gaz de combustion (2% de la surface de la toiture).	Oui	Le bâtiment est équipé d'ouverture en partie haute dans les murs.	C	-
	2.5	Présence des éléments justifiant que les installations électriques sont réalisées conformément aux normes en vigueur.	Oui	Certification Q18 demandée par l'assureur	C	-
	2.7	Etanchéité des sols (nature du matériau + absence de fissures).	Oui	Site recouvert à 100% par une dalle béton étanche et en bon état	C	-

Tableau 12 : Synthèse de la conformité des installations Metaltech – AM du 06/06/2018 – Rubrique 2716 (1/4)

Catégorie	Article	Exigence	Valeurs à respecter	Situation Metaltech	Conformité	Action à mettre en œuvre
Implantation - Aménagement	2.7	Capacité des aires et locaux à recueillir les eaux et matières répandues.	Oui	Stockage des liquides sur rétention hors sol sur dalle béton et séparées par type de liquide (cf. photo au paragraphe VII.1.2) + passage des liquides dans un séparateur à hydrocarbures	C	-
		Présence de cuvettes de rétention.	Oui		C	-
		Vérification du volume des cuvettes de rétention.	Oui		C	-
		Etanchéité des cuvettes de rétention.	Oui		C	-
		Présence de cuvettes de rétention séparées pour les produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble.	Oui		C	-
	2.9	Justification du dimensionnement de la capacité de rétention des eaux ou écoulements concernés.	Oui	Pas de rétention des eaux d'extinction incendie	NC	Rétention à prévoir et à dimensionner
		Présence de dispositifs d'isolement des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport.	Oui	Obturbateur manuel présent au droit du réseau d'eaux pluviales	C	-
		Présence de la consigne définissant les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.	Oui	Oui (cf. mode opératoire en annexe 7)	C	-
Exploitation - Entretien	3.1	Présence d'un dispositif interdisant l'accès aux installations aux personnes non autorisées.	Oui	Affichage type « Accès interdit aux personnes non autorisées » au niveau des bâtiments	C	-
	3.2	Seuls des déchets non dangereux sont admis pour la rubrique 2716 (vérification via le registre des déchets).	Oui	Oui (registre des déchets)	C	
		Pour les déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants, contrôle de leur radioactivité.	Oui	Présence d'un portique de détection de la radioactivité + zone de quarantaine + consigne	C	

Tableau 13 : Synthèse de la conformité des installations Metaltech – AM du 06/06/2018 – Rubrique 2716 (2/4)

Catégorie	Article	Exigence	Valeurs à respecter	Situation Metaltech	Conformité	Action à mettre en œuvre
Exploitation - Entretien	3.3	Procédure d'information préalable mise en place.	Oui	Fiche d'Information Déchet créée	C	Exigences applicables à partir du 01/07/2019
	3.4	Procédure d'admission mise en place.	Oui	Certificat d'Acceptation Préalable créé	C	
	3.5	Vérification de la hauteur de stockage des produits ou déchets.	< 3 m (car habitations à moins de 100 m)	Hauteur maximale de stockage = 3 mètres	C	
		Présence des moyens nécessaires pour évaluer le volume des stocks (bornes, piges, ...).	Oui	Mesure à l'aide des blocs béton de 0,80 m de hauteur chacun	C	
		Couverture des zones d'entreposage quand justifié.	Oui	Non nécessaire	NA	
Risques	4.1	Présence des appareils d'incendie (bouches, poteaux, ...) et des extincteurs.	Volume min. de 120 m³ pour 2h	Réserve enterrée de 30 m³ sur site + poteau incendie à 170 m	NC	Poteau incendie en cours d'installation à moins de 100 m des stockages
		Implantation des appareils d'incendie et des extincteurs.	Oui		NC	
		Présence d'un moyen d'alerte des services d'incendie et de secours.	Oui	La société a réalisé une étude pour la mise en œuvre d'une alarme incendie et de caméras thermique. (cf. annexe 9)	C	-
		Présence des plans des bâtiments, avec descriptions des dangers associés.	Oui	Le plan avec la localisation des zones de stockage est repris en annexe 1.	C	-

Tableau 14 : Synthèse de la conformité des installations Metaltech – AM du 06/06/2018 – Rubrique 2716 (3/4)

Catégorie	Article	Exigence	Valeurs à respecter	Situation Metaltech	Conformité	Action à mettre en œuvre
Risques	4.1	Présence d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments concernés.	Oui	La société a réalisé une étude pour la mise en œuvre d'une alarme incendie et de caméras thermique. (cf. annexe 9)	C	-
		Présence d'une réserve de sable meuble ou matériaux assimilés et des pelles.	Oui	Utilisation des terres stockées sur site en cas de besoin	C	-
		Présence du rapport de contrôle datant de moins d'un an.	Oui	Dernière vérification en date du 09/01/2019 (cf. registre de vérification en annexe 3)	C	-
	4.2	Présence des consignes d'exploitation.	Oui	Oui (cf. photo)	C	-
Eau	5.1	Réseau de collecte de type séparatif.	Oui	Oui (cf. plan)	C	-
		Effluents susceptibles d'être pollués traités par un dispositif adéquat avant rejet.	Oui	Oui (séparateur entretenu - cf. plan)	C	-
	5.2	Présentation des fiches de suivi du nettoyage des équipements.	Oui	Oui (cf. justificatif en annexe 4)	C	-
	5.6	Conformité des résultats de mesure avec les VLE applicables.	Oui	Dernier prélèvement réalisé le 04/09/2018 (cf. bulletin d'analyses Cereco du 12/09/2018 en annexe 5)	C	-
		Lorsque la mesure périodique d'un polluant n'est pas effectuée, présence des éléments justifiant que le polluant n'est pas émis par l'installation.	Oui		C	-
	5.8	Présence du plan d'épandage régulièrement rempli.	Oui	Pas d'épandage	NA	-
		Présence de l'étude préalable d'épandage.	Oui			-
Air - Odeurs	6.1	Absence d'amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.	Oui	Aucun amas	C	-
		Présence des bâches ou filets le cas échéant.	Oui		NA	-

Tableau 15 : Synthèse de la conformité des installations Metaltech – AM du 06/06/2018 – Rubrique 2716 (4/4)

VII JUSTIFICATIFS DE LA CONFORMITE

VII.1 Implantation – Aménagement

VII.1.1 Stockage des batteries

Le stockage des batteries est réalisé dans une benne sur laquelle sont affichées les consignes de sécurité et les consignes liées au stockage (Figure 2).



Figure 2 : Stockage des batteries en benne

VII.1.2 Stockage des liquides sur rétention

Les liquides stockés sur le site Metaltech sont placés sur des rétentions adaptées (Figure 3).



Figure 3 : Stockage sur rétention

Conformément aux exigences des arrêtés ministériels du 27/03/2012 relatifs aux rubriques 2710-1 et 2710-2 (article 2.7) et à l'arrêté ministériel du 06/06/2018 relatif à la rubrique 2716 (article 2.7), les stockages de produits ou déchets liquides sont associés à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- ✕ 100 % de la capacité du plus grand réservoir.
- ✕ 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

VII.2 Affichage des jours et heures d'ouverture

Les jours et heures d'ouverture du site sont clairement et lisiblement affichés à l'entrée du site (Figure 4).



Figure 4 : Affichage des jours et heures d'ouverture

VII.3 Affichage déchets admissibles

La Figure 5 donne l’affichage des déchets autorisés ou non sur le site. Cet affichage est matérialisé sur le site.

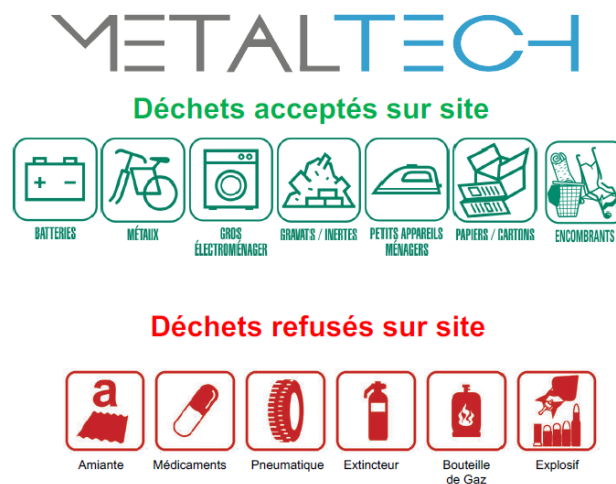


Figure 5 : Liste des déchets autorisés ou non sur le site

VII.4 Risques

VII.4.1 Plan des locaux

Un plan des locaux, pour faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours, est affiché à chaque sortie de secours (Figure 6).

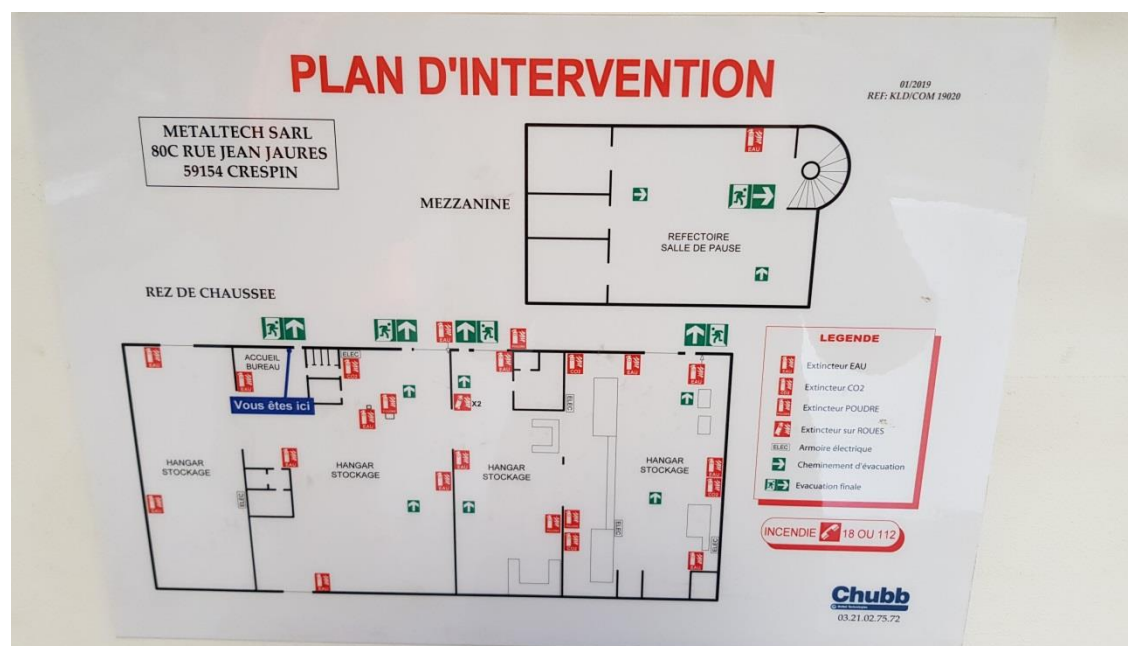


Figure 6 : Plan des locaux aux sorties de secours

VII.4.2 Extincteurs

Le site est équipé d'extincteurs appropriés aux risques à combattre, répartis sur l'ensemble du site (Figure 7).

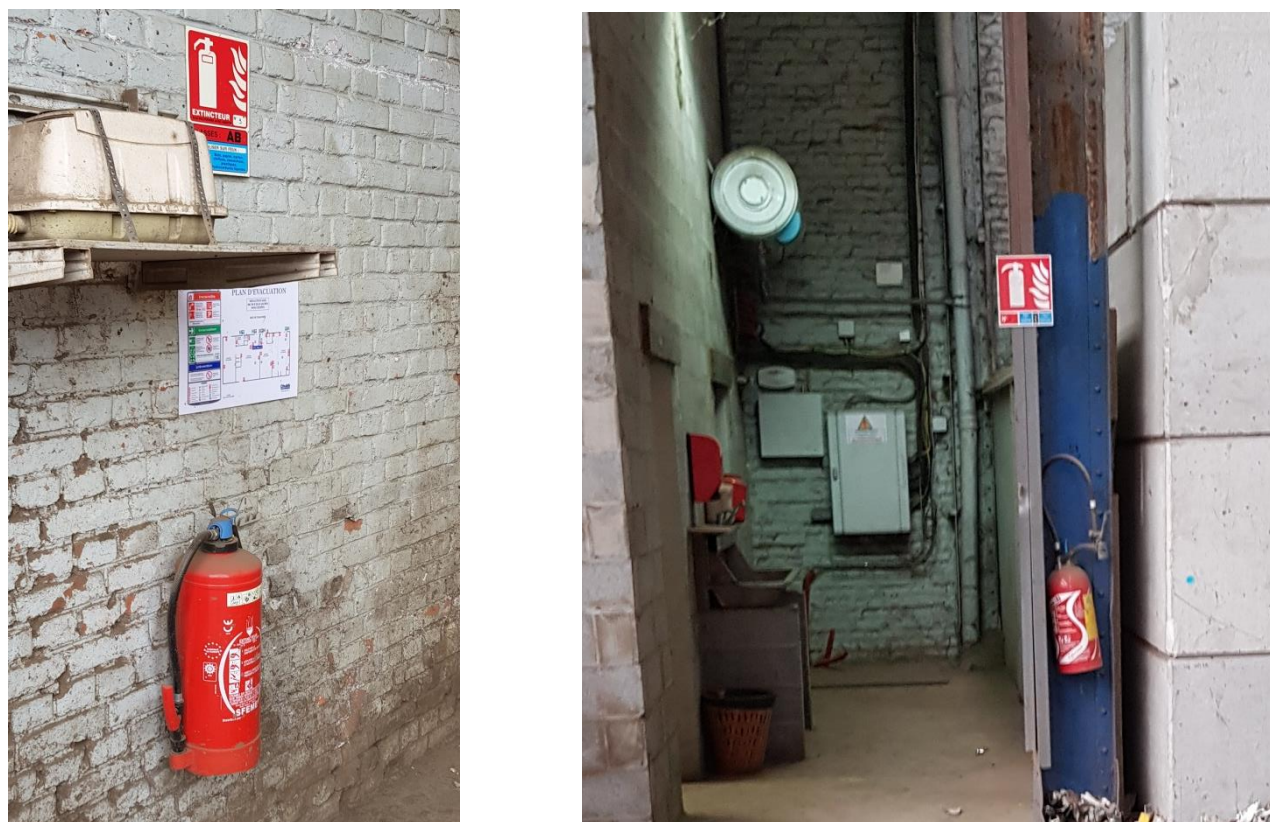


Figure 7 : Extincteurs présents sur le site

VII.4.3 Consignes de sécurité

Les consignes de sécurité sont affichées, notamment au niveau des bureaux (Figure 8).

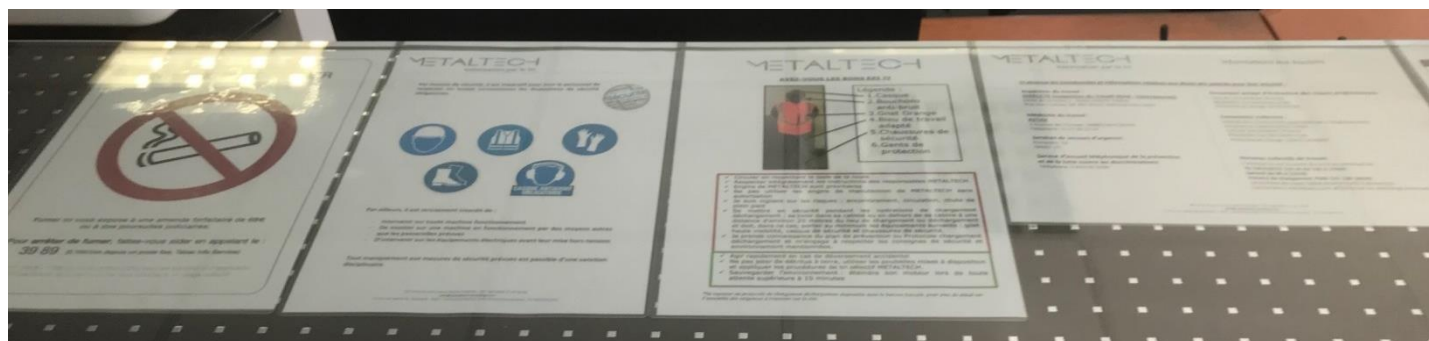
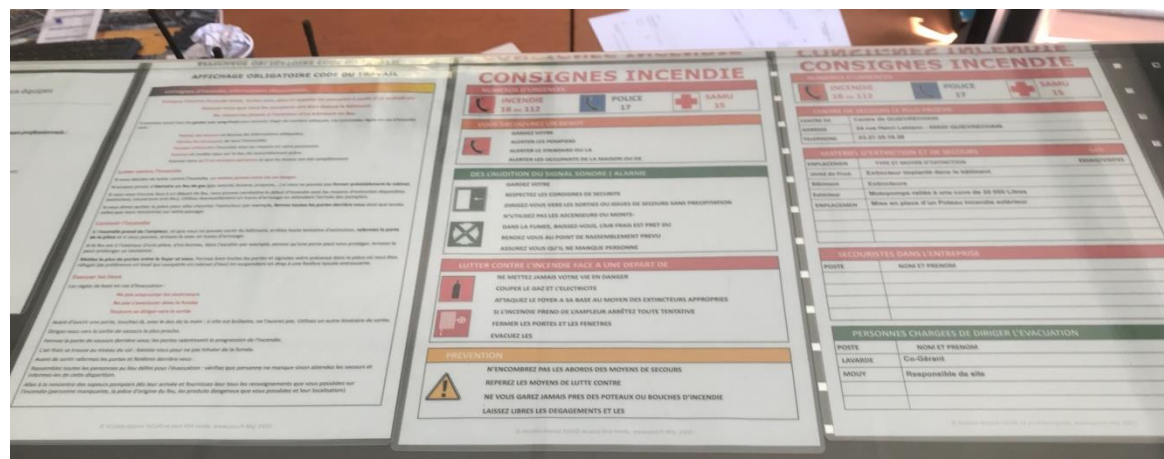


Figure 8 : Affichage des consignes de sécurité

VII.4.4 Besoin en eau d'extinction

La localisation des installations de production et de stockage sur le site a été définie sur le plan de masse en annexe 1. La principale source à risque incendie correspond à la zone de stockage extérieur de matières entrantes (rubrique ICPE 2716). Cette zone est d'une surface au sol de 140 m². Au sein du bâtiment la société Metaltech ne stock plus de produits combustible. Les matériaux triés sont évacués de la ligne de tri de façon continu est régulière. La surface au sol occupé par la zone de stockage tampon est bien inférieure à la zone de stockage des matières entrantes. Le risque considéré est de 2 (mélange de papier, carton, plastique, ferrailles,...). Le tableau ci-dessous donne le calcul des besoins en eau pour le site.

Critères	Site	
Affectation de la zone	stockage	
Catégorie de risque	risque 2	
Surface de référence (en m ²)	140	
Détermination des coefficients additionnels		
Hauteur de stockage	jusqu'à 8 m	+ 0,1
Stabilité au feu de l'ossature	< 30 min	+ 0,1
Organisation interne		0
Bâtiment sprinklé	non	
Débit intermédiaire de calcul Qi (en m ³ /h)	10,08	
- en fonction de la catégorie de risque	15,12	
- en fonction du sprinklage	15,12	

Conformément à la règle technique D9, le débit d'eau ne peut être inférieur à 60 m³/h. Les besoins en eau sur le site sont donc de 120 m³ pour une durée d'intervention de 2 h. Pour la collecte des eaux en cas d'incendie la société Metaltech va mettre en place, juste en amont de son exutoire un bassin de collecte avec une vanne de sectionnement. Ce bassin permettra de collecter les eaux en cas d'incendie. Le volume est déterminé selon la règle APSAD D9A en tenant compte des besoins en eau d'extinction incendie (120 m³) et d'une pluie de 10 l/m² sur l'intégralité du site (surface prise en compte de 8 000 m²). La capacité de rétention sur le site sera de 120 m³ + 80 m³ soit un volume de 200 m³.

La Figure 9 localise la zone envisagée pour l'implantation du bassin de stockage.

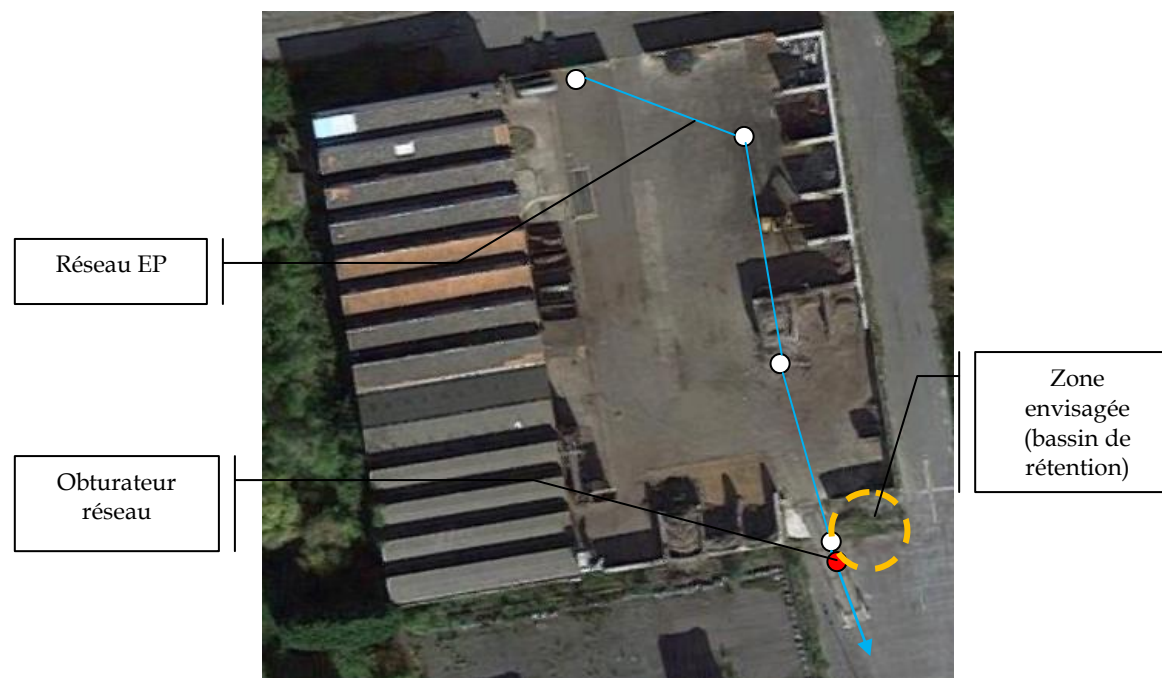


Figure 9 : Zone envisagée pour la collecte des eaux en cas d'incendie

VII.4.5 Désenfumage

Le bâtiment est équipé d'ouverture en partie haute des murs pour le désenfumage en cas d'incendie (cf. Figure 10). Les trappes de désenfumage sont présentes sur les deux faces du bâtiment (dimension d'une trappe 1,5 m x 1,5 m). La surface des ouvertures sur les parois des bâtiments représente 2% de la surface de la toiture.

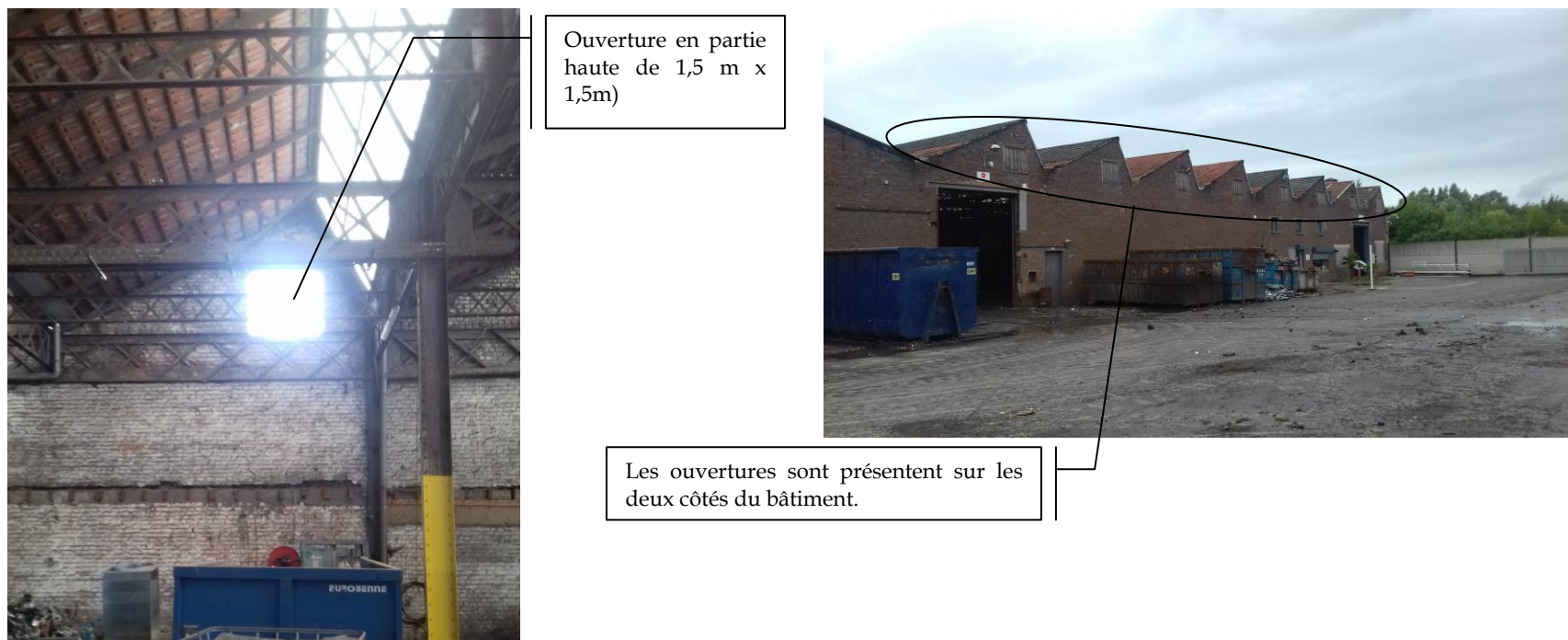


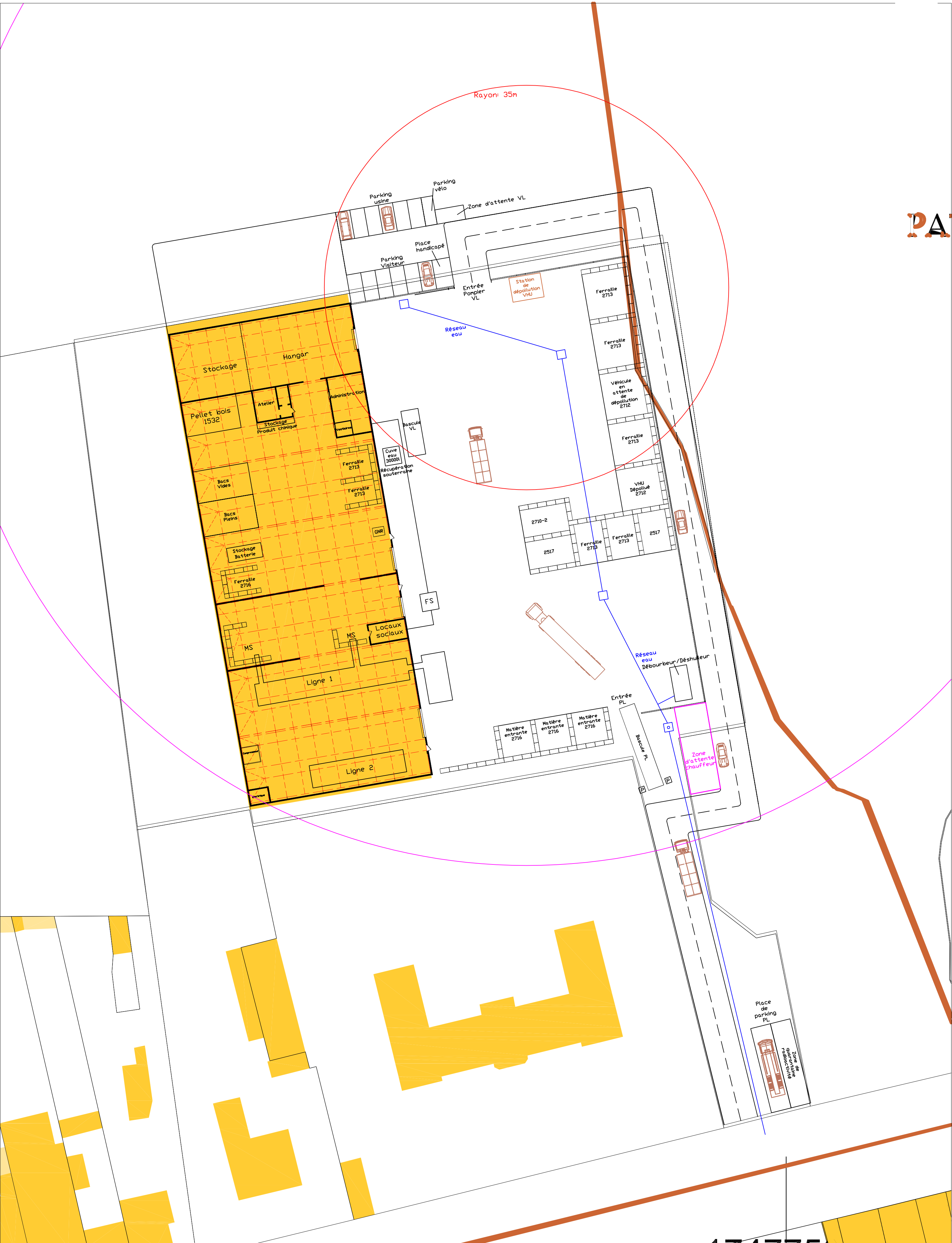
Figure 10 : Ouverture pour le désenfumage

VIII CONCLUSION

Suite à la réalisation du présent audit de conformité sur le site Metaltech à Crespin, il a été constaté certains points de non-conformité. Ceux-ci seront corrigés suite à la réalisation des actions correctrices présentées dans les Tableau 3 à Tableau 15.

Annexe 1 : Plan de masse du site

P: Portique de détection de radioactivité
FS: Fosse septique
O: Obturateur manuel
MS: Matière sortante
Rayon: 200m
Rayon: 100m
Rayon: 35m



Annexe 2 : Rapport de vérification des installations électriques



METALTECH

A l'attention de **M KEVIN MOUY**

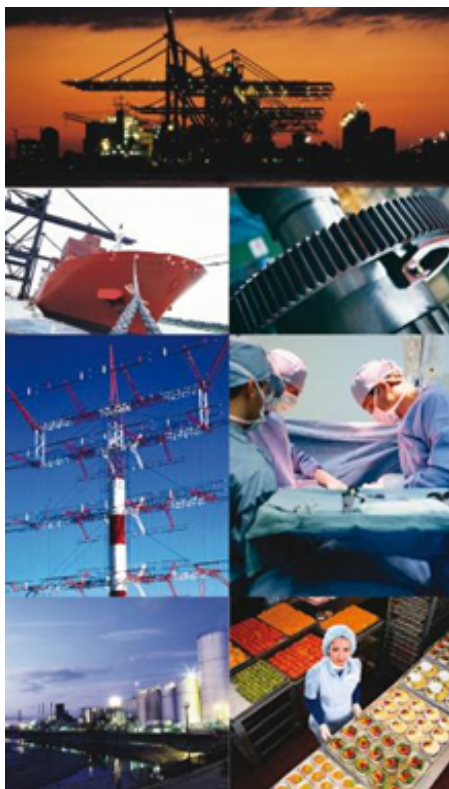
80 C RUE JEAN JAURES

59154 CRESPIN

RAPPORT DE VERIFICATION

Installations électriques

Code du travail



Code prestation : EL0017

Rapport N° : R1277897-001-1

Lieu d'intervention :

METALTECH

80 C RUE JEAN JAURES

59154 CRESPIN

Date d'intervention : du 05/07/2018 au 05/07/2018

Date d'expédition : 13/07/2018



Valenciennes

Les Ateliers Numériques

360 rue Marc Lefrancq

59300 VALENCIENNES

Tél : 03-27-21-07-00 - Fax : 03-27-21-07-66

RAPPORT DE VERIFICATION
Installations électriques
Code du travail

Code prestation : EL0017

Date d'expédition : 13/07/2018

- R1277897-001-1

Liste des destinataires :

- METALTECH
80 C RUE JEAN JAURES
59154 CRESPIN
A l'attention de : M KEVIN MOUY
Envoi par : Mail

Valenciennes

Les Ateliers Numériques

360 rue Marc Lefrancq

59300 VALENCIENNES

Tél : 03-27-21-07-00 - Fax : 03-27-21-07-66

E-mail : valenciennes@apave.com

METALTECH

80 C RUE JEAN JAURES

59154 CRESPIN

VERIFICATION DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES

(Code du travail : Art R.4226-16)

Rapport de vérification périodique quadriennal

Lieu d'intervention : **METALTECH**
80 C RUE JEAN JAURES
59154 CRESPIN

Période d'intervention : du 05/07/2018 au 05/07/2018

Intervenant(s) : FREDERIC PIERRE

Pièce(s) jointe(s) :

- Déclaration Domaine Q18

Accréditation Cofrac
n° 3-0902 Inspection, liste des sites accrédités
et portée disponibles sur www.cofrac.fr

1 - OBJECTIF

Les vérifications en application des articles ci-dessus ont pour but de rechercher les points où les installations électriques s'écartent des dispositions fixées par les articles R. 4215-3 à 17 et R. 4226-5 à 13 Code du Travail, des arrêtés pris pour leurs applications et des normes concernées (dans la limite des prescriptions visant la sécurité des personnes vis-à-vis des risques électriques). Elles sont conduites selon la méthodologie définie par l'arrêté du 26/12/2011.

Les vérifications initiales (R. 4226-14) ou suite à modification de structure visent à donner un avis sur la conformité de la conception / réalisation des installations électriques neuves ou modifiées, alors que les vérifications périodiques (R. 4226-16) visent à s'assurer du maintien en état de conformité des installations existantes et non modifiées (Cf §6).

La vérification sur demande de l'Inspection du Travail (R. 4722-26) est identique à l'initiale, mais porte sur une installation existante.

Les vérifications d'installations temporaires (R. 4226-21) sont effectuées à la demande du Chef d'établissement (dénommé "Employeur" dans le Code du travail) et ne sont pas incluses dans aucun des types de vérifications précisées ci-dessus.

Ces différents types de vérifications concernent la protection des personnes au travail vis-à-vis des risques d'électrification et de brûlures dues aux installations électriques, à l'exclusion de tout autre objectif, par exemple :

- sûreté de fonctionnement et sélectivité des installations électriques
- protection contre la foudre, etc.
- voire des objectifs visés par d'autres réglementations :
- protection du public contre les risques d'incendie et de panique
- protection des biens et de l'environnement
- conformité des produits, etc.

L'attention est également attirée sur le fait que certaines installations ou équipements peuvent être assujettis à d'autres textes et doivent faire l'objet de vérifications spécifiques; il en est ainsi, par exemple :

- des équipements de travail (protection vis à vis des risques mécaniques)
- des appareils de levage, de manutention ou de transport par câbles
- des installations émettrices de rayonnements (protection vis-à-vis des risques dus aux rayonnements ionisants et non ionisants)
- des installations de protection ou de détection des risques d'incendie et d'explosion (protection vis à vis de la protection des biens et du public)
- des installations d'alarme, de transmission de données, de comptage
- des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)

2 - ETENDUE ET LIMITES

Conformément à l'arrêté du 26/12/2011 fixant l'objet et l'étendue des vérifications, celles-ci portent sur la matérialité physique des installations électriques, c'est-à-dire l'ensemble des matériels électriques présentés lors de la vérification et mis en œuvre dans l'établissement, tels que matériels de production, transformation, transport, distribution, ou utilisation.

Le respect de la normalisation des matériels, notamment lorsqu'il est concrétisé par un marquage officiel, leurs apporte une présomption de conformité. En conséquence, les examens sont limités à leurs adaptations aux conditions d'usage et à leurs états apparents.

Par ailleurs, les installations électriques étant examinées en tenant compte des contraintes d'exploitation et de sécurité propres à chaque établissement, la vérification peut être limitée dans certains cas à leurs seuls états apparents.

De plus, Apave ne saurait être tenu pour responsable de ne pas avoir signalé les déficiences sur des appareils non présentés, parties d'installations inaccessibles, renseignements erronés, etc.

Sont exclus du champ de la vérification :

- les dispositions administratives, organisationnelles et sécuritaires relatives à l'information et à la formation du personnel chargé de l'exploitation courante, des travaux ou interventions,
- les dispositions administratives relatives aux documents à tenir à la disposition des autorités publiques,
- l'examen des matériels électriques en présentation ou en démonstration et destinés à la vente,
- les matériels en stock, en réserve, signalés comme n'étant plus mis en œuvre.

3 - ORGANISATION DE LA VERIFICATION

Afin d'assurer l'ensemble des investigations imposées par l'arrêté du 26/12/2011, le chef d'établissement doit organiser la vérification avec l'intervenant Apave dès le début de visite, en particulier :

- signaler les parties d'installations nouvelles ou ayant fait l'objet de modifications de structure, pour lesquelles une vérification initiale a été faite (Cf. §6)
- donner les moyens d'accès aux locaux et équipements (ouverture d'armoires électriques, appareils en hauteur, etc.)
- ainsi qu'une autorisation d'accès aux locaux de service électrique (cf NFC18 510 art 11.4.2)
- faire assurer les mises hors tension des installations permettant les mesurages et essais, puis les remises sous tension.
- fournir les pièces du dossier technique des installations électriques définies par l'arrêté du 20/04/2012, en particulier :
 - les notes de calculs justifiant du dimensionnement et de la protection
 - les schémas complets et à jour
 - les rapports de vérification initiale, suite à modification de structure, périodique annuel et quadriennal précédents,
 - le plan de classement des locaux et emplacements en fonction des influences externes, notamment à risque d'incendie et d'explosion ; à défaut le classement de l'intervenant Apave ne constitue qu'une proposition, à valider par le Chef d'établissement.
- Pour les zones avec atmosphères explosives (ATEX) :
 - le 'document relatif à la prévention contre les explosions (DRPCE)' prévu aux articles R.4227-50 et 52 du code du travail
 - le rapport de sécurité des installations électriques, en application de l'arrêté du 8/07/2003.

4- CONDUITE DE LA VERIFICATION

Lorsque l'insuffisance de la mise à disposition des moyens ci-dessus ne permet pas d'exécuter complètement la vérification, mention en est faite dans le rapport Apave.

Il appartient alors au Chef d'Etablissement de prendre à sa charge dans les plus brefs délais l'organisation des compléments. A défaut, la vérification pourrait être considérée comme une vérification non réglementaire.

Concernant la continuité à la terre des appareils d'éclairage qui n'aurait pu être mesurée lors des vérifications, l'attention du chef d'établissement doit être attirée sur le fait qu'en cas d'intervention ultérieure sur ces appareils d'éclairage ou dans leur voisinage, il devra préalablement procéder ou faire procéder à cette vérification (Arr. du 26/12/2011-Annexe II, Art 1).

5 - RAPPORTS

Les rapports établis conséquemment aux différents types de vérifications répondent aux prescriptions définies par l'arrêté du 26/12/2011.

Ainsi, le rapport périodique annuel est limité aux informations à caractères administratifs ainsi qu'aux seules non-conformités constatées, alors que le rapport périodique quadriennal contient toutes les informations imposées.

Les non-conformités sont référencées aux articles du Code du travail, et le cas échéant à l'arrêté d'application concerné et/ou la norme d'installation définie par l'arrêté du 19/04/2012, dans sa dernière version.

Lorsque la version de la norme applicable à l'installation est antérieure à sa dernière version, il conviendra de se reporter à l'article homologue.

6 - MODIFICATIONS DE STRUCTURE

Conformément à l'article R. 4226-6 du Code du travail, les modifications de structure(1) doivent donner lieu à une vérification initiale effectuée par un organisme accrédité, lors de leur mise en service.

Ainsi, les parties d'installations rencontrées en vérification périodique qui entrent dans ce cadre, ne font pas l'objet d'une telle vérification 'de conformité' ; elles sont signalées à l'Etablissement à qui il revient de faire réaliser cette vérification.

(1) Modification de la puissance de court-circuit, du schéma des liaisons à la terre, Modification/Ajout de circuits de distribution, Création/Réaménagement d'installations

7 - SURVEILLANCE ET MAINTENANCE

La vérification des installations électriques ne constitue qu'un des éléments concourant à la protection des travailleurs contre les dangers des courants électriques ; aussi, et conformément à l'article R. 4226-7 du Code du travail, le chef d'établissement doit mettre en place une organisation de la surveillance des installations électriques chargée de détecter en permanence d'éventuelles déficiences pouvant apparaître entre deux vérifications.

Les déficiences relevées dans le cadre des vérifications et de la surveillance doivent être levées dans les plus brefs délais.

8 - INSTALLATIONS TEMPORAIRES

Les installations temporaires établies le cas échéant entre deux vérifications périodiques, doivent faire l'objet d'une vérification spécifique (Cf Art. R. 4226-21) dans les conditions définies par les arrêtés des 22/12/2011 et 26/12/2011.

9 - INTERVENTIONS D'ENTREPRISES EXTERIEURES

Conformément aux dispositions des articles R.4511-5 à R.4511-8 du Code du travail, des dispositions de sécurité particulières parfaitement définies doivent être prises par les responsables des entreprises concernées pour toute intervention sur ou à proximité des installations électriques.

I. RENSEIGNEMENTS GENERAUX DE L'ETABLISSEMENT	4
I.1 Renseignements généraux concernant la vérification	4
I.2 Renseignements complémentaires relatifs à la vérification	5
- Documents nécessaires à la vérification	5
- Limite(s) d'intervention	5
I.3 Changements importants depuis la précédente vérification	5
II. LISTE RECAPITULATIVE DES OBSERVATIONS	6
- Observations relatives aux installations du domaine Basse Tension	6
III. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DES INSTALLATIONS	8
III.1 Structure de l'établissement	8
Nombre de bâtiments/affectation	8
III.2 Structure des installations	8
- Désignation des Réseaux	8
- Prises de terre, conducteurs de protection, circuits d'interconnexion	8
III.3 Installations de Sécurité	9
Eclairage de sécurité	9
III.4 Classement des locaux à risques	9
IV EXAMEN DES PRESCRIPTIONS APPLICABLES	10
NORMES APPLICABLES	10
V. RESULTATS DES MESURAGES ET ESSAIS	13
V.1 Etendue, Méthodologie des mesurages - Critères d'appréciation des Mesurages	13
V.2 Appareils de mesurage et d'essais utilisés	14
V.3 Résultats	14
- Prises de terre	14
- Dispositifs différentiels à courant résiduel	14
- Examen des circuits terminaux	16
VI ANNEXE	20

I.1 Renseignements généraux concernant la vérification

Etablissement vérifié :

METALTECH**80 C RUE JEAN JAURES****59154****CRESPIN**N° Etab **400271352**N° Mission **18354782-010**

Installation(s) vérifiée(s) :

Ensemble de l'établissement

Activité principale :

Récupération de déchets triés

Vérification

Nature :

Périodique

Périodicité réglementaire :

Annuelle

Dates :

Du 05/07/2018 au 05/07/2018

Durée (jours) :

0.7

Date précédente :

Sans objet

Accompagnement réglementaire :

Partiel**M. Kévin MOUY**

Vérificateur(s) :

Mr FREDERIC PIERRE

Valenciennes



Surveillance des installations :

M. Kévin MOUY

Registre de contrôle :

a été présenté et signé

Compte-rendu de fin de visite à :

M. Kévin MOUY

I.2 Renseignements complémentaires relatifs à la vérification

- Documents nécessaires à la vérification

Descriptif Document	Fourni	Incomplet	Non Fourni	Sans Objet
Plan des locaux avec indication des locaux à risques particulier d'influences externes (Incendie et Explosion).			✓	
Schémas unifilaires des installations électriques			✓	
Rapport de vérification initiale			✓	
Rapports des vérifications périodiques antérieures			✓	
Déclaration CE de conformité et notices des matériels installés dans les emplacements à risque d'explosion			✓	
Liste des installations de sécurité et effectif maximal des locaux ou bâtiments		✓		
Eléments de traçabilité des essais réglementaires			✓	

- Limite(s) d'intervention

Limite(s) d'intervention générale(s)

La continuité à la terre des appareils d'éclairage notés inaccessibles au Ch. V.3 'Examen des circuits terminaux' (soit masses 'inac', soit 'inac h > 4m') n'a pu être vérifiée.

Faire réaliser les compléments nécessaires

- En l'absence de donnée du distributeur d'électricité, la valeur du courant de court-circuit à l'origine de l'installation a été prise égale à celle définie par la norme NF C 14-100 : S'agissant d'un branchement à puissance surveillée, la valeur retenue est de 20kA (au point de livraison); néanmoins, vous faire confirmer ce choix et nous tenir informé puisqu'il conditionne une partie de nos avis

Limite(s) d'intervention particulière(s)

EXTÉRIEUR

Bien que prévu au contrat, le rapport de visite périodique ne nous a pas été transmis ce qui n'a pas permis de mener complètement à bien notre mission.

(P) Nous fournir le dernier rapport quadriennal de vérification, prévu au contrat. Le présent rapport est conforme au modèle de vérification périodique annuelle.

EXTÉRIEUR - LOCAL TGBT

Armoire Générale

Bien que prévu au contrat, les schémas unifilaires des installations électriques accompagnés si nécessaire d'un synoptique montrant l'articulation des différents tableaux ne nous ont pas été transmis, ce qui n'a pas permis de mener complètement à bien notre mission.

(P) 'Faire réaliser le dossier de schémas, en y portant toutes les caractéristiques des circuits; le cas échéant, le mettre à disposition dans chacune des armoires

I.3 Changements importants depuis la précédente vérification

Il nous a été déclaré l'absence de modifications de structure, d'extension d'installation ou d'affectation des locaux.

- Observations relatives aux installations du domaine Basse Tension

Le symbole x dans la colonne Réc. (Récurrence) signifie que l'observation a déjà été signalée lors de la vérification antérieure.

N° Obs	Références réglementaires	Réc.	Non-conformité - Préconisation
EXTÉRIEUR			
Comptage			
Général -NSX400F			
1	R. 4215-10 NF C15-100_Ed2002 : 514		Absence de plan d'implantation des canalisations enterrées (P) A réaliser
EXTÉRIEUR - LOCAL TGBT			
Armoire Générale			
2	R. 4215-11 NF C15-100_Ed2002 : 512		Obturbateurs absents sur l'armoire (P) A mettre en place en partie haute et basse
Général -NSX400F			
3	R. 4215-03 NF C15-100_Ed2002 : 411		Plastron absent (risque de contact direct au niveau de l'appareillage) (P) A remettre d'urgence
Coffrets			
4	R. 4215-06 NF C15-100_Ed2002 : 535		La coordination de court-circuit avec le dispositif de protection amont est incorrecte. (P) Se reporter au catalogue constructeur en ce qui concerne la filiation entre dispositifs de protection, afin d'obtenir le pouvoir de coupure requis au point d'installation. (Disj BACO sont à utiliser dans le tertiaire avec un ICC de 3kA)
HALLS - Halls Machines			
HALL			
Appareil(s) d'éclairage inac h > 4 m rampes			
5	R. 4215-11 NF C15-100_Ed2002 : 512		Matériel inadapté au risque mécanique et poussière (P) Le remplacer par du matériel IK05 (type étanche)
Balance (sur PC)			
6	R. 4215-11 NF C15-100_Ed2002 : 530		Fixation non assurée de la prise. (P) A refixer durablement
Sécheur - Ph			
7	R. 4215-11 NF C15-100_Ed2002 : 530		Fixation non assurée câble et boîte de jonction (P) A refixer durablement
Compresseur 90 kW - Rollair 125 - 176142			
8	R. 4215-11 NF C15-100_Ed2002 : 512		Entrée de câble défectueuse (P) A refaire au niveau de l'entrée dans l'appareil
HALLS - Halls Machines - Système de Séparation HEMERYCK			
Système de Séparation			
9	R. 4226-07 NF C15-100_Ed2002 : 63		Couvercle absent de goulotte(s) de câblage d'armoire (P) A remettre en place
10	R. 4215-10 NF C15-100_Ed2002 : 514		A la différence de l'ensemble de l'installation, l'alimentation de cet appareillage s'effectue en partie basse et constitue un risque lors des interventions (P) Informer par affichage de l'alimentation en partie basse
11	R. 4215-03 NF C15-100_Ed2002 : 415		Absence de protection complémentaire par dispositif différentiel à haute sensibilité (P) Installer un DDR de seuil 30mA sur circuit prise (ou supprimer la prise sur l'éclairage)
HALLS - Halls Machines - Détente			
Prise(s) de courant			
12	R. 4215-03 NF C15-100_Ed2002 : 411		Continuité défectueuse (supérieure à 2 ohm) du conducteur de protection la prise côté fenêtre/porte (P) Vérifier les connexions, rétablir la continuité du PE
Chauffe-eau			
13	R. 4215-03 NF C15-100_Ed2002 : 411		Absence d'interconnexion des conduits métalliques (eau, air comprimé, etc.) au circuit principal de protection (P) A réaliser par conducteur de section 6mm² minimum

HALLS - Halls côté bureaux

Armoire de distribution

14	R. 4215-11 NF C15-100_Ed2002 : 530	Fixation défectueuse chemin de câbles et câbles (P) A refixer durablement
15	R. 4215-11 NF C15-100_Ed2002 : 512	Armoire inadapté au risque mécanique (P) A déplacer ou prévoir une protection
16	R. 4226-07 NF C15-100_Ed2002 : 63	Fermeture porte et partie basse de l'armoire en mauvais état (P) Les réparer ou les remplacer

Armoire Bureaux

17	R. 4215-03 NF C15-100_Ed2002 : 411	Plastron absent ou déposé (risque de contact direct au niveau des peignes de liaisons) (P) A remettre d'urgence
----	---------------------------------------	--

PC info -C16

18	R. 4226-07 NF C15-100_Ed2002 : 63	Non fonctionnement des dispositifs différentiels (P) A réviser ou remplacer
----	--------------------------------------	--

HALL

Appareil(s) d'éclairage inac h > 4 m rampes

19	R. 4215-11 NF C15-100_Ed2002 : 512	Matériel inadapté au risque mécanique et poussière (P) Le remplacer par du matériel IK05 (type étanche)
----	---------------------------------------	--

Chauffe-eau côté Sanitaires

20	R. 4215-03 NF C15-100_Ed2002 : 411	Absence d'interconnexion des conduits métalliques (eau, air comprimé, etc.) au circuit principal de protection (nourrice) (P) A réaliser par conducteur de section 6mm ² minimum
----	---------------------------------------	---

Boitier Alarme côté Sanitaires

21	R. 4215-03 NF C15-100_Ed2002 : 411	Continuité défectueuse (supérieure à 2 ohm) du conducteur de protection (P) Vérifier les connexions, rétablir la continuité du PE
----	---------------------------------------	--

Pompe carburant (sur PC)

22	R. 4215-11 NF C15-100_Ed2002 : 512	Entrée de câble défectueuse (P) A refaire au niveau de l'entrée dans la prise
----	---------------------------------------	--

HALLS - Halls côté bureaux - Réserves

Réserves

Convecteur

23	R. 4215-10 NF C15-100_Ed2002 : 514	Identification incorrecte des circuits de protection (P) Repérer la destination des circuits et apposer un étiquetage sûr et durable.
----	---------------------------------------	--

HALLS - Hall du fond

Tableau Hall "3"

24	R. 4226-07 NF C15-100_Ed2002 : 63	Serrure en mauvais état (P) La réparer ou la remplacer
----	--------------------------------------	---

Hall du fond

Appareil(s) d'éclairage inac h > 4 m rampes

25	R. 4215-11 NF C15-100_Ed2002 : 512	Matériel inadapté au risque mécanique et poussière (P) Le remplacer par du matériel IK05 (type étanche)
----	---------------------------------------	--

balance (sur PC)

26	R. 4215-11 NF C15-100_Ed2002 : 512	Entrée de câble défectueuse (P) A refaire au niveau de l'entrée dans la prise
----	---------------------------------------	--

	III - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DES INSTALLATIONS	Réf : 1277897-001-1 Date : 13/07/2018
---	---	--

III.1 Structure de l'établissement

Nombre de bâtiments/affectation

L'établissement ne présente pas de structure particulière à déclarer.

III.2 Structure des installations

- Désignation des Réseaux

Désignation	Domaine de tension	Origine	Puissance installée (kVA)
Distribution BT	BT	Public	250

Localisation de rattachement : **EXTÉRIEUR - LOCAL TGBT**

Distribution BT: **Tri + N**

Schéma Liaison Terre BT: **TT**

Tension BT: **230 / 400 V**

Dispositif Coupure BT: **DDR**

- Prises de terre, conducteurs de protection, circuits d'interconnexion

Désignation : **Distribution BT**

Conducteur Protection : **Incorporés aux câbles**

Interconnexion: **Interconnexion des terres**

Prise de terre	Localisation	Constitution	Nature	Section (mm²)
Masse générale TGBT	EXTÉRIEUR - LOCAL TGBT	Piquet de terre	Cuivre	25

III.3 Installations de Sécurité

Eclairage de sécurité

Eclairage de sécurité installé pour l'ensemble de l'établissement et éventuellement par locaux

	Effectif	Balisage			Ambiance	
		Imposé	Réalisé	Mise au repos	Imposé	Réalisé
Ensemble de l'établissement	<10	Non	Sans Objet	Non	Non	Sans Objet

III.4 Classement des locaux à risques

Dans le cas d'absence de fourniture d'une liste exhaustive des risques particuliers, le classement éventuel ci-après est proposé par le vérificateur, et sauf avis contraire, considéré comme validé par le chef d'établissement :

Localisation	Origine classement	Influences externes					Indice mini de Protection	
		AF	BE	AE	AD	AG	IP	IK
EXTÉRIEUR - LOCAL TGBT	Proposé par le vérificateur	AF1	BE1	AE1	AD1	AG2	IP 20	IK 07
HALLS - Halls Machines	Proposé par le vérificateur	AF1	BE1	AE2	AD2	AG3	IP 31	IK 08

CODIFICATION DES INFLUENCES EXTERNES - INDICES ET DEGRES DE PROTECTION

PENETRATION DE CORPS SOLIDES	SUBSTANCES CORROSIVES OU POLLUANTES	MATIERES TRAITEES OU ENTREPOSEES
AE1 : Négligeable IP 2X AE2 : Petits objets (2,5 mm) IP 3X AE3 : Très petits objets IP 4X AE4a : Poussières IP 5X (Protégé) AE4b : Poussières IP 6X (Étanche)	AF1 : Négligeable AF2 : Agents d'origine atmosphérique AF3 : Intermittente ou accidentelle AF4 : Permanente	BE1 : Risques négligeables BE2 : Risques d'incendie BE3 : Risques d'explosion
ACCES AUX PARTIES DANGEREUSES	PENETRATION DE LIQUIDES	RISQUES DE CHOCS MECANIQUES
Non protégé IP 0X A : Avec le dos de la main IP 1X ou IP XXA B : Avec un doigt IP 2X ou IP XXB C : Avec un outil IP 3X ou IP XXC D : Avec un fil IP 4X ou IP XXD	AD1 : Négligeable IP X0 AD2a : Chutes de gouttes d'eau IP X1 AD2b : Chutes de gouttes d'eau IP X2 AD3 : Aspersions d'eau IP X3 AD4 : Projections d'eau IP X4 AD5 : Jets d'eau IP X5 AD6 : Paquets d'eau IP X6 AD7 : Immersion IP X7 AD8 : Submersion IP X8	AG1 : Faibles (0,225 J) IK 02 AG2 : Moyens (2 J) IK 07 AG3 : Importants (6 J) IK 08 AG4 : Très importants (20 J) IK 10

IP : Indice de protection contre la pénétration de corps solides ou l'accès aux parties dangereuses

IK : Degré de protection contre les risques de chocs mécaniques

NORMES APPLICABLES

- ☐ NF C13-100 (Ed2001) ☐ NF C13-100 (Ed2015) ☐ NF C13-200 (Ed2009) ☒ NF C15-100 (Ed2002)
☐ NF C15-150-1 (Ed1998) ☐ NF EN50107-1 (Ed2003) ☐ NF C15-211 (Ed2006) ☐ NF C17-200 (Ed2007) ☐ NF C17-200 (Ed2016)

Article Code du Travail	Libellé item	Norme	Arrêté	
R. 4215-01	Obligations générales du Maître d'Ouvrage			
	<i>Règles générales de conception et réalisation</i>	NF C15-100_Ed2002-131		C
R. 4215-02	Dossier technique			
	<i>Mise à disposition des différents éléments</i>	-	20/04/12 - Art. 2	
R. 4215-03	Inaccessibilité des parties actives et absence de tension dangereuse en cas de défaut d'isolement			NC
	<i>Protection contre les contacts directs</i>	NF C15-100_Ed2002-411		NC
	<i>Protection contre les contacts directs</i>	NF C15-100_Ed2002-529		C
	<i>Protection contre les contacts directs</i>	NF C15-100_Ed2002-781		C
	<i>Protection contre les contacts indirects</i>	NF C15-100_Ed2002-411		NC
	<i>Protection contre les contacts indirects</i>	NF C15-100_Ed2002-612		C
	<i>Isolement des circuits</i>	NF C15-100_Ed2002-612		C
	<i>Protection par double isolation ou isolation renforcée</i>	NF C15-100_Ed2002-412		C
	<i>Mesure de protection par séparation électrique</i>	NF C15-100_Ed2002-413		SO
	<i>Protection par TBT (TBTS / TBTP)</i>	NF C15-100_Ed2002-414		SO
	<i>Dispositions complémentaires (LES + DDR)</i>	NF C15-100_Ed2002-415		NC
	<i>Dispositifs de protection contre les courants de défaut</i>	NF C15-100_Ed2002-531		C
	<i>Conducteurs de protection et d'équipotentialité</i>	NF C15-100_Ed2002-543		C
	<i>Conducteurs de protection et d'équipotentialité</i>	NF C15-100_Ed2002-544		C
	<i>Prise de terre</i>	NF C15-100_Ed2002-542		C
	<i>Salles d'eau</i>	NF C15-100_Ed2002-701		SO
	<i>Piscines, Bassins</i>	NF C15-100_Ed2002-702		SO
R. 4215-04	Absence de tension dangereuse du fait du voisinage avec une installation de domaine de tension supérieur ou du fait d'un défaut d'isolement			
	<i>Voisinage avec d'autres canalisations électriques</i>	NF C15-100_Ed2002-442		C
	<i>Voisinage avec d'autres canalisations électriques</i>	NF C15-100_Ed2002-524		C
	<i>Voisinage avec d'autres canalisations électriques</i>	NF C15-100_Ed2002-528		C
	<i>Limiteur de surtension</i>	NF C15-100_Ed2002-534		SO
R. 4215-05	Risques liés à l'élévation normale de température des matériels			
	<i>Echauffements</i>	NF C15-100_Ed2002-422		C
	<i>Echauffements</i>	NF C15-100_Ed2002-423		C
	<i>Echauffements</i>	NF C15-100_Ed2002-512		C
	<i>Echauffements</i>	NF C15-100_Ed2002-559		C
R. 4215-06	Caractéristiques du matériel vis à vis des surintensités / Prévention du risque incendie			NC
	<i>Diélectrique inflammable</i>	NF C15-100_Ed2002-421		SO
	<i>Protection contre les arcs électriques</i>	NF C15-100_Ed2002-421		C
	<i>Protection des canalisations contre les surintensités</i>	NF C15-100_Ed2002-430		C
	<i>Caractéristiques des matériels vis à vis des effets mécaniques et thermiques produit par les surintensités</i>	NF C15-100_Ed2002-431		C
	<i>Caractéristiques des matériels vis à vis des effets mécaniques et thermiques produit par les surintensités</i>	NF C15-100_Ed2002-432		C
	<i>Protection des canalisations contre les surintensités</i>	NF C15-100_Ed2002-433		C
	<i>Protection des canalisations contre les surintensités</i>	NF C15-100_Ed2002-434		C
	<i>Caractéristiques des matériels vis à vis des effets mécaniques et thermiques produit par les surintensités</i>	NF C15-100_Ed2002-435		C
	<i>Protection des canalisations contre les surintensités</i>	NF C15-100_Ed2002-523		C
	<i>Protection des canalisations contre les surintensités</i>	NF C15-100_Ed2002-524		C
	<i>Choix et mise en oeuvre des connexions</i>	NF C15-100_Ed2002-526		C
	<i>Caractéristiques des matériels vis à vis des effets mécaniques et thermiques produit par les surintensités</i>	NF C15-100_Ed2002-512		C
	<i>Caractéristiques des matériels vis à vis des effets mécaniques et thermiques produit par les surintensités</i>	NF C15-100_Ed2002-533		C
	<i>Caractéristiques des matériels vis à vis des effets mécaniques et thermiques produit par les surintensités</i>	NF C15-100_Ed2002-535		NC
	<i>Non manœuvre en charge des sectionneurs, Prise de courant BT > = 32A</i>	NF C15-100_Ed2002-536		C

Article Code du Travail	Libellé item	Norme	Arrêté	
	<i>Non manoeuvre en charge des sectionneurs, Prise de courant BT > = 32A</i>	NF C15-100_Ed2002-555		C
R. 4215-07	Sectionnement des installations			
	<i>Dispositif de sectionnement / manoeuvre</i>	NF C15-100_Ed2002-462		C
	<i>Dispositif de sectionnement / manoeuvre</i>	NF C15-100_Ed2002-536		C
R. 4215-08	Coupure d'urgence des circuits			
	<i>Coupure d'urgence</i>	NF C15-100_Ed2002-463		C
R. 4215-09	Mise en oeuvre des canalisations			
	<i>Mode de pose des canalisations</i>	NF C15-100_Ed2002-521		C
	<i>Mode de pose des canalisations</i>	NF C15-100_Ed2002-527		C
	<i>Mode de pose des canalisations</i>	NF C15-100_Ed2002-528		C
	<i>Mode de pose des canalisations</i>	NF C15-100_Ed2002-529		C
R. 4215-10	Identification des circuits et appareillages			NC
	<i>- des installations BT</i>	NF C15-100_Ed2002-514		NC
R. 4215-11	Choix du matériel en fonction de la tension et conditions d'environnement			NC
	<i>Adaptation des matériels à la tension</i>	NF C15-100_Ed2002-512		C
	<i>Adaptation du matériel aux influences externes</i>	NF C15-100_Ed2002-512		NC
	<i>Installation du matériel</i>	NF C15-100_Ed2002-530		NC
	<i>Installation du matériel</i>	NF C15-100_Ed2002-555		C
	<i>Installation du matériel</i>	NF C15-100_Ed2002-559		C
	<i>Emplacements à risques particuliers d'influences externes</i>			
	<i>- Salles d'eau</i>	NF C15-100_Ed2002-701		SO
	<i>- Piscines, bassins</i>	NF C15-100_Ed2002-702		SO
	<i>- Saunas</i>	NF C15-100_Ed2002-703		SO
	<i>- Installations de chantier</i>	NF C15-100_Ed2002-704		SO
	<i>- Etablissements agricoles</i>	NF C15-100_Ed2002-705		SO
	<i>- Enceintes conductrices exigües</i>	NF C15-100_Ed2002-706		SO
	<i>- Parcs de caravanes</i>	NF C15-100_Ed2002-708		SO
	<i>- Marinas</i>	NF C15-100_Ed2002-709		SO
	<i>- Installations temporaires</i>	NF C15-100_Ed2002-711		SO
	<i>- Unités mobiles ou transportables</i>	NF C15-100_Ed2002-717		SO
R. 4215-12	Mise en oeuvre des installations vis à vis du risque d'incendie et/ou explosion			
	<i>Emplacements à risques d'incendie</i>	NF C15-100_Ed2002-422		SO
	<i>Emplacements à risque d'explosion</i>	NF C15-100_Ed2002-424		SO
R. 4215-13	Locaux ou emplacements de service électrique			
	<i>Protection contre les contacts directs</i>	NF C15-100_Ed2002-781		SO
	<i>Dispositions constructives / Ventilation</i>	NF C15-100_Ed2002-781		SO
	<i>Dispositions constructives / Ouverture des portes</i>	NF C15-100_Ed2002-781		SO
	<i>Eclairage de sécurité</i>	NF C15-100_Ed2002-781		SO
	<i>Matériel d'exploitation et de sécurité</i>	NF C15-100_Ed2002-781		SO
	<i>Moyens d'extinction</i>	NF C15-100_Ed2002-781		SO
R. 4215-14	Normes applicables			
R. 4215-15	Conformité des installations aux articles R4215-3 à R4215-13 si respect des normes applicables			PM
	<i>- aux installations BT intérieures</i>	NF C15-100_Ed2002		PM
R. 4215-16	Conformité des matériels électriques aux normes NF ou CE			
	<i>Conformité aux normes des matériels BT</i>	NF C15-100_Ed2002-511		C
R. 4215-17	Eclairage de sécurité			C
	<i>Application du règlement ERP si plus contraignant</i>	-	14/12/11 - Art 1	SO
	<i>Obligation d'une Installation fixe (si applicable)</i>	-	14/12/11 - Art 2	PM
	<i>Effectif de l'établissement (Mode calcul)</i>	-	14/12/11 - Art 3	PM
	<i>Fonctions de l'éclairage sécurité</i>	-	14/12/11 - Art 4	PM
	<i>Mise en oeuvre de l'Eclairage d'évacuation (sauf dérogation)</i>	-	14/12/11 - Art 5	C
	<i>Mise en oeuvre de l'Eclairage d'ambiance ou anti-panique</i>	-	14/12/11 - Art 6	SO
	<i>Type autorisé (Source centrale ou Bloc autonome)</i>	-	14/12/11 - Art 7	PM
	<i>Eclairage alimenté par source centrale</i>	-	14/12/11 - Art 8	SO
	<i>Eclairage réalisé par BAES</i>	-	14/12/11 - Art 9	SO
R. 4226-01	Utilisation des installations	-		PM
R. 4226-07	Surveillance et maintenance des installations			NC
	<i>Echauffements</i>	NF C15-100_Ed2002-63		C
	<i>Etat général des installations</i>	NF C15-100_Ed2002-63		NC
R. 4226-09	Locaux réservés à la production, conversion, distribution d'électricité			

Article Code du Travail	Libellé item	Norme	Arrêté	
	<i>Affichages et inscriptions</i>	NF C15-100_Ed2002-781		SO
	<i>Portes, conditions d'ouverture et fermeture</i>	NF C15-100_Ed2002-781		SO
R. 4226-10	Locaux présentant des risques particuliers de choc électrique			
	<i>Anesthésie électrique</i>	-	26/02/1993	SO
	<i>Barrière à poissons</i>	-	17/03/1993	SO
	<i>Pêche à l'électricité</i>	-	02/02/1989	SO
	<i>Galvanoplastie, Electrophorèse, Electrolyse, Fours à arc :</i>	-	15/12/2011	
	- <i>Tensions limites - Prévention du contact direct</i>	-	15/12/11 - Art 1	SO
	- <i>Prévention en cas d'inapplicabilité de l'art. 1</i>	-	15/12/11 - Art 2	SO
	<i>Laboratoires et plates-formes d'essais :</i>	-	16/12/2011	
	- <i>Accès et délimitation</i>	-	16/12/11 - Art 2	SO
	- <i>Repérage des points d'alimentation</i>	-	16/12/11 - Art 3	SO
	- <i>Dispositions vis-à-vis du contact direct</i>	-	16/12/11 - Art 4	SO
	- <i>Dispositions vis-à-vis du contact indirect</i>	-	16/12/11 - Art 5	SO
	- <i>Dispositif de coupure d'urgence</i>	-	16/12/11 - Art 6	SO
	- <i>Prévention du risque après remise sous tension</i>	-	16/12/11 - Art 7	SO
	- <i>Essais hors laboratoires et plateformes</i>	-	16/12/11 - Art 8	SO
R. 4226-11	Installations de soudage électrique :		19/12/2011	SO
	<i>Tension d'alimentation, tension de contact, isolation, conducteur de retour, connecteurs</i>	-	19/12/11 - Art 2	SO
	<i>Porte-électrodes, torches ou pistolets</i>	-	19/12/11 - Art 3	SO
	<i>Soudage à l'intérieur d'une enceinte conductrice exigüe</i>	-	19/12/11 - Art 4	SO
	<i>Soudage sur des chantiers spécialisés de construction</i>	-	19/12/11 - Art 5	SO
R. 4226-12	Utilisation et raccordement des appareils amovibles		20/12/2011	
	<i>Limitation de la tension d'alimentation ou Indice de protection adapté</i>	-	20/12/11 - Art 2	C
	<i>Adaptation aux influences externes</i>	-	20/12/11 - Art 3	C
	<i>Canalisations souples d'alimentation</i>	-	20/12/11 - Art 4	C
	<i>Prises de courant, prolongateurs et connecteurs</i>	-	20/12/11 - Art 5	C
	<i>Raccordement hors charge des prises de courant, prolongateurs et connecteurs > 32 ampères.</i>	-	20/12/11 - Art 6	SO
	<i>Utilisation des appareils portatifs à main dans les enceintes conductrices exigües</i>	-	20/12/11 - Art 7	SO
	<i>Utilisation des appareils portatifs à main dans les enceintes conductrices exigües</i>	NF C15-100_Ed2002-706	20/12/11 - Art 7	SO
R. 4226-13	Maintenance de l'éclairage sécurité		14/12/2011	
	<i>Dispositif de mise à l'état de repos</i>	-	14/12/11 - Art 9	C
	<i>Mise à l'état de veille, de repos, d'arrêt</i>	-	14/12/11 - Art 10	C
	<i>Essais réglementaires de l'employeur</i>	-	14/12/11 - Art 11	C
	<i>Lampes de rechange</i>	-	14/12/11 - Art 12	C
R. 4226-18	Exclusion (limites d'intervention)		26/12/2011	

C : Conforme - NC : Non Conforme - SO : Sans Objet - PM : Pour Mémoire

V.1 Etendue, Méthodologie des mesurages - Critères d'appréciation des Mesurages

Préambule

Les mesures / essais à effectuer sont définis selon le type de vérification (Initiale, à la demande de l'Inspection du Travail, Périodique, Temporaire), lorsque possible en fonction des conditions rencontrées sur le site et de la mise à disposition des installations.

Les méthodologies de mesurage utilisées et les valeurs limites sont celles décrites dans les normes d'installation rendues applicables par l'arrêté du 19/04/2012 (notamment NF C15-100, NF C 15-150-1, NF EN 50107-1, NF C 15-211, NF C13-100, NF C13-200, NF C17-200)

Résistance des Prises de terre

- Etendue** : La mesure de la résistance de la prise de terre est effectuée pour tous les types de vérification
- Méthodologie** : Ces mesures sont effectuées soit par la méthode des 2 terres auxiliaires, soit par la méthode de boucle, soit toute autre méthode appropriée.
Dans tous les cas la mesure est effectuée barrette fermée, ainsi que barrette ouverte si nécessaire et si possible.

Valeurs limites

Type de réseau	Valeur Id (A) HT	Valeur maximum prise de terre (TNR – ITR) – Ohm -	Valeur maximum de la prise de terre (TTS) – Ohm -			Masses BT (TT) (Ohm)
			$U_{tp} = 2 \text{ kV}$	$U_{tp} = 4 \text{ kV}$	$U_{tp} = 10 \text{ kV}$	
Aéro-souterrain	40	26	30	30	30	50 / I Delta n
	150	6	10	24	30	
	300	3	5	12	30	
souterrain	1000	1	1	3	10	

Pour la NF C 13 200, en règle générale, une valeur de prise de terre inférieure ou égale à 1 ohm est présumée satisfaire à cette exigence.

U_{tp} : tension de tenue des masses du poste - Id : courant de défaut à la terre du réseau HT de distribution publique

Continuité des conducteurs de protection

- Etendue** : Les mesures de continuité sont effectuées :
 - quel que soit le type de vérification, comme suit :
 - Liaisons entre chaque niveau de la distribution et le niveau suivant (remplacé par un examen visuel en cas d'impossibilité)
 - Tous les matériels fixes et amovibles de classe I, y compris prolongateurs et accessoires présentés.
 - Lors de chaque vérification initiale et sur demande de l'Inspection du Travail, de la totalité des appareils d'éclairage et prises de courant accessibles.
 - Lors de chaque vérification périodique, de la moitié des prises de courant accessibles dans les locaux de bureaux, la totalité dans les autres locaux, et du tiers des appareils d'éclairage fixes accessibles depuis le sol.
- Méthodologie** : La vérification est effectuée à l'aide d'un milliohmètre ou d'un ohmmètre
- Valeurs limites**

	En Basse Tension	En Haute Tension
Vérification initiale et à la demande de l'Inspection du Travail	Tableau DC et DD du guide UTE C15-105	examen visuel ou 0,2 ohm
Vérification périodique	2 ohms	examen visuel ou 0,2 ohm

Restitution au Ch. V.3 'Examen des circuits terminaux' : **M** : Continuité non satisfaisante, **B** : Continuité satisfaisante

- Unité des valeurs** : milli-ohm ou ohm

Isolement des Circuits et Matériels BT

Etendue : Quel que soit le type de vérification, les mesures d'isolement sont effectuées sur tous les appareils portatifs à main et mobiles présentés, les matériels fixes et semi-fixes dont la mise à la terre est inexistante ou défectueuse, ainsi que les circuits pour lesquels le fonctionnement des dispositifs à courant différentiel résiduel est défectueux ou absent, à l'exception des matériels alimentés en TBTS ou TBTP, de classe II.

- Méthodologie** : La mesure d'isolement est effectuée entre conducteur actif et masse (ou terre) à l'aide d'un ohmmètre approprié suivant le domaine de tension.
- Valeurs limites** : 0,5 Mégohm pour $U > 500\text{V}$ (NF C15-100 ou NF C17-200), pour les câbles chauffants noyés dans les parois, 0,25 Mégohm pour $U \leq 230\text{V}$, 0,40 Mégohm pour $U > 230\text{V}$.
- Unité des valeurs** : Mégohm

Essai du (des) Contrôleur(s) Permanent d'isolement (CPI)

- Etendue** : L'essai du CPI (sauf si présence d'un défaut) est effectué quel que soit le type de vérification pour les installations à neutre isolé ou impédant à l'exclusion des réseaux HT.
- Méthodologie** : Essai avec une résistance calibrée, complété par la vérification de l'efficacité de la signalisation et de son report.
- Valeurs limites** : Cohérence de l'indication du CPI avec la valeur de la résistance calibrée; Bon fonctionnement de la signalisation et de son report
- Unité des valeurs** : kOhm

Essais des Dispositifs Différentiels Résiduels (DDR)

- Etendue** : L'essai des DDR est effectué sur tous les appareils installés quel que soit le type de vérification à l'exclusion des réseaux HT.
- Méthodologie** : L'essai des DDR est réalisé par création d'un défaut réel sur l'installation ou d'un défaut amont-aval.
- Valeurs limites** : Essais satisfaisants si la valeur de déclenchement est comprise entre la valeur assignée (I delta n) et la moitié de la valeur assignée (I Delta n/2). **B** : Bon fonctionnement (ou **C**), **M** : Fonctionnement incorrect, **NE** : Non essayé
- Unité des valeurs** : mA

Signification des abréviations utilisées

C Contacteur	I Interrupteur	PI Protection Intégrée	RT Relais Thermique
Dj Disjoncteur	IDR Interrupteur Différentiel	PSNE Protection Surcharge non exigée	S Sectionneur
DDA Dispo. de Déconnexion Auto	IF Interrupteur fusible	RD Relais différentiel	SF Sectionneur fusible
DDR Disjoncteur Différentiel	INV Inverseur	RE Relais Electronique	
DC Discontacteur	IS Interrupteur sectionneur	RM Relais Magnétique	
Fu Fusibles	ISF Interrupteur sectionneur fusible	RMT Relais Magnétothermique	Xa/b a pôles coupés, b pôles protégés

Vérification des récepteurs

ND : Non Déterminée

NV : Nombre d'appareils ou socles accessibles

NI : Nombre d'appareils ou socles installés

	V - RESULTATS DES MESURAGES ET ESSAIS	Réf : 1277897-001-1 Date : 13/07/2018
---	--	--

V.2 Appareils de mesure et d'essais utilisés

Continuité/isolément, masses et circuits	Essais des DDR	Tests des CPI	Mesures des prises de terre	Continuité de précision (si requis)
MEGGER BM 401	PONTARLIER Pontamesure		CHAUVIN ARNOUX CA 6423	

V.3 Résultats

- Prises de terre

Localisation	Désignation	Conditions de mesure / Barrette	Valeur (Ω)
EXTÉRIEUR - LOCAL TGBT	Masse générale TGBT	Ensemble interconnecté	3.31

- Dispositifs différentiels à courant résiduel

Quantité	Désignation circuit	Type de dispositif	Réglage		Déclenchement	Isolément (MΩ)
			IΔn(mA)	Tempo(s)		
EXTÉRIEUR						
➤ Comptage						
1	Général -NSX400F	DDR	1000	0,15	NE	
EXTÉRIEUR - LOCAL TGBT						
➤ Armoire Générale						
1	Général -NSX400F	DDR	1000	0,15	B	
EXTÉRIEUR - LOCAL TGBT						
➤ Coffrets						
1	Général divers	IDR	30		B	
2	Non identifié -BACO	DDR	500		B	
1	Non identifié -BACO	DDR	500		B	
HALLS - Halls Machines						
➤ Tableau Hall Machines						
1	Général Divers	IDR	30		B	
1	Libre -C32	DDR	30		B	
HALLS - Halls Machines - Détente						
➤ Tableau Extérieur Détente						
1	Général Eclairage	IDR	30		B	
1	Général PC	IDR	30		B	
HALLS - Halls côté bureaux						
➤ Armoire de distribution						
1	Non identifié -C60N	DDR	30		B	
1	Non identifié -C60N	DDR	30		B	
1	Eclairage -C60N	DDR	300		B	
1	PC Tri -C16	DDR	30		B	
HALLS - Halls côté bureaux						
➤ Tableau Hall côté Volet						
1	Général Coffret	IDR	30		B	
HALLS - Halls côté bureaux						
➤ Armoire Bureaux						
1	Général Eclairage	IDR	30		B	
1	Général PC	IDR	30		B	
1	Général Chauffage	IDR	30		B	
2	PC info -C16	DDR	30		M	>500
HALLS - Hall du fond						
➤ Tableau Hall "3"						
1	Eclairage -C60N	DDR	300		B	
1	Eclairage -C60N	DDR	30		B	

Quantité	Désignation circuit	Type de dispositif	Réglage		Déclenchement	Isolement (MΩ)
			IΔ _n (mA)	Tempo(s)		
1	Vidéo -C60N	DDR	30		B	
1	DTI -C10	DDR	30		B	
1	PC CT -C60N	DDR	30		B	
1	Général PC soudure	IDR	30		B	
1	PC tri droite -C60H	DDR	30		B	
1	PC tri -CI60N	DDR	30		B	
1	PC Scie -C60N	DDR	30		B	

	V - RESULTATS DES MESURAGES ET ESSAIS	Réf : 1277897-001-1 Date : 13/07/2018
---	--	--

- Examen des circuits terminaux

Nbre NV / NI	Désignation	CI	Marque	Numéro	In (A)	Protection surintensités			Cont.	Isol. (MΩ)
						Type	Calibre (A)	Réglage (A)		
EXTÉRIEUR - LOCAL TGBT										
LOCAL TGBT										
0 /1	Appareil(s) d'éclairage masse inac					Dj	10			
1 /1	Prise(s) de courant (2018)					Dj	16		B	
HALLS - Halls Machines										
HALL										
0 /12	Appareil(s) d'éclairage inac h > 4 m rampes					Dj	10			
	N° Obs : 5 R. 4215-11 NF C15-100_Ed2002 : 512		Matériel inadapté au risque mécanique et poussière Le remplacer par du matériel IK05 (type étanche)							
1 /1	Appareil(s) d'éclairage inac h > 4 m phare extérieur					Dj	10			
1	Bascule extérieur					Dj	10		B	
3 /3	Prise(s) de courant (2018)								B	
1	Porte		Nergeco			Dj	10		B	
1	Balance (sur PC)								B	
	N° Obs : 6 R. 4215-11 NF C15-100_Ed2002 : 530		Fixation non assurée de la prise. A refixer durablement							
1	Sécheur (CE)		Ph						B	
	N° Obs : 7 R. 4215-11 NF C15-100_Ed2002 : 530		Fixation non assurée câble et boîte de jonction A refixer durablement							
1	Compresseur 90 kW (CE)		Rollair 125	176142		Dj	260		B	
	N° Obs : 8 R. 4215-11 NF C15-100_Ed2002 : 512		Entrée de câble défectueuse A refaire au niveau de l'entrée dans l'appareil							
Hall côté Détente										
0 /5	Appareil(s) d'éclairage inac h > 4 m									
3 /3	Prise(s) de courant								B	
HALLS - Halls Machines - Système de Séparation HEMERYCK										
Système de Séparation HEMERYCK										
1 /1	Prise(s) de courant (2018)		1Q2			Fu	6		B	
2	Trémies vibrantes (2,7 kW)		11Q2/Q3			RE				
10	Convoyeurs (1,1 kW)		12 à 33 Q1			RMT				
1	Crible Combi (15 kW)		13Q1			RMT				
1	Elévateur (2,2 kW)		31Q1			RE				
HALLS - Halls Machines - Système de Séparation HEMERYCK - Filtration KELLER										
Filtration KELLER (40Q1)										
1	Ventilateur (5,5kW)		10Q1			RMT	65	48	B	
1	Ecluse (0,37 kW)		11Q1			RMT	1,6	1,1	B	

	V - RESULTATS DES MESURAGES ET ESSAIS	Réf : 1277897-001-1 Date : 13/07/2018
---	--	--

Nbre NV / NI	Désignation	CI	Marque	Numéro	In (A)	Protection surintensités			Cont.	Isol. (MΩ)
						Type	Calibre (A)	Réglage (A)		
HALLS - Halls Machines - Système de Séparation HEMERYCK - Equipements Steinert										
Steinert Finemaster (34Q1)										
7	Entrainement		FA 15 à 81			RMT			B	
3	Entrainement					RE				
Steinert ISS (27Q1)										
1	Entrainement					RE				
2	Goulottes (0,95 kW)		FA 41 et 42			RMT	2,5	1,6		
1	Bande (3kW)		FA 51			RE				
Steinert NES (24Q1)										
6	Moteur polaire (9,2 kW)		FA 21			RE			B	
1	Bande (2,2 kW)		FA 31			RE				
2	Goulottes (0,95 kW)		FA 51 et 52			RMT	2,5	1,6		
1	Rouleau (3 kW)		FA 71			RE				
1	MTP MOR (0,75 kW)		FA 81			RMT	2,5	1,6		
HALLS - Halls Machines - Détente										
2 / 2	Appareil(s) d'éclairage(2018)	3							B	
0 / 1	Appareil(s) d'éclairage									
0 / 2	Appareil(s) d'éclairage masse inac tapis extérieur					Dj	10			
4 / 6	Prise(s) de courant (2018)					Dj	16		M	
	N° Obs : 12 R. 4215-03 NF C15-100_Ed2002 : 411		Continuité défectueuse (supérieure à 2 ohm) du conducteur de protection la prise côté fenêtre/porte Vérifier les connexions, rétablir la continuité du PE							
1 / 1	Prise(s) de courant extérieur (2018)								B	
1	Volet extérieur	2				Dj	10		B	
2	Convecteur					Dj	10			
1	Chauffe-eau					Dj	150		M	
	N° Obs : 13 R. 4215-03 NF C15-100_Ed2002 : 411		Absence d'interconnexion des conduits métalliques (eau, air comprimé, etc.) au circuit principal de protection A réaliser par conducteur de section 6mm² minimum							
1	Cafetière (sur PC)								B	
1	Four à micro-ondes (sur PC)								B	
1	Réfrigérateur (sur PC)								B	
HALLS - Halls côté bureaux										
HALL										
0 / 12	Appareil(s) d'éclairage inac h > 4 m rampes					Dj	10			
	N° Obs : 19 R. 4215-11 NF C15-100_Ed2002 : 512		Matériel inadapté au risque mécanique et poussière Le remplacer par du matériel IK05 (type étanche)							
0 / 1	Appareil(s) d'éclairage inac h > 4 m phare					Dj	16			

Nbre NV / NI	Désignation	CI	Marque	Numéro	In (A)	Protection surintensités			Cont.	Isol. (MΩ)
						Type	Calibre (A)	Réglage (A)		
1	Bascule extérieur					Dj	10		B	
2 /3	Prise(s) de courant (2018)								B	
1	Volet					Dj	10		B	
1	Portail Extérieur					Dj	10		B	
1	Bascule extérieur					Dj	16		B	
1	Chaque-eau côté Sanitaires					Dj	16		M	
	N° Obs : 20 R. 4215-03 NF C15-100_Ed2002 : 411		Absence d'interconnexion des conduits métalliques (eau, air comprimé, etc.) au circuit principal de protection (nourrice) <i>A réaliser par conducteur de section 6mm² minimum</i>							
1	Boitier Alarme côté Sanitaires								M	
	N° Obs : 21 R. 4215-03 NF C15-100_Ed2002 : 411		Continuité défectueuse (supérieure à 2 ohm) du conducteur de protection <i>Vérifier les connexions, rétablir la continuité du PE</i>							
1	Pompe carburant (sur PC)					Dj	10		B	
	N° Obs : 22 R. 4215-11 NF C15-100_Ed2002 : 512		Entrée de câble défectueuse <i>A refaire au niveau de l'entrée dans la prise</i>							
1	Nettoyeur HP (sur PC)								B	

HALLS - Halls côté bureaux - Bureaux

Accueil RDC

4 /4	Appareil(s) d'éclairage(2018)								B	
15 /15	Prise(s) de courant (2018)								B	
2	Convecteur	2								
4	Ensemble Bureautique								B	
1	Photocopieur (sur PC)								B	

Salle de Réunion Etage

1 /15	Appareil(s) d'éclairage TBT	3								
15 /15	Prise(s) de courant (2018)								B	
1	Convecteur	2								
1	Hotte					Dj	10		B	
1	Four (sur PC)					Dj	32		B	
1	Climatiseur (sur PC)								B	
1	Cafetière (sur PC)								B	
1	Four à micro-ondes (sur PC)								B	
1	Réfrigérateur (sur PC)								B	
1	Lave-linge (sur PC)								B	
1	Sèche-linge (sur PC)								B	

HALLS - Halls côté bureaux - Vestiaires/Sanitaires

Vestiaires

1 /1	Appareil(s) d'éclairage(2018)								B	
------	-------------------------------	--	--	--	--	--	--	--	---	--

Nbre NV / NI	Désignation	CI	Marque	Numéro	In (A)	Protection surintensités			Cont.	Isol. (MΩ)
						Type	Calibre (A)	Réglage (A)		
1 /1	Prise(s) de courant (2018)								B	
Sanitaires										
0 /4	Appareil(s) d'éclairage TBT	3								
2 /2	Prise(s) de courant (2018)								B	
1	Convecteur	2								
HALLS - Halls côté bureaux - Réserves										
Réserves										
0 /2	Appareil(s) d'éclairage masse inac(2018)									
2 /2	Appareil(s) d'éclairage(2018)								B	
4 /4	Prise(s) de courant (2018)								B	
2	Convecteur	2								
N° Obs : 23		R. 4215-10		Identification incorrecte des circuits de protection						
		NF C15-100_Ed2002 : 514		Repérer la destination des circuits et apposer un étiquetage sûr et durable.						
HALLS - Hall du fond										
Hall du fond										
0 /9	Appareil(s) d'éclairage inac h > 4 m rampes					Dj	10			
N° Obs : 25		R. 4215-11		Matériel inadapté au risque mécanique et poussière						
		NF C15-100_Ed2002 : 512		Le remplacer par du matériel IK05 (type étanche)						
7 /14	Prise(s) de courant (2018)								B	
1	Volet					Dj	10		B	
1	balance (sur PC)								B	
N° Obs : 26		R. 4215-11		Entrée de câble défectueuse						
		NF C15-100_Ed2002 : 512		A refaire au niveau de l'entrée dans la prise						
1	Scie (sur PC)								B	
1	Meuleuse (sur PC)	2								
1	Portail extérieur					Dj	10		B	

	VI - ANNEXE	Réf : 1277897-001-1 Date : 13/07/2018
---	--------------------	--

Sans objet

Annexe 3 : Rapport de vérification des extincteurs

MATÉRIELS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Selon la réglementation : CCH art. R123.43

EXTINCTEURS VERIFICATIONS

DATE	NATURE INTERVENTION	OBSERVATIONS	SOCIÉTÉ - NOM - SIGNATURE
01.12.14	Mise en service	1 EP9 + 1 EP6 + 1 DCE	SECURI+ NORD Tél. : 03.27.27.10.26 www.securi-plus.fr mail : contact@securi-plus.fr
16/12/15	Vérification	Extincteurs RAS	SECURI+ NORD Tél. : 03.27.27.10.26 www.securi-plus.fr mail : contact@securi-plus.fr
25.11.16	Vérification	annuelle des extincteurs	Securi + nord
06.12.17	Vérification		securi + france
25/06/18	Vérification	de 24 extincteurs en bon état de fonctionnement, voir Compte Rendu N°150433	C.P.S.A Bourgeois.T 06.70.87.25.33
05/06/19	Vérification	de 24 extincteurs en bon état de fonctionnement, voir CRV N°152 906-907	C.P.S.A Bourgeois.T

190104

A nous retourner, accompagné de votre règlement à
l'agence **Chubb France TSA 50067 93736 Bobigny**
Cedex 9

Facture N° : F26.2019.048085

Client N° : C26183639

Page 1/1

FACTURE N° F26.2019.048085

Mardi 15 Janvier 2019

Lieu d'intervention S26308096 / / 26335714

METALTECH SARL
80 C RUE JEAN JAURES
59154 CRESPIN

METALTECH SARL

80 C RUE JEAN JAURES

59154 CRESPIN

Client N° C26183639

Chargé d'affaire : SENAME SYLVAIN

Commercial : SENAME SYLVAIN

Tech : SENAME SYLVAIN

BL 125247 ET CRV 152906 DU 09/01/2019

Référence	Désignation	Qté	P.U. H.T.	Total HT
EXT07FU0A6	EXT EAU PULVERISEE 6L + AFFF	1,00	49,00	49,00
EXT07FU0P9	EXT POUDRE POLYVALENTE 9 KG	2,00	61,00	122,00
VEXVPA6A	VERIF EXT EAU PULVERISEE 6L a	2,00	5,00	10,00
VEXVPA9A	VERIF EXT EAU PULVERISEE 9L a	12,00	5,00	60,00
PEXVCO2	VERIF EXT CO² 2KG	1,00	5,00	5,00
PEXVPOC5	VERIF EXT CO² 5KG	3,00	5,00	15,00
PEXVP6	VERIF EXT POUDRE 6KG	2,00	5,00	10,00
PEXVP9	VERIF EXT POUDRE 9KG	2,00	5,00	10,00
PEXVP50	VERIF EXT POUDRE 50KG	2,00	5,00	10,00
BALPLEVPLA3	PLAN D'EVACUATION	5,00	84,00	420,00
PDECEP65	CHARGE QUINQUENNALE EAU PULV	7,00	28,20	197,40
PDELAEP	LANCE CO2	1,00	32,50	32,50
PRGVACA6	VACATION	1,00	23,00	23,00

Taux TVA	Total HT	Montant TVA	Conditions de règlement	TOTAL HT	
20.00%	963,90	192,78	VIREMENT A 30 JOURS FIN DE MOIS	PORT	
			A l'échéance du 28/02/2019	H.T. NET	963,90
				TOTAL TVA	192,78
				Total T.T.C.	1 156,68 €
Totaux	963,90	192,78		NET A PAYER	1 156,68 €

Conformément à la réglementation applicable à compter du 1er janvier 2013, nous nous réservons le droit de réclamer en cas de retard de règlement, une indemnité forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement, en sus des indemnités de retard.

Annexe 4 : Justificatif de nettoyage du séparateur à hydrocarbures

A VOTRE SERVICE
24 HEURES SUR 24

Fax 03.27.98.74.01

Fiche d'exécution V

0129245



Vidange - Curage de fosses de W.C., puits, décantations
Entretiens de fosses septiques - Stations d'épuration et de pompage
Ecurage d'égoûts et canalisations - Dégazage de cuves à mazout
Désobstruction, Nettoyage, Désinfection de chutes d'E.-U - W.C. - V.O.
Tous travaux de pompage
Assainissement - Nettoyages industriels et pétroliers
Collecteur de déchets conventionné par l'Agence de l'Eau ARTOIS-PICARDIE

Siège Social : 62, rue du Kiosque - 61, rue Théophile Bra C.C.P. Lille 10.387.63 K
S.A. au capital de 300.000 Euros R.C. Douai 393 807 433 B - Siren 393 807 433 000 15 - Code 900 A

Lieu d'exécution

Caespin

Commande du

Chez

Metal Tech

Rue

N°

Nature des travaux

pompage lavage

Nom et adresse
du client (si différente)

MODE DE RÉGLEMENT

MODE DE RÉGLEMENT				Prix Net	T.V.A.	Prix T.T.C.
Comptant	à terme	espèces				
Virement postal	chèque bancaire	Mettre une <input checked="" type="checkbox"/> en face du mode choisi	Minimum forfaitaire			
Toute réclamation doit être formulée dans les 48 heures						
Date d'exécution 15-10-18						
Signature du client						
Code client						
HEURE		Client N°	Camion N° 8x4			
A	D					
Somme en lettres						

N° SIREN : 393 807 433
NOM : CHARLES WAGRET SA
Adresse : 62 rue du Kiosque
59500 DOUAI
Tél. : 03 27 98 68 12
Mél : 03 27 98 68 12
Personne à contacter : Mr WAGRET

Récépissé n° : 2013/70/10
Département : 59
Limite de validité : 10/12/2018
Mode de transport :
Date de prise en charge : / /
Signature :
☐ Transport multimodal (Cadres 20 et 21 à remplir)

- DÉCLARATION GÉNÉRALE DE L'ÉMETTEUR DU BORDEREAU -

9. Déclaration générale de l'émetteur du bordereau :
Je soussigné certifie que les renseignements portés dans les cadres ci-dessus sont exacts et établis de bonne foi.

NOM : Date : / /

- À REMPLIR PAR L'INSTALLATION DE DESTINATION -

10. Expédition reçue à l'installation de destination

N° SIRET : 447 495 892 00016
NOM : S.H.L. - Huiles Lomahieu
Adresse : 26, rue Gay Lussac Z.I.
Personne à contacter : M. YAH
Quantité réelle présentée : tonne(s)
Date de présentation : / /
Lot accepté : ☐ oui ☐ non
Motif de refus :

Signataire : Signature et cachet :
Date : / /

11. Réalisation de l'opération :

Code D/R :
Description :
Je soussigné certifie que l'opération ci-dessus a été effectuée
NOM :
Date : / / Signature et cachet :

12. Destination ultérieure prévue (dans le cas d'une transformation ou d'un traitement aboutissant à des déchets dont la provenance reste identifiable le nouveau bordereau sera accompagné de l'annexe 2 du formulaire CERFA n°12571) :

Traitement prévu (code D/R) :

N° SIRET :
NOM :
Adresse :
Personne à contacter :
Tél. :
Mél. :

Fax. :

5ème feuillet : Copie destinée à l'émetteur du bordereau.

Bordereau n° :

1. Émetteur du bordereau

☐ Producteur du déchet ☐ Collecteur de petites quantités de déchets relevant d'une même rubrique (joindre annexe 1)

☐ Personne ayant transformé ou réalisé un traitement dont la provenance des déchets reste identifiable (joindre annexe 2) ☐ Autre détenteur

N° SIRET : 393 807 433 00015
NOM : CHARLES WAGRET S.A.
Adresse : 62, rue du Kiosque
59500 - DOUAI
Chantier METAL TECH & CRESPIEN

Tél. : 03 27 88 88 12 Fax : 03 27 98 74 01

Mél :
Personne à contacter : M. WAGRET

2. Installation de destination ou d'entreposage ou de reconditionnement prévue

Entreposage provisoire ou reconditionnement

☐ oui (cadres 13 à 19 à remplir)
☒ non

N° SIRET : 447 495 862 00018

NOM : S.H.L. - Huiles Lemahieu

Adresse : 25, rue Gay Lussac Z.I.

59147 - GONDECOURT

Tél. : Fax :

Mél :

Personne à contacter : M. YAH

N° de CAP (le cas échéant) : 115383 G

Opération d'élimination / valorisation prévue (code D/R) :

3. Dénomination du déchet

Rubrique déchet :

Dénomination usuelle : EAUX ET HYDROCARBURES

Consistance : ☐ solide ☐ liquide ☐ gazeux

4. Mentions au titre des règlements ADR, RID, ADN, IMDG (le cas échéant)

5. Conditionnement : ☐ benne ☐ citerne ☐ GRV ☐ fût ☐ autre (préciser)

Nombre de colis :

6. Quantité ☐ réelle ☐ estimée tonne(s)

7. Négociant (le cas échéant)

N° SIREN :

NOM :

Adresse :

Récépissé n° :

Département :

Limite de validité :

Personne à contacter :

Tél. :

Fax. :

Mél :

- À REMPLIR PAR LE COLLECTEUR-TRANSPORTEUR -

8. Collecteur-transporteur

N° SIREN : 393 807 433
NOM : CHARLES WAGRET SA
Adresse : 62 rue du Kiosque
59500 - DOUAI

Tél. : Fax. :

Mél : 03 27 88 88 12 03 27 98 74 01

Personne à contacter : Mr WAGRET

Récépissé n° : 2013/TOM/10 Département : 59

Limite de validité : 10/12/2018

Mode de transport :

Date de prise en charge : / /

Signature :

☐ Transport multimodal (Cadres 20 et 21 à remplir)

- DÉCLARATION GÉNÉRALE DE L'ÉMETTEUR DU BORDEREAU -

9. Déclaration générale de l'émetteur du bordereau :

Je soussigné certifie que les renseignements portés dans les cadres ci-dessus sont exacts et établis de bonne foi.

NOM : NOUY Date : / /

Signature et cachet :

- À REMPLIR PAR L'INSTALLATION DE DESTINATION -

10. Expédition reçue à l'installation de destination

N° SIRET : 447 495 862 00018
NOM : S.H.L. - Huiles Lemahieu
Adresse : 25, rue Gay Lussac Z.I.

Personne à contacter : M. YAH

Quantité réelle présentée : tonne(s)

Date de présentation : / /

Lot accepté : ☐ oui ☐ non

Motif de refus :

Signataire : Signature et cachet :

Date : / /

11. Réalisation de l'opération :

Code D/R :

Description :

Je soussigné certifie que l'opération ci-dessus a été effectuée

NOM :

Date : / / Signature et cachet :

12. Destination ultérieure prévue (dans le cas d'une transformation ou d'un traitement aboutissant à des déchets dont la provenance reste identifiable le nouveau bordereau sera accompagné de l'annexe 2 du formulaire CERFA n°12571) :

Traitement prévu (code D/R) :

N° SIRET :

NOM :

Adresse :

Personne à contacter :

Tél. :

Fax. :

Mél :

Annexe 5 : Bulletin d'analyses des eaux

METALTECH SARL
A l'attention de Monsieur MOUY
80C RUE JEAN JAURES

F-59154 CRESPIN

RAPPORT D'ANALYSE B18/R12068/0002

Date du rapport : 12.09.18

Numéro de dossier : CN/04-09-18/14194

Numéro de client : 12068_0

Votre numéro de devis : D/NK/18.0821

Numéro d'identification : 18/CN14194_01

Date de réception : 04.09.18

Condition de l'échantillon : Apporté par le client

Description Eau sortie déboureur du 04/09/18 à 10h45 - Réf. : 12068

RAPPORT D'ANALYSE B18/R12068/0002

RESULTATS D'ANALYSE :

Paramètre	Résultat	Unité	Méthode
pH à 20 °C	7.2		NF EN ISO 10523 ¹
ST-DCO	1070	mg O2/l	ISO 15705 ¹
DBO5	140	mg O2/l	NF EN 1899-1 ¹
MES (filtre Whatman)*	<3	mg/l	NF EN 872 ¹
chrome VI (Cr VI)	<20	µg/l	NF T 90-043 ¹
indice hydrocarbure	0.2	mg/l	NF EN ISO 9377-2 ¹

Métaux :

aluminium (Al)	27	µg/l	NF EN ISO 11885 ¹
cadmium (Cd)	<1	µg/l	NF EN ISO 11885 ¹
chrome (Cr)	1	µg/l	NF EN ISO 11885 ¹
cuivre (Cu)	55	µg/l	NF EN ISO 11885 ¹
étain (Sn)	<5	µg/l	NF EN ISO 11885 ¹
fer (Fe)	400	µg/l	NF EN ISO 11885 ¹
nickel (Ni)	4	µg/l	NF EN ISO 11885 ¹
plomb (Pb)	18	µg/l	NF EN ISO 11885 ¹
zinc (Zn)	230	µg/l	NF EN ISO 11885 ¹
mercure (Hg)	<0.2	µg/l	NF EN ISO 12846 ¹
somme Pb+Cu+Ni+Zn+Sn	307	µg/l	.

Date de début des analyses : 04/09/18

* MES réalisées dans les 48 heures

après le prélèvement

Conservation de l'échantillon à CERECO

à +5°C maximum

**DBO5 réalisée sur échant. congelé le: 04/09/18

Pour le mercure, digestion selon la norme NF EN ISO 12846.

Pour les métaux, minéralisation NF EN ISO 15587-1 (digestion à l'eau régale).


Damien Duflos
Directeur Technique

ML 17 10 9115

METALTECH SARL
40C RUE JEAN JAURES 59154 CRESPIN
Tél 03 27 24 19 94
SIRET 81341292100013

¹ Incertitude communiquée sur demande. Seules certaines prévisions rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole "1".

Pour déclarer, ou non, la conformité à la spécification, il n'a pas été tenu explicitement compte de l'incertitude associée au résultat.

Ce rapport ne concerne que les échantillons ou objets soumis à essais. La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous la forme intégrale. Le rapport ne doit être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire d'essais. L'accréditation de la Section Essais du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation.

Registre du commerce et des sociétés Valenciennes B 380 135 913 - Siret 380 135 913 00016 - NAF 7120 B

Société par Actions Simplifiée au capital de 1.587.500 Euros - N° TVA Intra: FR 91 380135913

Annexe 6 : Rapport de mesures acoustiques

Metaltech - Crespin

Rapport de mesures acoustiques

Campagne de juin 2019



Réf. Entime 5738-006-014 / Rév. A / 24.06.2019

Rév.	Date	Rédaction	Vérification	Validation
A	25/06/2019	T. Beuscart	G. Saint-Maxin	M. El Quafi
Visa		P.O. G. Saint-Maxin		

Ingénierie environnementale. Prélèvements et mesures sol, eau et air.

14 av. de l'Europe - BP 90195 - 59421 Armentières Cedex
Tél. 03 20 18 17 00 - Fax. 03 20 18 17 09 - www.entime.fr

Sommaire

I	OBJET DES MESURAGES.....	4
II	DOCUMENTS DE REFERENCE UTILISES	5
III	METHODOLOGIE	6
IV	OBJET DES MESURAGES.....	7
IV.1	Localisation des points de mesures	7
IV.2	Caractéristiques des points de mesures	9
V	PERIODES DE MESURES	11
VI	MATERIEL UTILISE.....	12
VII	RAPPEL DE QUELQUES DEFINITIONS.....	13
VIII	RAPPELS REGLEMENTAIRES ET NORMATIFS.....	15
VIII.1	Seuils applicables	15
VIII.2	Norme NFS 31-010	16
IX	CONDITIONS DES MESURAGES.....	17
X	HISTORIQUE DES CAMPAGNES PRECEDENTES	19
XI	RESULTATS DES MESURES.....	20
XII	CONCLUSION.....	21

Liste des figures

Figure 1 : Démarche de l'étude acoustique.....	6
Figure 2 : Implantation des points de mesures de bruit	7
Figure 3 : Principales sources de bruit (1/2).....	8
Figure 4 : Principales sources de bruit (2/2).....	8

Liste des tableaux

Tableau 1 : Caractéristiques des points de mesure (1/2).....	9
Tableau 2 : Caractéristiques des points de mesure (2/2).....	10
Tableau 3 : Périodes de mesures	11
Tableau 4 : Niveaux limites et émergence admissibles.....	15
Tableau 5 : Conditions météorologiques (Norme NFS 31-010).....	16
Tableau 6 : Matrice de caractérisation des conditions météorologiques	16
Tableau 7 : Conditions des mesures site en activité	17
Tableau 8 : Conditions des mesures site en activité	18
Tableau 9 : Historique des mesures acoustiques (campagne d'octobre 2013)	19
Tableau 10 : Niveaux sonores en limite de propriété (campagne de mars 2016)	19
Tableau 11 : Niveau d'émergence mesuré (campagne de mars 2016).....	19
Tableau 12 : Niveaux sonores en limite de propriété (campagne de juin 2019)	20
Tableau 13 : Niveaux d'émergence mesurés (campagne de juin 2019).....	20

I OBJET DES MESURAGES

La société Metaltech exploite une unité de récupération et de recyclage de métaux sur le territoire de la commune de Crespin.

L'objet de ce rapport est de présenter les résultats des mesures acoustiques réalisées les 20 et 26 juin 2019 en limite de propriété du site et en zone d'émergence réglementée.

II DOCUMENTS DE REFERENCE UTILISES

Les documents de référence utilisés pour la rédaction de ce rapport sont :

- * Arrêté du 27/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-2 (Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial).
- * Arrêté du 27/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (Installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial).
- * Arrêté du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
- * Norme NFS 31-010 de décembre 1996 : Caractérisation et mesurage des bruits de l'environnement.
- * Norme NFS 31-130 de novembre 1997 : Cartographie du bruit en milieu extérieur.
- * Rapport d'étude acoustique n° 4298-006-013 du 22/04/2016.
- * Enregistrement des conditions de mesures de bruit - Support vierge sous référence Entime n°517 - rev B.
- * Instruction Entime sous référence n°215 - Mesures de bruit - Prise en compte des paramètres météo - version C.

III METHODOLOGIE

La démarche de l'étude acoustique est donnée dans la Figure 1.

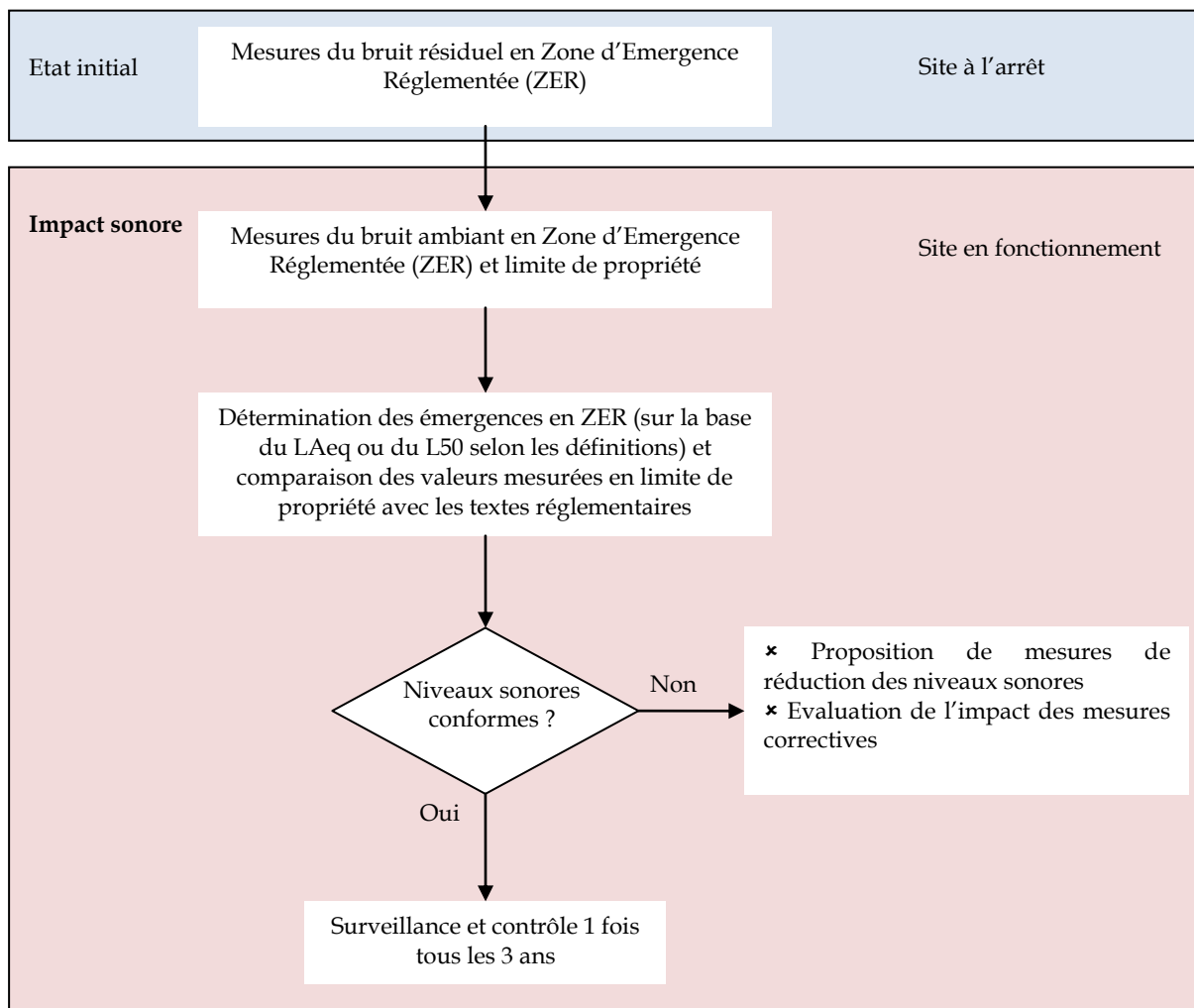


Figure 1 : Démarche de l'étude acoustique

IV OBJET DES MESURAGES

IV.1 Localisation des points de mesures

L'implantation des points de mesures de bruit est reprise à la Figure 2.



Figure 2 : Implantation des points de mesures de bruit

✱Fonctionnement lors des mesures :

Le site était en activité normale lors des mesures effectuées les 20 et 26/06/2019. L'activité à l'extérieur du bâtiment se résume à un groupe électrogène, une cribleuse et une chargeuse pour alimenter la cribleuse. La chargeuse effectue un remplissage toutes les 20 minutes environ. Le reste de l'activité se situe à l'intérieur du bâtiment.

✱Horaires de travail :

- ⇒ 8h00 - 12h00 / 13h00 - 17h00 du lundi au vendredi. Arrêt à 16h le mercredi.
- ⇒ 8h00 - 11h30 le samedi

Le site est à l'arrêt de nuit.

Les Figure 3 et Figure 4 présentent les deux principales sources de bruit du site.



Figure 3 : Principales sources de bruit (1/2)

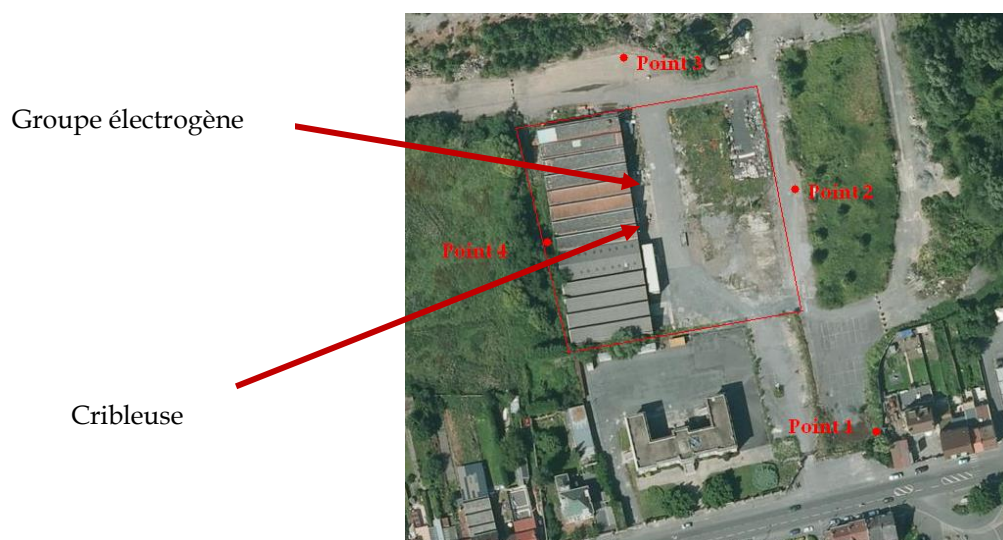


Figure 4 : Principales sources de bruit (2/2)

IV.2 Caractéristiques des points de mesures

Les Tableau 1 et Tableau 2 reprennent les caractéristiques des points de mesure de bruit.



Point	Photographie	Caractéristiques		Oui	Non
Point 1		Limites de propriété			X
		Zone à émergence		X	
		Période de mesure	Jour	X	
			Nuit		X
		Conditions de fonctionnement du site	Activité	X	
			Arrêt	X	
Point 2		Limites de propriété		X	
		Zone à émergence			X
		Période de mesure	Jour	X	
			Nuit		X
		Conditions de fonctionnement du site	Activité	X	
			Arrêt	X	

Tableau 1 : Caractéristiques des points de mesure (1/2)



Point	Photographie	Caractéristiques		Oui	Non
Point 3		Limites de propriété		X	
		Zone à émergence			X
		Période de mesure	Jour	X	
			Nuit		X
		Conditions de fonctionnement du site	Activité	X	
			Arrêt	X	
Point 4		Limites de propriété		X	
		Zone à émergence			X
		Période de mesure	Jour	X	
			Nuit		X
		Conditions de fonctionnement du site	Activité	X	
			Arrêt	X	

Tableau 2 : Caractéristiques des points de mesure (2/2)

V PERIODES DE MESURES

Les mesures acoustiques ont été réalisées (Tableau 3) :

- * En période : ☒ diurne ☐ nocturne.
- * Le site : ☒ en activité ☒ à l'arrêt.

Point	Localisation	Site à l'arrêt	Site en activité
1	Zone à émergence réglementée	26/06/2019 de 16h30 à 17h00	26/06/2019 de 15h05 à 15h35
2	Limite de propriété	20/06/2019 de 11h54 à 13h03	20/06/2019 de 10h48 à 11h48
3	Limite de propriété	20/06/2019 de 11h55 à 13h06	20/06/2019 de 10h42 à 11h42
4	Limite de propriété	20/06/2019 de 11h56 à 13h09	20/06/2019 de 10h34 à 11h34

Tableau 3 : Périodes de mesures

VI MATERIEL UTILISE

Le matériel utilisé est le suivant :

- × Mesures environnement : sonomètres type DUO, smart noise monitor 01 dB Class 1
(Référencés 4003-ENT, 4004-ENT, 4005-ENT et 4006-ENT)
- × Logiciels :
 - ⇒ Transfert: dB Trait.
 - ⇒ Traitement : dB Trait.
- × Accessoires :
 - ⇒ Pied tripode.
 - ⇒ Boule anti-vent.
- × Durée des mesures pour chaque point : au moins 40 minutes.

VII RAPPEL DE QUELQUES DEFINITIONS

Pour l'interprétation des résultats des mesures, le rappel de certaines définitions est donné ci-dessous :

1. Niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A court (LAeq) : il est obtenu sur un intervalle de temps court, appelé durée d'intégration qui est symbolisé par τ . Cette durée d'intégration dépend de la durée du phénomène observé mais elle est généralement de durée inférieure ou égale à 10s.
2. Bruit résiduel : bruit ambiant, en l'absence du (des) bruit(s) particulier(s), objet de la plainte. (ensemble des bruits habituels, en l'absence du bruit du site).
3. Bruit particulier : composante du bruit ambiant qui peut être identifiée spécifiquement et qui peut être attribuée à une source déterminée, objet de la plainte, qui sera à distinguer du bruit ambiant dans la mesure. (bruit du à l'activité du site).
4. Bruit ambiant : bruit total existant dans une situation donnée pendant un intervalle de temps donné. Il est composé de l'ensemble des bruits émis dans l'environnement par toutes les sources proches ou éloignées. (bruit total, comportant le bruit particulier).
5. Emergence : l'émergence est la modification du niveau sonore du bruit ambiant produit par l'apparition ou la disparition du bruit particulier. (différence entre bruit ambiant et bruit résiduel).

Dans le cas général, l'indicateur est la différence entre les niveaux de pressions acoustiques continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (site étudié en activité) et du bruit résiduel (site étudié à l'arrêt), soit L_{Aeq} du bruit ambiant – L_{Aeq} du bruit résiduel.

Dans certaines situations particulières, cet indicateur n'est pas suffisamment adapté. Ces situations se caractérisent par la présence de bruits intermittents, porteurs de beaucoup d'énergie mais qui ont une durée d'apparition suffisamment faible pour ne pas présenter, à l'oreille, d'effet de « masque » du bruit des installations étudiées.

Cette situation se rencontre notamment lorsqu'il existe un trafic routier très discontinu. Dans ce cas, lorsque $L_{AEQ} - L_{A50}$ est supérieure à 5 dB(A), l'émergence est alors égale à la différence entre les indices fractiles L_{A50} calculés sur le bruit ambiant et le bruit résiduel conformément au paragraphe 2.5.b de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.

$$\text{Emergence} = L_{Aeq} (\text{ambiant}) - L_{Aeq} (\text{résiduel}), \text{ si } L_{Aeq} - L_{50} < 5 \text{ dB(A)}$$

$$\text{Emergence} = L_{50} (\text{ambiant}) - L_{50} (\text{résiduel}), \text{ si } L_{Aeq} - L_{50} > 5 \text{ dB(A)}$$

Ainsi, dans le cadre de l'étude, nous utiliserons les indicateurs d'émergence les plus réalistes et les plus représentatifs des lieux étudiés.

La définition mathématique du L_{Aeq} court est :

$$L_{Aeq, T_{part}} = 10 \log \left[\frac{1}{T_{part}} \sum_{i=1}^{i=n} t_i \times 10^{0,1 L_{Aeq, t_i}} \right]$$

Avec :

× T = durée de l'intervalle de référence.

× $L_{Aeq,ti}$ = niveau équivalent mesuré pendant l'intervalle d'observation i .

× t_i = durée de la période représentée par l'intervalle de mesure i (avec $\sum t_i = T$).

Le L_{Aeq} court permet d'obtenir une représentation plus fine de l'évolution temporelle des événements acoustiques pendant l'intervalle de mesure.

VIII RAPPELS REGLEMENTAIRES ET NORMATIFS

VIII.1 Seuils applicables

Les arrêtés ministériels fixent (Tableau 4) :

- ✱ Des valeurs sonores admissibles en limites de propriété.
- ✱ Des valeurs admissibles d'émergence, dans les zones à émergence réglementées (ZER).

Textes réglementaires	Niveau de bruit ambiant dans les ZER (incluant le bruit de l'établissement)	Jour (diurne) Période de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés (diurne)	Nuit (nocturne) Période de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés (nocturne)
Niveaux de bruit ambiant admissibles en limites de propriété - dB (A)			
Arrêtés ministériels	-	70	60
Emergence admissible - dB(A)			
Arrêtés ministériels	> à 35 dB(A) et ≤ 45 dB(A)	6	4
	> à 45 dB(A)	5	3

Tableau 4 : Niveaux limites et émergence admissibles

VIII.2 Norme NFS 31-010

Les conditions météorologiques peuvent influencer sur les résultats des mesures. Conformément à la norme NFS 31-010 de déc. 1996, il convient d'estimer chacune des caractéristiques « U » pour le vent et « T » pour la température suivant les conditions décrites dans le Tableau 5.

U1	Vent fort (3 à 5 m/s) contraire au sens source-récepteur.	T1	Jour et fort ensoleillement et surface sèche et peu de vent.
U2	Vent moyen à faible (1 à 3 m/s) contraire ou vent fort, peu contraire.	T2	Mêmes conditions que T1 mais au moins une condition est non vérifiée.
U3	Vent nul ou vent quelconque de travers.	T3	Lever du soleil ou coucher du soleil ou (temps couvert et venteux et surface pas trop humide)
U4	Vent moyen à faible portant ou vent fort peu portant	T4	Nuit et (nuageux ou vent)
U5	Vent fort portant	T5	Nuit et ciel dégagé et vent faible.

Tableau 5 : Conditions météorologiques (Norme NFS 31-010)

La matrice correspondante pour la caractérisation des conditions météorologiques lors des mesurages est donnée dans le Tableau 6 (paragraphe 5.4 de la norme).

	U1	U2	U3	U4	U5
T1		--	-	-	
T2	--	-	-	Z	+
T3	-	-	Z	+	+
T4	-	Z	+	+	++
T5		+	+	++	

Tableau 6 : Matrice de caractérisation des conditions météorologiques

Avec :

- × -- : Etat météorologique conduisant à une atténuation très forte du niveau sonore.
- × - : Etat météorologique conduisant à une atténuation forte du niveau sonore.
- × Z : Effets météorologiques nuls ou négligeables.
- × + : Etat météorologique conduisant à un renforcement faible du niveau sonore.
- × ++ : Etat météorologique conduisant à un renforcement moyen du niveau sonore

IX CONDITIONS DES MESURAGES

Les conditions de mesurages aux points considérés, représentatifs du bruit ambiant sont données dans le Tableau 7.

Les enregistrements sonores et les courbes sonores des différents points de mesures sont donnés en annexe 1.

Situation	Jour – Activité			
Point	1	2	3	4
Durée mesure (min)	30	60	60	60
Ciel	Dégagé	Nuageux	Nuageux	Nuageux
Vent (m/s)	Vent fort 5,5 à 7,9 m/s	Vent fort 5,5 à 7,9 m/s	Vent fort 5,5 à 7,9 m/s	Vent fort 5,5 à 7,9 m/s
Direction vent	Ouest – Est	Ouest – Est	Ouest – Est	Ouest – Est
T (°C)	25,5	18,2	18,2	18,2
Conditions météorologiques	U4/T2	U5/T2	U3/T3	U1/T3
Humidité (%)	65	72	72	72
Trafic VL	>1000	6	6	-
Trafic PL	30	2	2	-
Observations	Route à fort trafic. Passage de poids lourds sur balance	Oiseaux + vent dans la végétation	Oiseaux + vent dans la végétation	Oiseaux + vent dans la végétation

Tableau 7 : Conditions des mesures site en activité

* U1/T3 : Etat météorologique conduisant à une atténuation forte du niveau sonore.

* U3/T3 et U4/T2 : Effets météorologiques nuls ou négligeables.

* U5/T2 et U5/T3 : Etat météorologique conduisant à un renforcement faible du niveau sonore.

Situation	Jour – Arrêt			
Point	Point 1	Point 2	Point 3	Point 4
Durée mesure (min)	60	69	71	73
Ciel	Dégagé	Nuageux avec éclaircies	Nuageux avec éclaircies	Nuageux avec éclaircies
Vent (m/s)	Vent fort 3,4 à 5,4 m/s	Vent fort 5,5 à 7,9 m/s	Vent fort 5,5 à 7,9 m/s	Vent fort 5,5 à 7,9 m/s
Direction vent	Nord-Est – Sud-Ouest	Ouest – Est	Ouest – Est	Ouest – Est
T (°C)	24,8	19,4	19,4	19,4
Conditions météorologiques	U3/T2	U5/T2	U3/T2	U1/T2
Humidité (%)	62	61	61	61
Trafic VL	>1000	3	3	-
Trafic PL	30	1	1	-
Observations	Route à fort trafic.	Oiseaux + vent dans la végétation	Oiseaux + vent dans la végétation	Oiseaux + vent dans la végétation

Tableau 8 : Conditions des mesures site en activité

* U5/T2 : Etat météorologique conduisant à un renforcement faible du niveau sonore.

* U3/T2 : Etat météorologique conduisant à une atténuation forte du niveau sonore.

* U1/T2 : Etat météorologique conduisant à une atténuation très forte du niveau sonore.

X HISTORIQUE DES CAMPAGNES PRECEDENTES

Le Tableau 9 présente les résultats des mesures réalisées en octobre 2013.

Point	Situation	Niveaux de bruit mesurés - LAeq en dB(A)
		Site à l'arrêt
		Jour
1	ZER	52,7
2	Limite de propriété	42,0
3	Limite de propriété	39,9
4	Limite de propriété	42,0

Tableau 9 : Historique des mesures acoustiques (campagne d'octobre 2013)

Les Tableau 10 et Tableau 11 présentent les résultats des mesures réalisées en mars 2016.

Niveaux de bruit ambiant en limites de propriété - en dB (A)		
Site en activité	Jour (diurne)	
	Période de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés (diurne)	
Points	LAeq	Valeur Seuil de l'arrêté ministériel
2	50,9	70
3	59,6	70
4	46,8	70

Tableau 10 : Niveaux sonores en limite de propriété (campagne de mars 2016)

Emergence - en dB(A)					
Jour (diurne) Période de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés (diurne)					
Point	Bruit ambiant		Bruit résiduel		Emergence calculée
	LAeq	L50	LAeq	L50	
1	<u>57,0</u>	56,6	<u>55,2</u>	53,5	+1,8 ($\Delta LA_{eq}-L_{50} > 5$)
					Valeur Seuil de l'arrêté ministériel
					+5

Tableau 11 : Niveau d'émergence mesuré (campagne de mars 2016)

XI RESULTATS DES MESURES

Les résultats des mesures sont donnés dans :

- * Le Tableau 12 pour les valeurs sonores en limites de propriété.
- * Le Tableau 13 pour les valeurs d'émergence.

Les enregistrements et les courbes sonores des différents points de mesures sont donnés en annexe 1.

Note :

- * * : seuil de l'arrêté préfectoral
- * si $L_{Aeq} - L_{50} > 5 \text{ dB(A)}$, alors : $\text{Emergence} = L_{50}[\text{bruit ambiant}] - L_{50}[\text{bruit résiduel}]$
- * si $L_{Aeq} - L_{50} \leq 5 \text{ dB(A)}$, alors : $\text{Emergence} = L_{Aeq}[\text{bruit ambiant}] - L_{Aeq}[\text{bruit résiduel}]$

Niveaux de bruit ambiant en limites de propriété - en dB (A)		
Site en activité	Jour (diurne)	
	Période de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés (diurne)	
Points	LAeq	Valeur Seuil des arrêtés ministériels
2	55,7	70
3	55,2	70
4	48,8	70

Tableau 12 : Niveaux sonores en limite de propriété (campagne de juin 2019)

Emergence - en dB(A)					
Jour (diurne) Période de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés (diurne)					
Point	Bruit ambiant		Bruit résiduel		Emergence calculée
	LAeq	L50	LAeq	L50	
1	58,2	<u>53,0</u>	49,8	<u>48,9</u>	+4,1 ($L_{Aeq} - L_{50} > 5$)
					Valeur Seuil des arrêtés ministériels
					+5

Tableau 13 : Niveaux d'émergence mesurés (campagne de juin 2019)

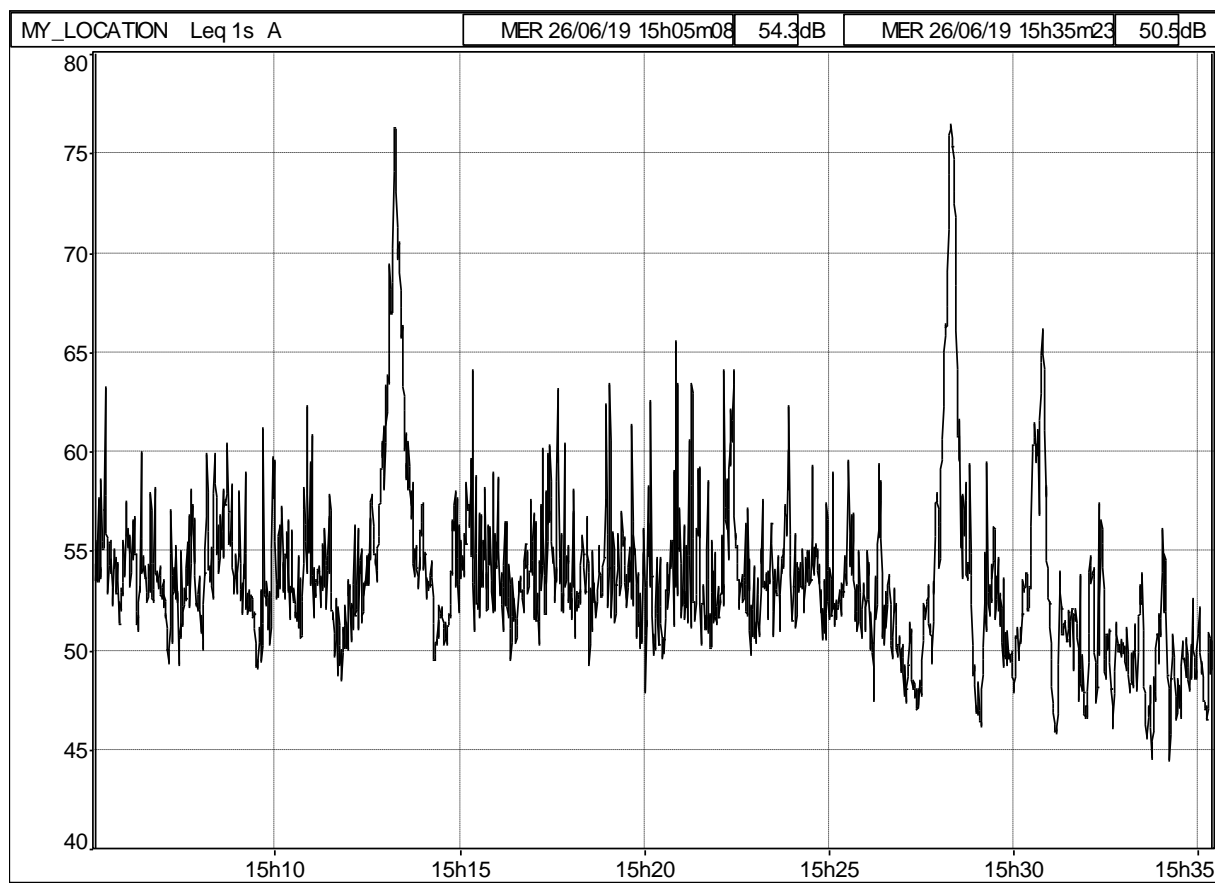
XII CONCLUSION

Les niveaux de bruit ambiant en limite de propriété (points 2, 3 et 4) respectent les seuils des arrêtés ministériels.

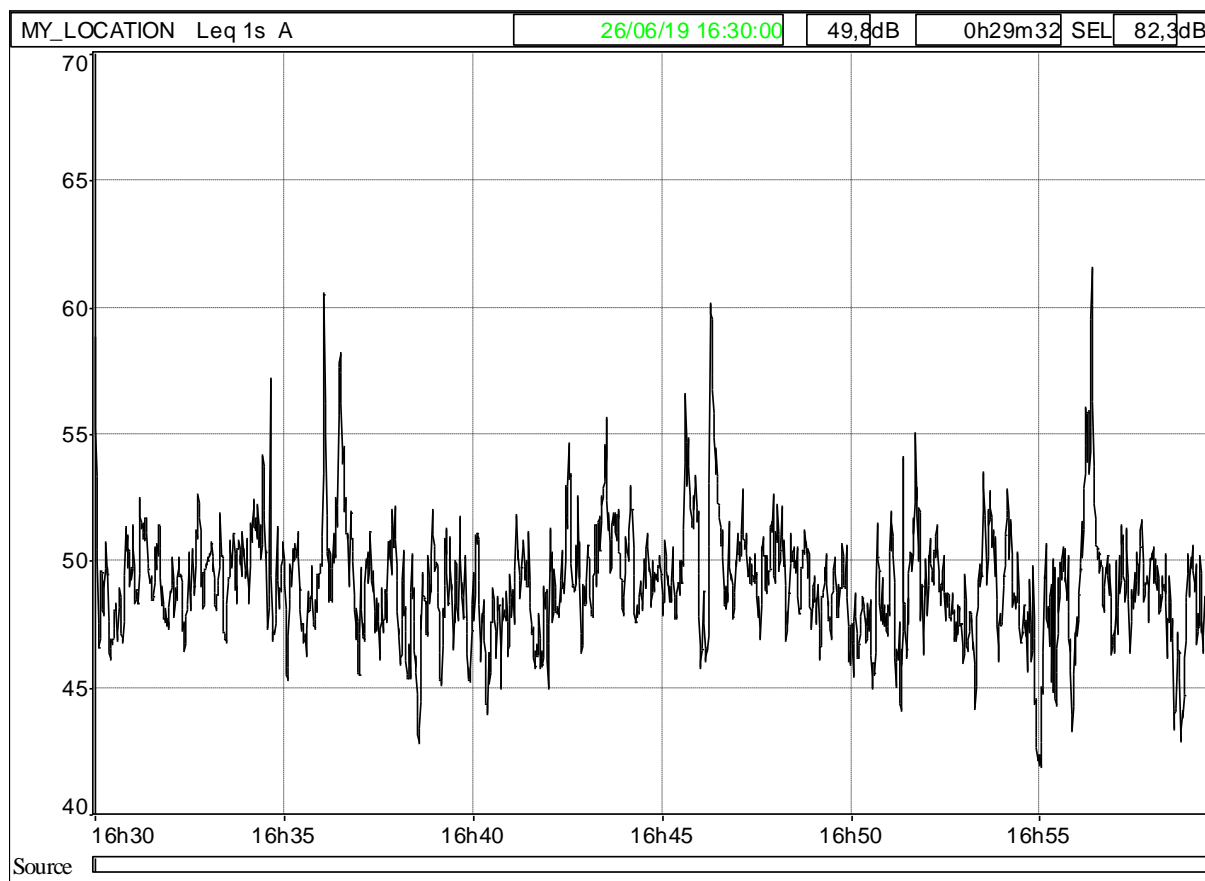
Le niveau d'émergence calculé en période diurne au point 1 est conforme à la valeur limite de +5 dB(A), selon les prescriptions des arrêtés ministériels.

Annexe 1

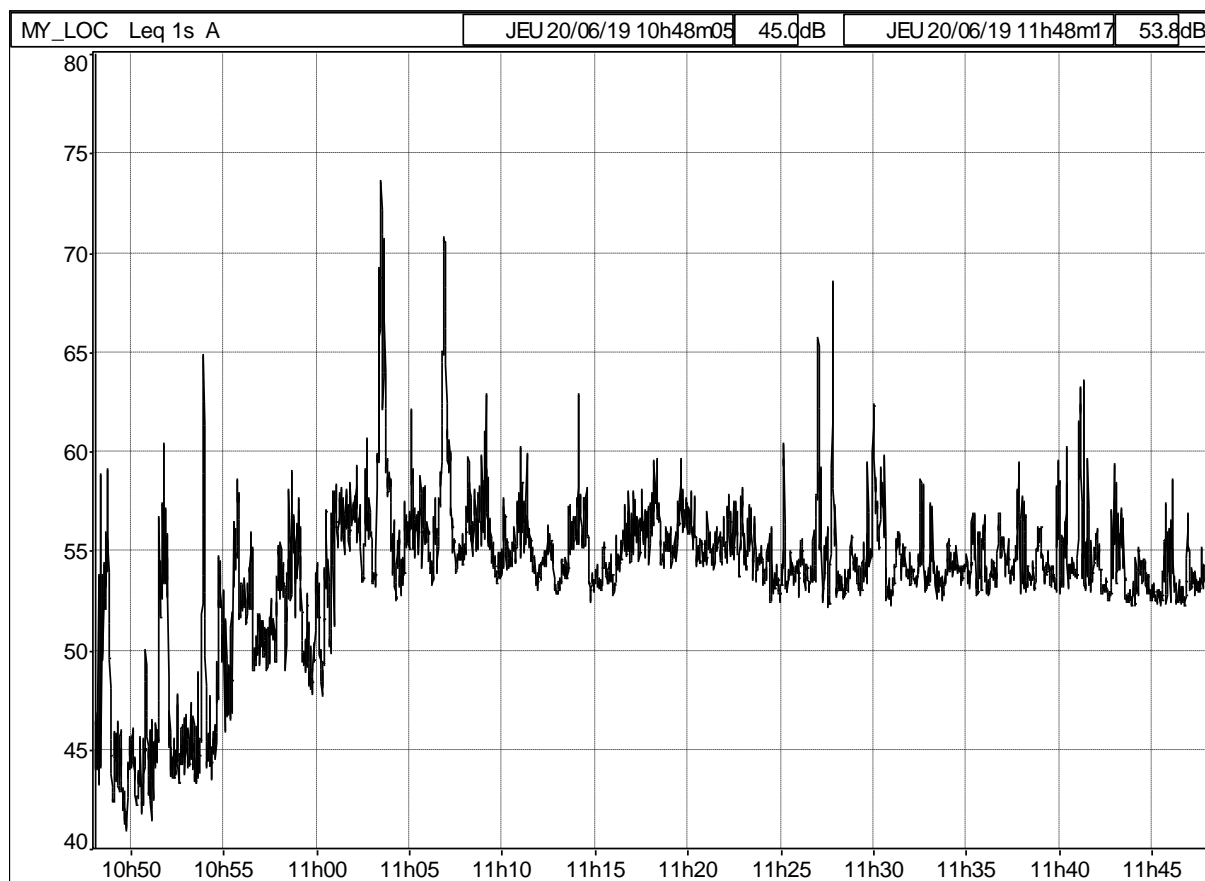
Enregistrements sonores

Point n°1Période : ☒ Jour ☐ NuitFonctionnement du site : ☐ Arrêt ☒ Activité

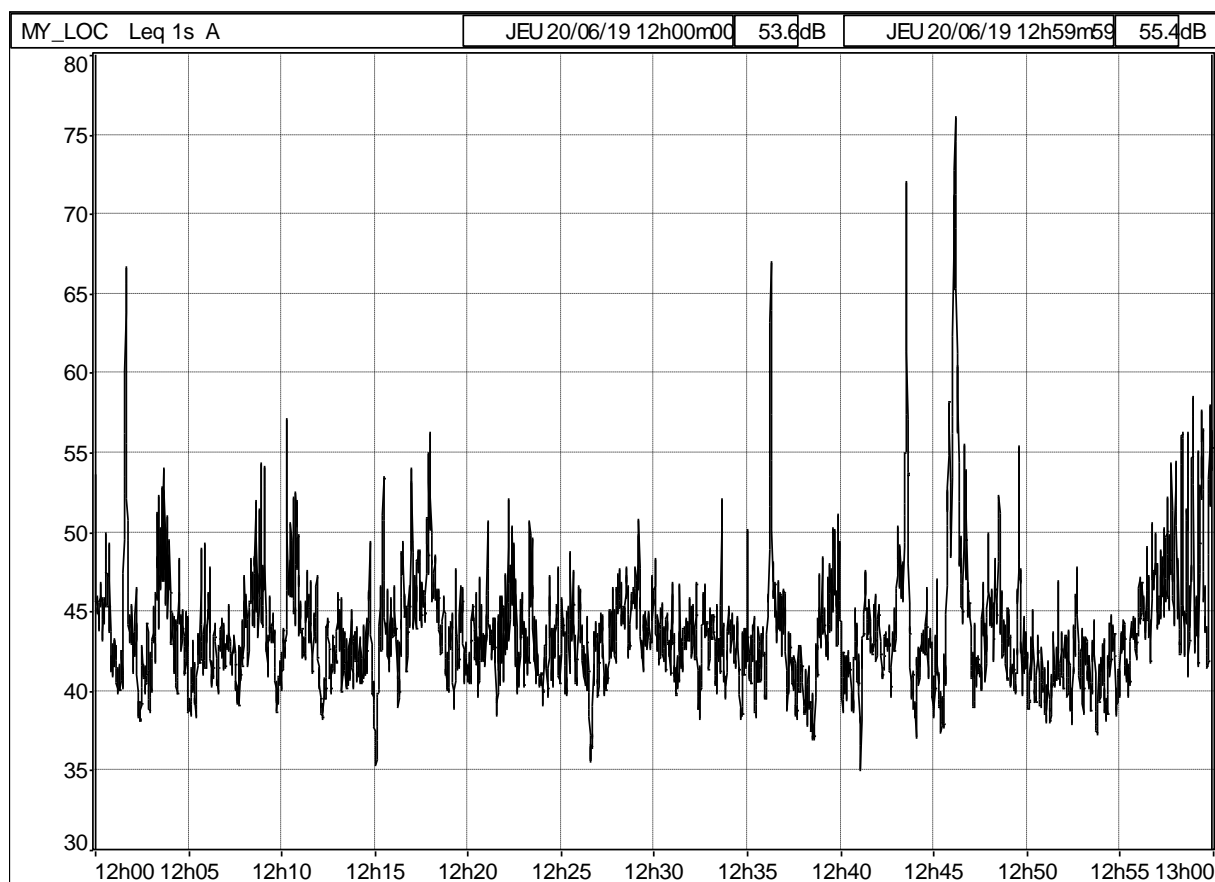
Fichier	20190626_150508_160024											
Début	26/06/19 15:05:08											
Fin	26/06/19 15:35:24											
Voie	Type	Pond.	Unité	Leq	Lmin	Lmax	L95	L90	L50	L20	L10	L5
MY_LOCATION	Leq	A	dB	58,2	44,5	76,5	47,9	49,2	53,0	55,6	57,9	60,6

Point n°1Période : ☒ Jour ☐ NuitFonctionnement du site : ☒ Arrêt ☐ Activité

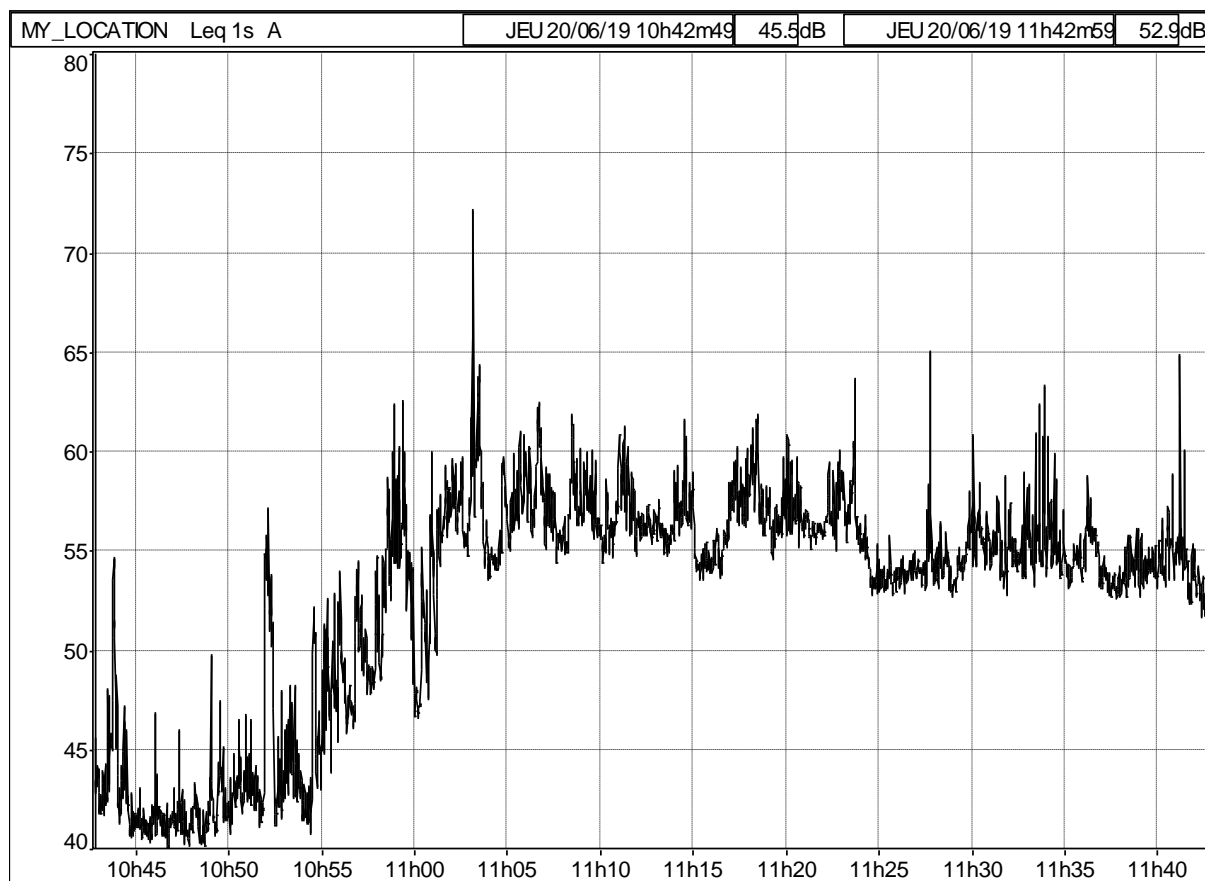
Fichier	20190626_160028_170030.cmg									
Début	26/06/19 16:30:00									
Fin	26/06/19 17:00:00									
Voie	Type	Pond.	Unité	Leq	Lmin	Lmax	L90	L50	L10	
MY_LOCATION	Leq	A	dB	49,8	41,9	61,6	46,4	48,9	51,4	

Point n°2Période : ☒ Jour ☐ NuitFonctionnement du site : ☐ Arrêt ☒ Activité

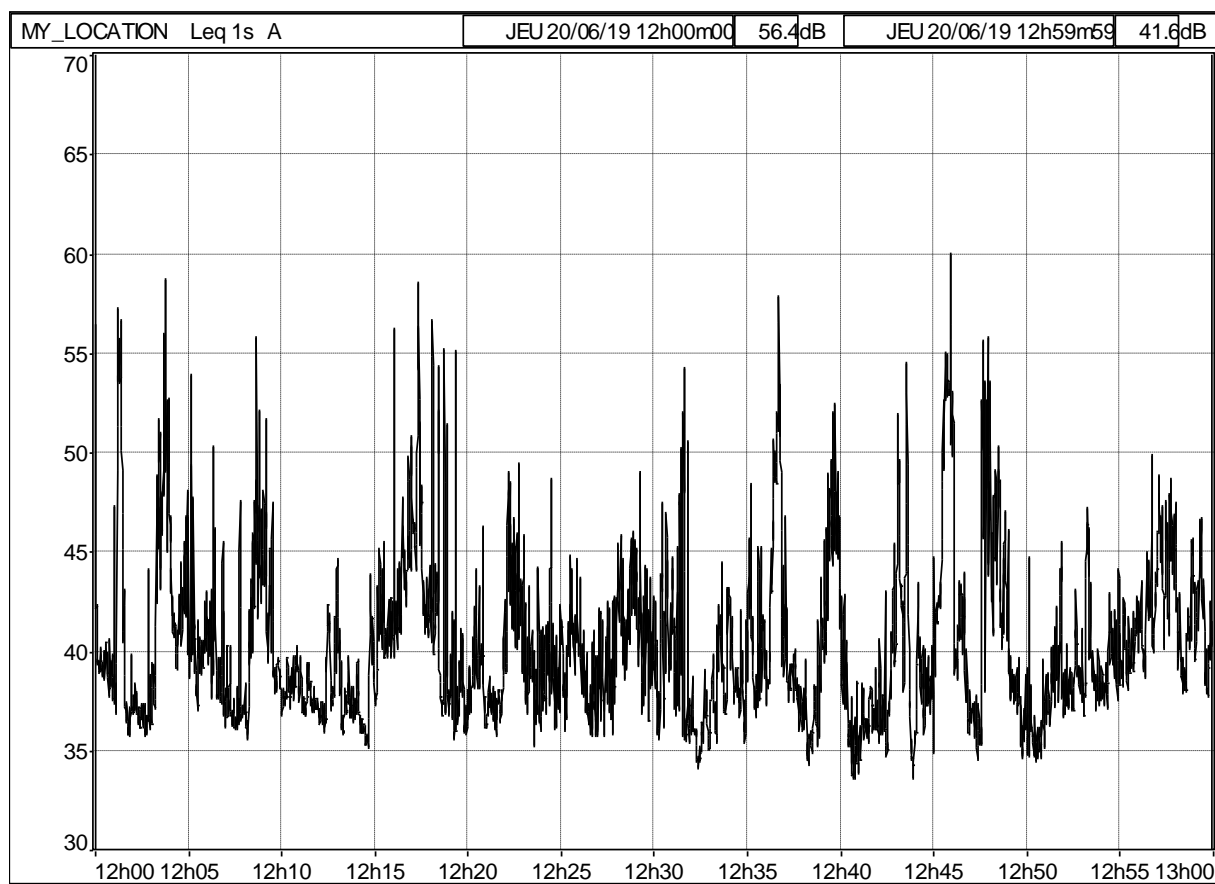
Fichier	20190620_104805_114818											
Début	20/06/19 10:48:05											
Fin	20/06/19 11:48:18											
Voie	Type	Pond.	Unité	Leq	Lmin	Lmax	L95	L90	L50	L20	L10	L5
MY_LOC	Leq	A	dB	55,7	40,9	73,6	44,6	48,9	54,1	55,9	57,0	58,2

Point n°2Période : ☒ Jour ☐ NuitFonctionnement du site : ☒ Arrêt ☐ Activité

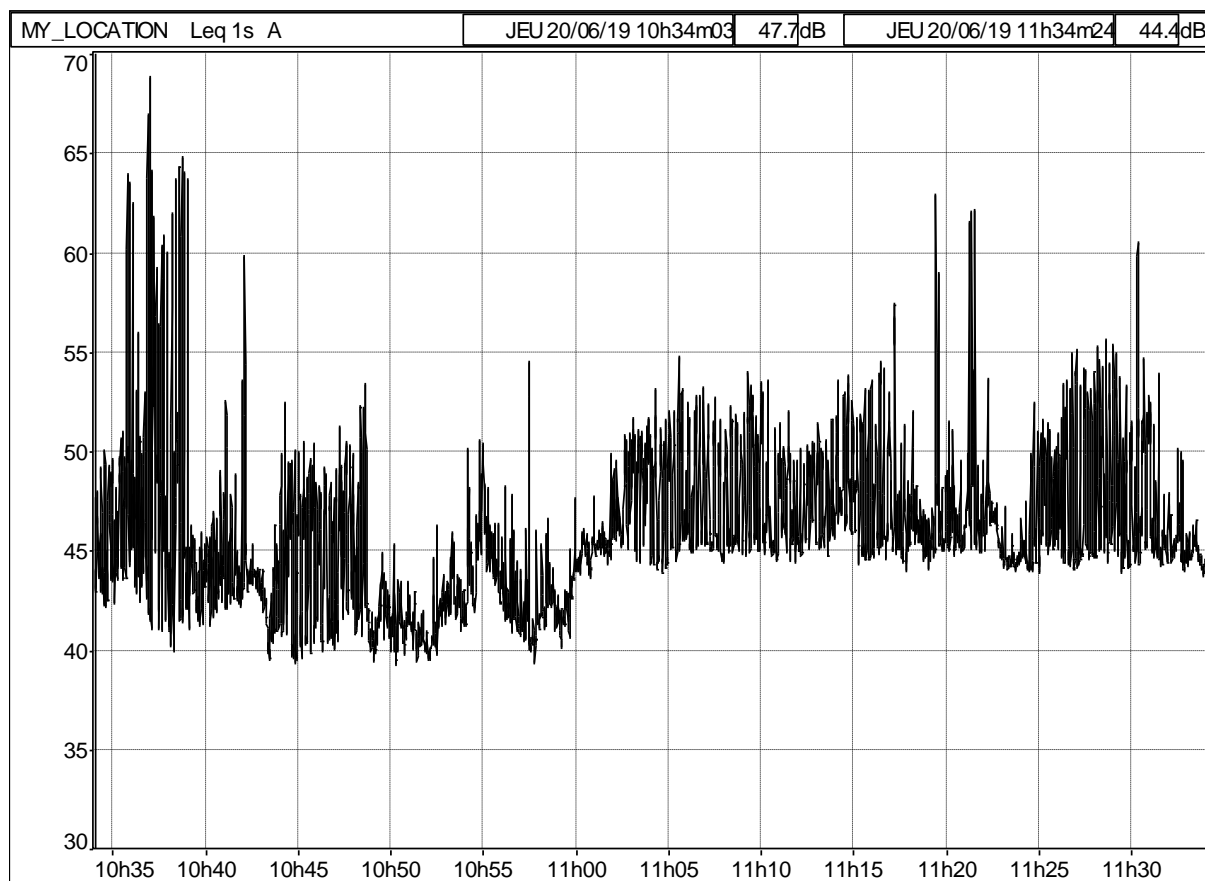
Fichier	20190620_115407_130343											
Début	20/06/19 12:00:00											
Fin	20/06/19 13:00:00											
Voie	Type	Pond.	Unité	Leq	Lmin	Lmax	L95	L90	L50	L20	L10	L5
MY_LOC	Leq	A	dB	49,5	35,0	76,1	39,0	39,9	43,1	45,6	47,7	50,4

Point n°3Période : ☒ Jour ☐ NuitFonctionnement du site : ☐ Arrêt ☒ Activité

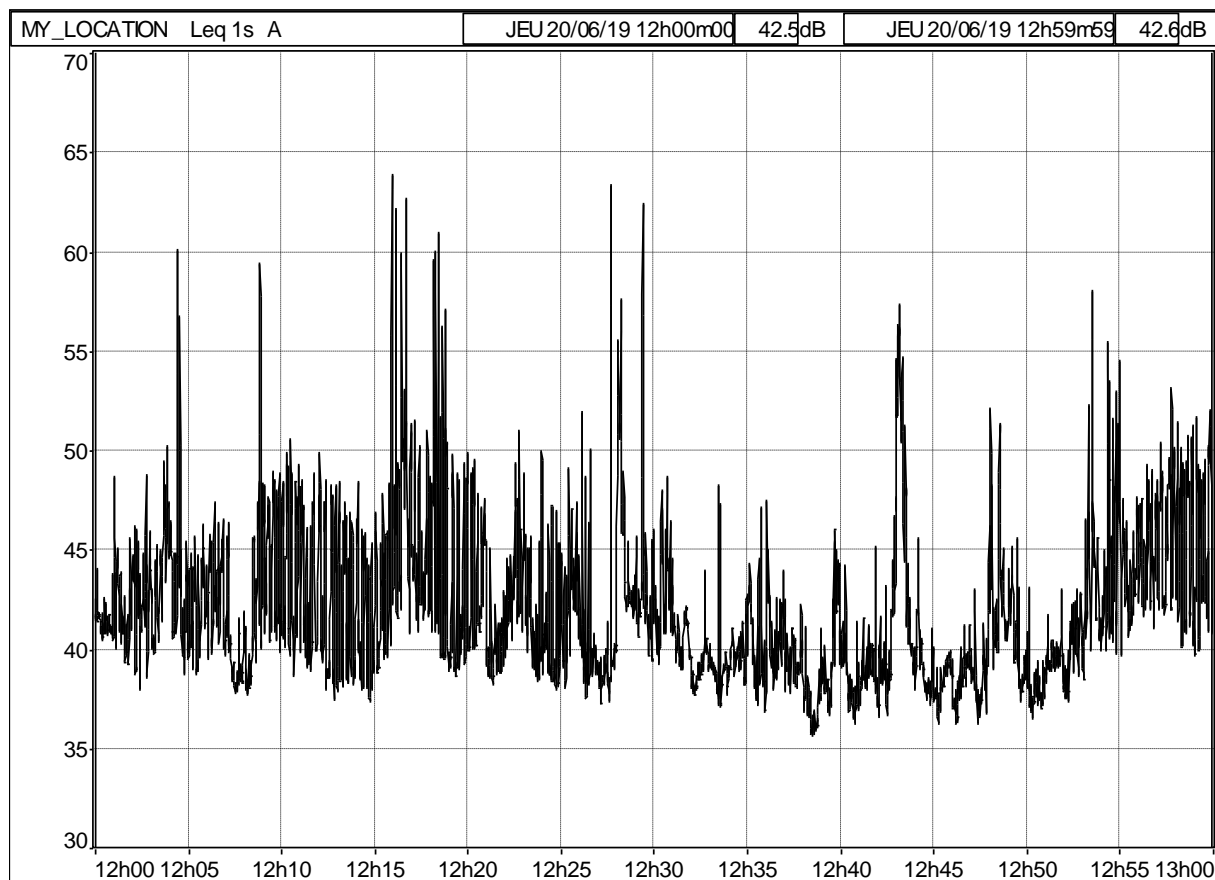
Fichier	20190620_104249_114259											
Début	20/06/19 10:42:49											
Fin	20/06/19 11:43:00											
Voie	Type	Pond.	Unité	Leq	Lmin	Lmax	L95	L90	L50	L20	L10	L5
MY_LOCATION	Leq	A	dB	55,2	40,1	72,1	41,3	42,2	54,5	56,7	57,9	58,9

Point n°3Période : ☒ Jour ☐ NuitFonctionnement du site : ☒ Arrêt ☐ Activité

Fichier	20190620_115516_130652											
Début	20/06/19 12:00:00											
Fin	20/06/19 13:00:00											
Voie	Type	Pond.	Unité	Leq	Lmin	Lmax	L95	L90	L50	L20	L10	L5
MY_LOCATION	Leq	A	dB	43,4	33,5	60,0	35,7	36,2	39,2	42,9	45,7	48,5


Point n°4Période : ☒ Jour ☐ NuitFonctionnement du site : ☐ Arrêt ☒ Activité

Fichier	20190620_103403_113425											
Début	20/06/19 10:34:03											
Fin	20/06/19 11:34:25											
Voie	Type	Pond.	Unité	Leq	Lmin	Lmax	L95	L90	L50	L20	L10	L5
MY_LOCATION	Leq	A	dB	48,8	39,3	68,8	40,7	41,5	45,2	48,7	50,6	52,1


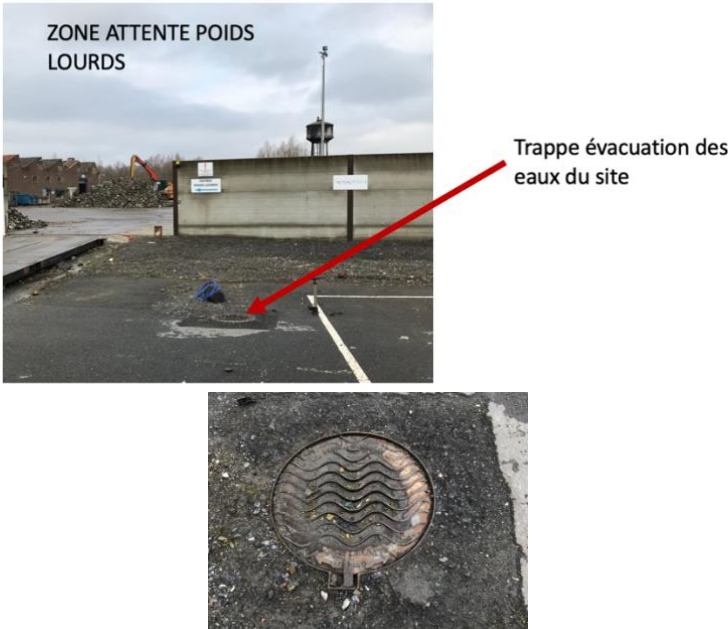
Point n°4Période : ☒ Jour ☐ NuitFonctionnement du site : ☒ Arrêt ☐ Activité

Fichier	20190620_115612_130954											
Début	20/06/19 12:00:00											
Fin	20/06/19 13:00:00											
Voie	Type	Pond.	Unité	Leq	Lmin	Lmax	L95	L90	L50	L20	L10	L5
MY_LOCATION	Leq	A	dB	44,9	35,6	63,9	37,5	38,1	41,0	44,7	47,2	49,0


Annexe 7 : Mode opératoire d'utilisation de l'obturateur de réseau

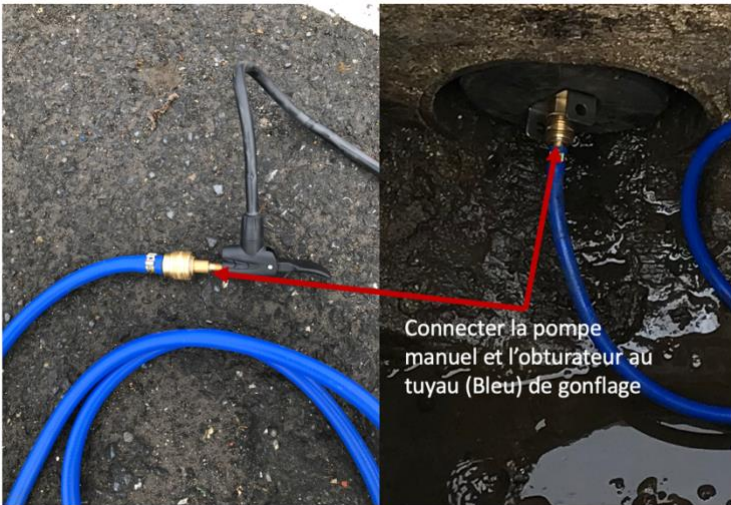

	MISE EN SERVICE : Obturateur Manuel			Mode opératoire
	Date : Septembre 2019	Version : 0	MOU 06	Page 1 sur 4

Objectif : Définir la marche à suivre pour la mise en service de l'obturateur.
Augmenter la marche à suivre en diminuant les risques.


ETAPE	Description de l'étape	Erreur à éviter
0	Récupérer l'obturateur manuel ainsi que la pompe manuelle dans l'atelier. Armoire avec une indication OBTURATEUR 	
1	Ouvrir la trappe d'accès au conduit d'évacuation des eaux. 	
2	Connecter l'obturateur manuel ainsi que la pompe de gonflage à l'aide des raccords rapides.	La mauvaise connexion de ces raccords peut entraîner un mauvais gonflage.


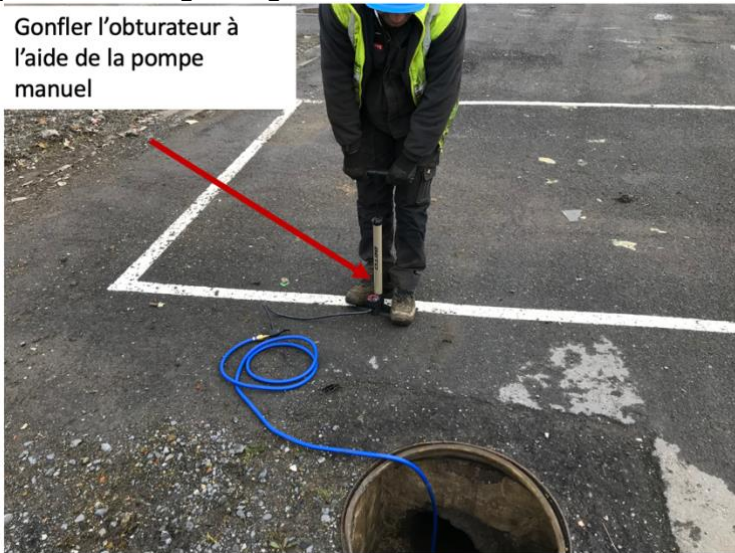
Rédacteur :	Kevin MOUY
Approbateur :	Cédric LAVARDE

	MISE EN SERVICE : Obturateur Manuel			Mode opératoire
	Date : Septembre 2019	Version : 0	MOU 06	Page 2 sur 4

	 <p>Connecter la pompe manuel et l'obturateur au tuyau (Bleu) de gonflage</p>	
3	<p>Introduire l'obturateur dans la canalisation</p>  <p>Conduit évacuation des eaux METALTECH Introduire l'obturateur dans ce conduit</p>	
4	<p>Placer l'obturateur à fleur de la canalisation. Toujours garder la connexion à l'obturateur dans le champ de vision. Lors du gonflage l'obturateur isolera l'ensemble du de la canalisation.</p>	<p>Le mauvais placement de l'obturateur dans la canalisation peut entrainer un mauvais isolement de celle-ci.</p>

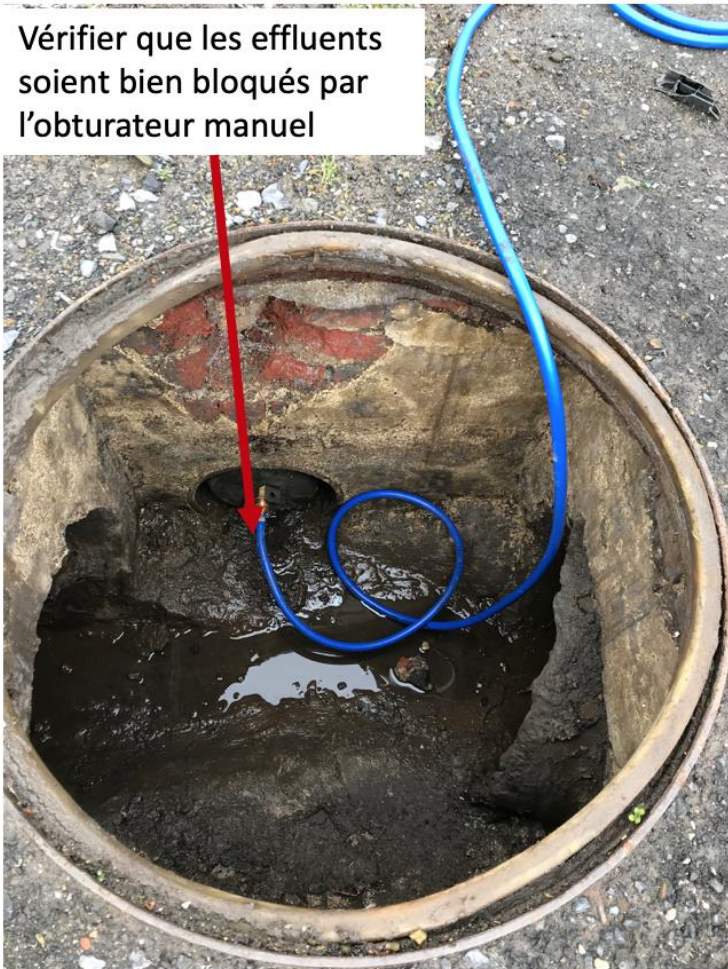
Rédacteur :	Kevin MOUY
Approbateur :	Cédric LAVARDE

	MISE EN SERVICE : Obturateur Manuel			Mode opératoire
	Date : Septembre 2019	Version : 0	MOU 06	Page 3 sur 4

	<p>Placer l'obturateur dans la canalisation. L'insérer au maximum dans la canalisation</p> 	
5	<p>Une fois l'obturateur placé dans la canalisation procéder au gonflage de celui-ci.</p> <p>Gonfler l'obturateur à l'aide de la pompe manuel</p> 	<p>Veiller à bien placer les deux pieds sur la pompe manuel afin d'éviter les risques de chute de plain pied ou TMS.</p>

Rédacteur :	Kevin MOUY
Approbateur :	Cédric LAVARDE

METALTECH	MISE EN SERVICE : Obturateur Manuel			Mode opératoire
	Date : Septembre 2019	Version : 0	MOU 06	Page 4 sur 4

6	<p>Vérifier que les effluents soient bien bloqués par l'obturateur manuel</p>  <ol style="list-style-type: none"> 1. Si vous apercevez une fuite : <ul style="list-style-type: none"> • Regonfler l'obturateur 2. Si vous apercevez une fuite : <ul style="list-style-type: none"> • Dégonfler l'obturateur, il est peut-être mal positionné • Avancer l'obturateur dans la canalisation • Regonfler l'obturateur 3. Si vous apercevez une fuite : <ul style="list-style-type: none"> • Vérifier les connectiques et gonfler l'obturateur dans le vide afin de vérifier son fonctionnement. • Si la fuite persiste suivre MOU 02 	
7	Attendre l'arrivée de l'entreprise WAGRET avant de dégonfler l'obturateur (Suivre MOU 02)	Oublier de dégonfler l'obturateur peut entrainer des remonter d'effluent par les canalisations interne.

Rédacteur :	Kevin MOUY
Approbateur :	Cédric LAVARDE

Annexe 8 : Plan de formation du personnel

METALTECH	TABLEAU DE FORMATION 2019	IND VO
		31 mai 2019
		MOUY Kevin

Nom – Prénom	SST		E.P.I		CACES R386 3B (5 ans)		CACES R389 Cat.3 (5 ans)		CACES R372m Cat.2 (10 ans)		CACES R372m Cat.9 (10 ans)		CACES R372m Cat.1 (10 ans)		CACES R372m Cat.4 (10 ans)		CACES R372m Cat.7 (10 ans)		H0V-B0V		H1V-B1V	
	Date d'obtention	Date de recyclage	Date d'obtention	Date de recyclage	Date d'obtention	Date de recyclage	Date d'obtention	Date de recyclage	Date d'obtention	Date de recyclage	Date d'obtention	Date de recyclage	Date d'obtention	Date de recyclage	Date d'obtention	Date de recyclage	Date d'obtention	Date de recyclage	Date d'obtention	Date de recyclage	Date d'obtention	Date de recyclage
AIT TAGHAT Yidir			14/06/2019				19/02/2014	19/02/2019	13/12/2013	12/12/2023					08/11/2013	07/11/2023						
ABDELOUAHED Aymeric	01/07/2019		14/06/2019																		Juillet ou Septembre 2019	
ALLAVOINE Frédéric			14/06/2019																			
DUFOUR Rudy	01/07/2019		14/06/2019						26/06/2017	22/06/2027	28/06/2017	22/06/2027	28/06/2017	22/06/2027	30/06/2017	22/06/2027	11/07/2017	22/06/2027			Juillet ou Septembre 2019	
MOUY Kevin			14/06/2019																			
SAUDEMONT Sebastien			14/06/2019																			
SAUDEMONT Sylvain			14/06/2019				Juillet ou Septembre 2019															
VASSELIN Christopher			14/06/2019				Juillet ou Septembre 2019															
VIEIRA Jose			14/06/2019																			
			14/06/2019																			
			14/06/2019																			

 Formation à prévoir

Annexe 9 : Contrat pour la mise en place de caméras thermique et d'une alarme incendie

DE2019 – 0190

DEVIS



04.98.03.03.03



Alarme incendie

Alarme vol

Contrôle d'accès

Télésurveillance

Vidéo protection

Générateur de fumée

Tél : 04 98 03 03 03

Fax : 04 94 71 37 74

Mail : contact@grandnordalarme.com

METALTECH RECYCLING

Mr MOUY / Responsable de site

80 rue quinquies

59154 CRESPIN

DE2019 – 0190

Cambrai, Le 12 avril 2019

Vous nous avez consultés pour votre projet de sécurisation et nous tenons à vous en remercier.

Vous trouverez ci-après notre proposition commerciale établie conformément à vos souhaits ainsi qu'au niveau de protection demandé.

Nos équipes techniques, commerciales et administratives mettent tout en œuvre afin de vous satisfaire dans l'élaboration et la mise en place de votre projet.

Nous restons disponibles afin de planifier notre intervention dès retour signé de cette proposition.

GRAND
SUD
GROUPE

F.SOUILLIEZ



Alarme
incendie

Alarme vol

Contrôle d'accès

Télésurveillance

Vidéo protection

Générateur
de fumée

Tél : 04 98 03 03 03

Fax : 04 94 71 37 74

Mail : contact@grandnordalarme.com

METALTECH RECYCLING

Mr MOUY / Responsable de site

80 rue quinquies

59154 CRESPIN

DE2019 – 0190

Descriptif du système proposé:

Pose et mise en service d'un système de détection incendie avec garantie 12 mois.

1 x Alarme Incendie de marque FINESECUR (groupe UTC comme CHUBB) :

- Logiciel de programmation (sans limite de temps) fourni au client. Vous êtes ainsi libre de modifier ou d'ajouter des points sans être dépendant d'un constructeur. Vous pouvez également opter pour le mainteneur de votre choix, contrairement aux systèmes fermés qui vous lient indéfiniment avec les tarifs du poseur.
- Tableau simple à utiliser pour l'exploitant
- Formation à l'exploitant assurée par nos soins
- Montage conforme à la réglementation en vigueur.

1 x ensemble de déclencheurs manuels.

1 x ensemble de détecteurs pour bureaux.

1 x ensemble de sirènes incendie (signal audible en tous points du bâtiment).

1 x ensemble de détection FILALARME (voir descriptif en PJ) pour vos cellules.

Avantage FILALARME :

- insensible aux conditions atmosphériques (installé en chambres froides -27°C)
- insensible aux fumées de moteur thermique (gasoil notamment) des engins de levage
- insensible à la dilatation des charpentes (contrairement à l'alignement d'un faisceau)
- insensible aux poussières charriées par l'activité industrielle ou la chaleur d'été
- entretien simplifié (tableau de détection à 1m50 du sol)
- pièces détachées assurées par le réseau UTC (CHUBB / FINESECUR = plus grand constructeur mondial)
- agence UTC présente sur Lille (pour pièces détachées)
- fixé sur charpente existante qui assure sa protection mécanique
- signal « défaut » instantané en cas de coupure du fil par inadvertance (autoprotection).

Inconvénient FILALARME :

- comme tout matériel incendie, craint l'endommagement par agression mécanique (arrachement, cisaillement).

1 x location de nacelle déportée pour pose du système sur charpente existante

1 x raccordement au transmetteur téléphonique du système incendie (si place disponible sur bornier)



Alarme incendie

Alarme vol

Contrôle d'accès

Télésurveillance

Vidéo protection

Générateur de fumée

Tél : 04 98 03 03 03
Fax : 04 94 71 37 74
Mail : contact@grandnordalarme.com

METALTECH RECYCLING
Mr MOUY / Responsable de site
80 rue quinquies
59154 CRESPIN

DE2019 – 0190

Installation type et coût :

HT		13 783,00 €
TVA	20%	2 756,60 €
TTC		16 539,60 €

Ces tarifs comprennent :

Fourniture, pose, câblage, petites fournitures, pièces d'adaptation et de supportage, programmation, mise en service, la main d'œuvre et le(s) déplacement(s).

OPTION :

Caméra thermique pour surveillance box extérieur : 2854.00€ HT l'unité / posée / raccordée / paramétrée.

Cette offre est valable deux mois à compter de ce jour.

Ces conditions particulières de vente complètent les conditions générales de vente ci-après qui font partie intégrante de la présente offre.

Date et signature précédée de la mention

Pour Grand Nord Alarme

« Bon pour accord »



Alarme
incendie

Alarme vol

Contrôle d'accès

Télésurveillance

Vidéo protection

Générateur
de fumée

Tél : 04 98 03 03 03

Fax : 04 94 71 37 74

Mail : contact@grandnordalarme.com

METALTECH RECYCLING

Mr MOUY / Responsable de site

80 rue quinquies

59154 CRESPIN

DE2019 – 0190





Alarme incendie Alarme vol Contrôle d'accès Télésurveillance Vidéo protection Générateur de fumée

Tél : 04 98 03 03 03
Fax : 04 94 71 37 74
Mail : contact@grandnordalarme.com

METALTECH RECYCLING
Mr MOUY / Responsable de site
80 rue quinquies
59154 CRESPIN

DE2019 – 0190

Option de Vérification annuelle :

516.00€ HT/an

Validée OUI/NON

Signature + cachet :

Prestations de Grand Nord Alarme:

Maintenance préventive :

Opération de contrôle des sources électriques et de commutation :

- Essai de décharge des batteries d'accumulateurs.
- Vérification du/des chargeur(s) AES.
- Vérification des sources d'alimentation.
- Vérification de la capacité des batteries à assurer l'autonomie requise.
- Contrôle de mise à la terre de la source principale d'alimentation (réseau).
- Contrôle des tensions de charge des batteries de sources secondaires.

Opérations effectuées sur les zones de détection :

- Vérification des changements éventuels d'affectation des libellés de programmation.
- Essai des dispositifs de relaying de mise en sécurité à partir d'un point de détection.
- Essai de la fonction compartimentage (DAS communs).
- Test des têtes de détection.
- Test des détecteurs manuels.
- Test des indicateurs d'action.
- Test des reports d'alarme.
- Test des diffuseurs sonores et/ou lumineux.

Opérations effectuées sur la centrale :

- Vérification des fusibles de protection.
- Vérification de la source d'alimentation de sécurité et de secteur.
- Vérification du transformateur/ redresseur et chargeur de batterie.
- Vérification des convertisseurs de tension.
- Nettoyage des bornes des batteries d'accumulateurs.
- Vérification des raccordements, des interfaces et des connexions.
- Mise en fonctionnement du secours et contrôle des tensions et courants.
- Contrôle des protections.
- Vérification des branchements des lignes de détection et de commande pour chaque zone.
- Contrôle des différentes cartes.
- Vérification du fonctionnement de l'unité interne de gestion d'alarme après temporisation.
- Essai de fonctionnement des différents asservissements.
- Essai de fonctionnement des signalisations visuelles et sonores.
- Remise en service.

Essais des boucles de détecteurs :

- Essai d'alarme et de réarmement du détecteur sur chaque boucle.
- Essai effectué sur la source secondaire pour au moins une boucle.
- Vérification des signalisations lumineuses et sonores correspondantes.
- Remise à l'état de veille du tableau SSI.



Alarme incendie Alarme vol Contrôle d'accès Télésurveillance Vidéo protection Générateur de fumée

Tél : 04 98 03 03 03

Fax : 04 94 71 37 74

Mail : contact@grandnordalarme.com

METALTECH RECYCLING

Mr MOUY / Responsable de site

80 rue quinquies

59154 CRESPIN

DE2019 – 0190

CONDITIONS GENERALES DE VENTE

Le client reconnaît avoir pris connaissance des conditions générales de vente des produits et services proposées par GRAND NORD ALARME, et déclare les accepter sans réserve. Les conditions générales de vente, énoncées ci-après, régissent les termes de l'accord commercial contracté entre GRAND NORD ALARME et son client. En cas de litiges, le présent document, excepté un avenant au présent contrat, signé et approuvé par les deux parties.

DETERMINATION DE L'INSTALLATION

Préalablement à la signature du présent contrat, le Client reconnaît avoir été efficacement conseillé par GRAND NORD ALARME des possibilités de protection de son site, compte tenu de sa configuration et des valeurs déclarées par le Client, à la date du devis qu'il a accepté.

GRAND NORD ALARME ne saurait être tenue pour responsable de toutes dégradations et destructions dues à l'inobservation par le Client des deux règles suivantes :

- Le Client est invité à prendre les mesures de protection et de rangements nécessaires, afin d'éviter toute dégradation ou destruction d'objets, de meubles de vitrines, de tapis, etc., se trouvant sur les lieux des travaux.

- Il est particulièrement recommandé au Client de signaler de façon précise au technicien, les passages de tuyauteries, conduits, fils électriques et téléphoniques [...], se trouvant en cloisons, planchers et plafonds du bâtiment, ainsi que les endroits de moindre résistance de l'enveloppe du local.

Il reconnaît également avoir reçu de la société GRAND NORD ALARME, une information complète sur les caractéristiques des matériels et les techniques de câblage pouvant être réalisées lors de l'installation.

Sur la base de ces conseils et informations, le client a librement déterminé, sous sa seule responsabilité, en fonction du niveau de sécurité recherché, du budget dont il dispose et de la configuration de son site, notamment par rapport aux recommandations de son assureur, le matériel qu'il désire voir installé.

Sur la base de ces conseils et informations, le Client a accepté l'installation d'un système conforme à l'ensemble des préconisations formulées ou opté pour l'installation d'un système différent, formulées, en fonction du niveau partiel de protection qu'il souhaite obtenir en conformité des prescriptions de son assureur (qu'il déclare connaître) et du budget qu'il entend y consacrer.

Le Client fait son affaire de l'obtention des éventuelles autorisations administratives qui pourraient être nécessaires pour l'installation et l'exploitation du système. La responsabilité de la non-obtention de ces autorisations ne constitue pas un cas de résolution de la vente.

AVERTISSEMENT

L'installation a été réalisée en fonction de la configuration topographique des locaux, de leur contenu, et de leurs agencements, tels qu'ils existaient à la signature du présent contrat. Les données sont susceptibles de modifier ou d'affecter les caractéristiques de détection de l'installation. Le Client s'engage par conséquent à informer GRAND NORD ALARME de toute modification de la configuration du local, de la signature du contrat entre les deux parties. À défaut, GRAND NORD ALARME ne saurait être tenue pour responsable d'une quelconque défaillance du système.

OBLIGATIONS DE GRAND NORD ALARME

GRAND NORD ALARME s'engage à réaliser l'installation, conformément au devis qu'elle a délivré au Client. Elle s'engage en outre à assurer l'ensemble des prestations prévues au devis, à conserver le droit de changer l'emplacement de certains matériels ainsi que le type ou modèle prévu, si les caractéristiques locales ne se prêtent pas à l'utilisation de ces matériels (intempéries, etc.).

CABLAGE

Sauf demande du Client ou nécessité technique particulière, qui dès lors sera précisée sur le devis, l'ensemble des câblages est chiffré pour des passages en apparent, sans protection.

CONDITIONS DE PAIEMENT^{1°} - Les règlements doivent s'effectuer dès réception de la facture avec un acompte de 35% à la commande, sauf stipulation contraire de la facture. 2° - Sauf convention expresse ou report sollicité à temps et accordé par GRAND NORD ALARME, le défaut de paiement de nos fournitures à l'échéance fixée entraînera, sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard de paiement de 2% (minimum 0,12 %, si taux de refinancement de la BCE (0,15%) + majoré de 10 points soit 10,15 %), conformément aux dispositions de l'article L. 1317-1 du Code de Commerce et d'une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement.

3° - GRAND NORD ALARME se réserve le droit de demander au Client une indemnisation complémentaire si les frais de recouvrement effectivement engagés dépassaient ce montant, à justifier par un Client professionnel ainsi que l'exigibilité immédiate de toutes les sommes restant dues, quel que soit le mode de règlement prévu (par traite acceptée ou non).

4° - En cas de retard de paiement, GRAND NORD ALARME se réserve le droit de suspendre ou d'annuler les ordres et livraisons en cours, sans préjudice de tous autres recours, et de la vente telle que prévue par la réserve de propriété.

DELAIS D'INSTALLATION

Les délais de livraison indiqués dans les confirmations de commandes délivrées par GRAND NORD ALARME ne sont donnés qu'à titre indicatif et les retards éventuels ne donnent pas lieu d'annuler la vente, de refuser la marchandise ou de réclamer des dommages et intérêts.

CAS FORTUITS ET DE FORCE MAJEURE

La société est libérée de l'obligation de livraison pour tous cas fortuits et de force majeure. Sont notamment considérés comme cas fortuits : les grèves totales ou partielles, incendies, etc.

ELECTION DE DOMICILE ET JURIDICTION

1° - L'élection de domicile de GRAND NORD ALARME est faite à son siège social, à l'adresse suivante : 2, chemin de la Blanchisserie 59400 CAMBRAI

2° - Tous litiges ou contestations concernant les ventes de GRAND NORD ALARME sont soumis à la compétence exclusive du Tribunal de Cambrai.

ASSURANCES

Le Client reconnaît accepter les limitations de montants et de conditions couvrant la responsabilité civile de notre Société. Au cas où un sinistre viendrait à dépasser le montant des assurances souscrites, le Client reconnaît rester son propre assureur pour l'exécution, et renonce expressément à exercer tout recours à ce titre, à l'encontre de notre Société ou de nos assureurs. Il se porte fort de ne pas réclamer des dommages et intérêts.

Dans la mesure où le Client souhaiterait que GRAND NORD ALARME s'assure pour des montants supérieurs et/ou des clauses de garanties différentes, et sous réserve des possibilités de souscription, il est expressément convenu que ces modifications ne entraîneraient un ajustement proportionnel du prix de vente de la prestation.

Par ailleurs, le Client déclare être personnellement et suffisamment couvert par des assurances en cours de validité, contre les risques d'incendie, vol, dégâts des eaux, etc., susceptibles de nuire à la prestation de l'intervenant.

CLAUDE DE RESERVE DE PROPRIETE

Comme le prévoit la loi du 12 mai 1980, GRAND NORD ALARME se réserve expressément la propriété des marchandises livrées et désignées au recto, jus qu'au paiement intégral des marchandises et intérêts.

A défaut de paiement d'une quelconque échéance définie par le présent contrat, GRAND NORD ALARME se réserve le droit d'annuler la présente vente de son plein droit, et ce sans préjudice de la poursuite de la vente, en demeure le Client par lettre recommandée avec avis de réception, restée infructueuse sous un délai de quinze jours.

RESTITUTION DE MARCHANDISES

Modalités de restitution : Les marchandises devront être retournées au frais du client au siège de Grand Nord Alarme dans un délai de 72 heures.

En cas de désaccord sur les modalités de la restitution des marchandises, celle-ci pourra être obtenue par ordonnance de référé rendue par M. le Président du Tribunal de Commerce de Cambrai, auquel les parties attribuent expressément compétence. La même décision désignera un expert en vue de constater l'état du matériel restitué et d'en fixer la valeur.

L'estimation de la valeur du matériel établie par l'expert, serviront de base pour liquider les comptes entre les deux parties, sans préjudices ni éventuels dommages dus par le Client à la restitution du matériel.

TRANSFERT DE PROPRIETE - TRANSFERT DE RISQUES

Les marchandises resteront la propriété de GRAND NORD ALARME jusqu'au paiement intégral de leur prix. En revanche, le transfert des risques de perte et de détérioration des marchandises est transféré au Client à la livraison et réception desdits produits par le Client. Ce dernier s'engage en conséquence à souscrire dès la livraison, auprès de la compagnie de son choix, un contrat d'assurance garantie incendie et vol.

GARANTIE

En règle générale et sauf stipulation contraire, la garantie de nos produits de GRAND NORD ALARME est d'un an à compter du jour de l'installation. Cette garantie ne s'applique qu'à la défectuosité de fonctionnement qui se seront révélés pendant cette période. Elle ne jouera, pendant la période précédemment fixée, que dans le cas où le matériel aurait reçu une utilisation normale.

La responsabilité de GRAND NORD ALARME ne peut être engagée en ce qui concerne les conséquences dommageables pouvant résulter de l'utilisation de ses produits. La responsabilité de la défectuosité résulte d'une cause externe au matériel, orage, incendie, inondation, court-circuit, etc....

Cependant, la responsabilité de GRAND NORD ALARME ne pourra être engagée, tant à l'égard du Client qu'à celui de toute personne physique ou morale subrogée ou venant à sa place, pour les dommages matériels ou corporels résultant de l'utilisation normale des produits, considérés comme constitutifs d'un cas fortuit ou de force majeure, exonératoire de toute responsabilité :

- détérioration du matériel provenant directement ou indirectement d'accidents de toutes sortes, choc, surtension, foudre, inondation,

- incendie, explosion et, d'une manière générale, de toutes causes autres que celles résultant d'une utilisation normale

- variation ou coupure du courant électrique, dérangement, dénumération ou panne des lignes téléphoniques, interférences et brouillages de toutes sortes, d'origine électromagnétique, etc....

PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Le traitement des données nominatives relatives au Client, sont conservées par GRAND NORD ALARME aux seules fins d'une bonne administration des commandes et des relations commerciales. Le Client dispose à tout moment d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données personnelles le concernant. Les données nominatives fournies par le Client sont destinées à être traitées par GRAND NORD ALARME. Conformément à la loi 78-17 du 6 Janvier 1978, le client dispose d'un droit d'accès et de rectification des données nominatives le concernant. Pour exercer ce droit, le client doit prendre contact avec la société par courriel, téléphone ou courrier.

Devis / Bon de commande N° 101940

Votre conseiller : Sébastien Burg - Tél : 0680837422 - Email : s.burg@r2s-telesurveillance.fr

CLIENT

Raison sociale : METALTECH

Enseigne : METALTECH

Forme juridique : SARL

N° SIRET : 81341292100013

Code APE : 3832Z

Qualité du représentant : Responsable de site

Nom : Mouy

Prénom : Kevin

Adresse : 80 C RUE JEAN JAURES

Ville : Crespin

Code postal : 59154

Téléphone : 0

Mobile : 0647465377

Email : kmouy@metaltech-recycling.com

Autre :

ANALYSE DE RISQUE

Rôle de l'installation :	<input type="checkbox"/>	Anti-intrusion	<input type="checkbox"/>	Vidéosurveillance	<input type="checkbox"/>	Cahier des charges						
Devis établi après :	<input type="checkbox"/>	Visite	<input type="checkbox"/>	Plan	<input type="checkbox"/>							
Date de la visite :												
Interlocuteur :												
<input type="checkbox"/> Exigences assurances												
Détails :												
Activité principale :												
Type de locaux :												
Surface du bâtiment (en m²) :	Surface du terrain (en m²) :											
Classe de risque :	Catégorie du site :											
Niveaux :	<input type="checkbox"/>	R-1	<input type="checkbox"/>	RDC	<input type="checkbox"/>	R+1	<input type="checkbox"/>	R+2	<input type="checkbox"/>	R+3	<input type="checkbox"/>	R+4
Niveaux à sécuriser :	<input type="checkbox"/>	R-1	<input type="checkbox"/>	RDC	<input type="checkbox"/>	R+1	<input type="checkbox"/>	R+2	<input type="checkbox"/>	R+3	<input type="checkbox"/>	R+4
Annexes :												
Annexes à sécuriser :												
Nombre d'accès :	Issues secondaires :											
Personnes sur le site :	Groupes d'utilisateurs : 1											
<input type="checkbox"/> Identification / utilisateur												
<input type="checkbox"/> Présence sur site												
<input type="checkbox"/> Moyens humains de surveillance												
<input type="checkbox"/> Volets												
Autres Protection(s) mécanique(s) :												
Autonomie minimum souhaitée :												
<input type="checkbox"/> 24H												
<input type="checkbox"/> Explosion												
<input type="checkbox"/> Vibrations												
Autres :												
Animaux :												

Commentaires :

TRANSMISSION

Transmission principale : [Ethernet / IP](#)Transmission de secours 1 : [GSM / GPRS](#)

Transmission de secours 2 :

Opérateur pour le dégroupage total :

Nom de la box :

☐ Adresse IP fixe

Distance box/switch et centrale (en m):

Emplacement de la box/switch :

☐ SIM client☐

SIM R2S

Meilleur réseau :

Réseau déconseillé :

Commentaires :

INSTALLATION

- ☐ Travail en hauteur Hauteur (en m) : ☐ Nacelle ☐ Nacelle fournie par le client
- ☐ VRD À la charge de :
- ☐ Passage de câbles À la charge de :
- ☐ Passage de câbles à l'extérieur Longueur (en m) :
- ☐ Chemin de câbles existant Chemin de câbles à créer (en m) :
- ☐ Faux plafond

Commentaires :

RÉGLEMENTATION

- ☐ Déclaration en préfecture d'un système de vidéosurveillance
- ☐ Déclaration du système auprès de la CNIL
- ☐ Information préalable du personnel
- ☐ Autorisation municipale pour l'installation d'une sirène extérieur
- Matériel NFA2P : ☐ Type I ☐ Type II ☐ Type III
- Votre installation fera l'objet d'un certificat de conformité à la règle :

Commentaires :

MATÉRIEL COMMANDÉ

Désignation	Qté	PU	Remise	Montant
C006-L-E5 + A083-00-01 Centrale d'alarme flex filaire 12 - 52 zones, NFA2P type 2 + Module de transmission IP pour Galaxy Flex	1	585,00 €	15,00%	497,25 €
A081-00-01 Module de transmission GSM pour Galaxy	1	345,00 €	15,00%	293,25 €
C079-2 Rcepteur radio RF Portal Galaxy flex ou dimension	1	200,00 €	25,00%	150,00 €
MAX4 Lecteur de badge MAX4 interieur ou exterieur, pour centrale galaxy flex et dimension avec sortie relais NF	1	380,00 €	15,00%	323,00 €
CP051-00-01 Clavier LCD pour centrale galaxy flex et galaxy dimension avec lecteur de badge, 152x93x25mm, NFA2P type 3 MK8	1	191,00 €	15,00%	162,35 €
DS-2TD2136T-10 HIK Thermique, obj. 10mm, PoE+, IP66	1	4 235,62 €	10,00%	3 812,06 €
Prog. Thermique HIK. Forfait programmation, réglage et optimisation de la solution thermique par camera.	3	140,00 €	0,00%	420,00 €
SM22 Moniteur/Ecran 22" VGA HDMI	1	245,00 €	20,00%	196,00 €
HDMI5M Cordon high speed mâle/mâle 5m	1	27,00 €	0,00%	27,00 €
PB700LCD ONDULEUR Powerbox	1	144,00 €	0,00%	144,00 €
Smart Rio + NP17 Smart Rio + Batterie NP17-12IFR 17Ah 12V	1	284,00 €	10,00%	255,60 €
NP17 Batterie NP17-12IFR 17Ah 12V	1	80,00 €	0,00%	80,00 €
Vocalys DX Transmetteur digital 8 entrées 4 Sorties	1	165,00 €	5,00%	156,75 €

Désignation	Qté	PU	Remise	Montant
TS100 Passerelle GSM Transmetteur (carte Sim non incluse)	1	330,00 €	16,00%	277,20 €
SD59225I-HC Dôme ext. PTZ HDCVI 1080p, Starlight zoom x25, IR 150 M, IP66, Support mural (PFB300S + PFA110) et alimentation intérieure inclus, objectif 4,8 à 120mm.	6	890,00 €	10,00%	4 806,00 €
SD59230U-HNI Dome PTZ ext, IP 2MP, Starlight, autotrack, IR 150M, zoom x30, POE +, IP66, POE	1	996,00 €	10,00%	896,40 €
LCD-LW24 Moniteur/Ecran 24" VGA HDMI LED 16/9	1	379,00 €	20,00%	303,20 €
HDMI1M Cordon HDMI 1M	1	10,00 €	0,00%	10,00 €
371130 Support Mural déporté pour écran	1	55,00 €	0,00%	55,00 €
Fournitures Forfait fournitures	4	75,00 €	0,00%	300,00 €
NACELLE Location Nacelle R2S besoin de 2 Techs	1	250,00 €	0,00%	250,00 €
MO1J PRO Main d'oeuvre une journée (professionnel)	7	600,00 €	0,00%	4 200,00 €
HDD1TOWDSATA Disque dur HDD 1To Sata 6Gb/s	2	136,00 €	10,00%	244,80 €
DS-2TD2615-10 HIK Thermique Bi-spectrum 160x120, obj. 10mm+1080p,	2	1 861,20 €	10,00%	3 350,16 €
MS12FE Détecteur extérieur 12m 180° (2x90°) TAKEX	1	310,00 €	10,00%	279,00 €
VXIST Detecteur exterieur IR passif filaire 12 m, 90°, IP 55	1	208,00 €	25,00%	156,00 €
DS-7716NI-I4/16P HIK ENREGISTREUR IP 16 VOIES Resolution Max 12MP 16POE	1	962,50 €	10,00%	866,25 €
DS-2CD4A26FWD-IZS/P(2.8-12mm) HIK Camera Lecture de Plaque 2.8-12mm 2MP IR50m	1	852,60 €	10,00%	767,34 €
UB-NANOM2 2 Point d'accès Wifi B/G/N 150Mbps extérieure Ubiquiti nano 2 - Débit de données jusqu'à 150Mbps - Antenne intégrée à double polarisation, gain à 11dBi. 2 ports Ethernet, possibilité d'activer l'alimentation PoE via l'interface d'administration	1	490,00 €	12,00%	431,20 €

Après information, votre configuration ne comporte pas de différentiel.

Forfait de mise en fonctionnement :	(1 853,99 €)
Remise(s) HT :	2 269,31 €
Total HT :	21 855,82 €
TVA :	20 %
Total TVA :	4 371,16 €
Total TTC :	26 226,98 €

Commentaires :

Annule et remplace le précédent devis.

Descriptif technique:

Alarme:

Fourniture et MISEN service d'une centrale d'alarme Flex 50.

Transmission principale: IP

Transmission de secours: GPRS

Autonomie en cas de coupure de courant de 45h

Fourniture et mise en service d'un lecteur de badge MAX au niveau du portail et d'un clavier avec lecteur de badge intégré dans les bureaux(5 badges CLEMAX offerts)

Fourniture d'une télécommande avec bouton SOS TCC800M (offerte)

Possibilité de contrôle du système via application sur smartphone(sous réserve de mise à disposition d'une IP fixe).

Reprise des éléments de détections présents(sous réserve de leurs bons états de fonctionnement).

Thermographie:

Fourniture et mise en service d'un enregistreur vidéo, d'un écran dédié 22 pouces full HD et d'une caméra thermographique permettant de capter une montée en température(à valider avec le client pour un pré-réglage minimum à 90°) et un départ d'incendie de la zone déterminée.

Vidéosurveillance:

Remplacement des caméras fixes existantes à l'intérieur du bâtiment par des dômes PTZ hdcvi 2MP zoom*25 IR150m, de la caméra fixe parking par un dôme PTZ similaire et du dôme PTZ situé au centre du bâtiment extérieur par un dôme PTZ 2 MP zoom *30 IR150m afin d'optimiser la vue de nuit et la qualité de vue sur la zone thermographiée.

Ajout d'un dôme PTZ HDCVI 2MP zoom*25 à l'intérieur du bâtiment.

Remplacement de l'écran actuel par un écran 24 pouces full HD sur support mural.

Ajout d'une caméra IP lecture de plaque au niveau de la pesée reliée via antennes permettant de remonter les numéros de plaques et l'horodatage des passages.

Incendie:

Raccordement de la centrale incendie à la télésurveillance via transmetteur digital (raccordement physique du transmetteur sur contact de la centrale incendie à la charge du prestataire incendie)

Télésurveillance:

Report des alarmes(intrusion et incendie), des signaux de détections thermographiques en télésurveillance.

Levée de doutes vidéo en cas de déclenchement alarme ou incendie par la télésurveillance via le système de vidéosurveillance présent sur site(sous réserve d'accès réseau et d'ouvertures de ports).

Commentaires:

Forfait de mise en fonctionnement=-1346.74 euro HT=>remise supplémentaire de 10% sur l'ensemble du matériel.

Le présent devis comprend l'accompagnement pour la mise en place des dossiers RGPD et préfecture(vidéosurveillance), la formation client et mise en place des applications sur smartphones et PC d'accès à distance au système anti-intrusion et vidéosurveillance.

NB: ce devis ne comprend pas de disjoncteur différentiel 16A, ce dernier devant déjà être disponible sur site du fait de l'ancien système d'alarme.

Bureau technique R2S: Voir pour un système de décalage des sabots des rideaux métalliques(déport via support métallique à étudier).

Caméra lecture de plaque à remplacer par une optique 8mm/32mm

RÉGLEMENT ET ACCORD

Mode de règlement : ☐ Chèque ☐ Espèces ☐ Crédit

Commentaires :

Je soussigné

Fait à

le

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE

Article 1 Généralités

1.1. La société RÉGIE SERVICE SÉCURITÉ est dénommée R2S dans les présentes Conditions Générales de Vente.

1.2. Les présentes Conditions Générales de Vente s'appliquent exclusivement à la vente de tout système de sécurité électronique et y compris de tout matériel le constituant par R2S, directement ou par l'intermédiaire de tout représentant ou agent.

1.3. Toute commande adressée à R2S ou à l'un de ses représentants ou agents, entraîne l'acceptation sans réserve par le CLIENT et/ou son représentant des présentes Conditions Générales de Vente.

Article 2 - Etude préalable

2.1. La réalisation d'une installation de sécurité électronique est précédée d'une étude des risques sur site. Cette étude préalable est la propriété de R2S, et est le fruit de la collaboration entre R2S et le CLIENT.

Le CLIENT doit communiquer à R2S les informations requises et, plus généralement, celles permettant à R2S de cerner ses besoins et les valeurs entreposées sur le site. D'une façon générale, le client doit communiquer les informations susceptibles, pour un homme de bon sens, d'être prises en compte par R2S pour établir son offre.

Le CLIENT est garant de leur exactitude.

2.2. En exécution de son obligation de conseil, R2S précise que l'étude préalable sur le site ou sur plan, conduite sur les informations fournies par le CLIENT, est susceptible de ne pas révéler des sujétions de nature à compromettre le fonctionnement de l'installation prévue au devis descriptif, telles que chutes d'eau encastrées, interférence radio, ruptures ou discontinuité des matériaux de construction, événements aléatoires et permanents, sans que cette énumération soit exhaustive.

Article 3 - Options et compléments d'installation

Le devis comportera, le cas échéant, les options et les contrats de service conseillés par R2S. La non acceptation du CLIENT de la réalisation desdites options ou services vaudra reconnaissance par le CLIENT de l'exécution par R2S de son obligation de conseil. R2S se réserve le droit d'établir un complément de devis si l'un des cas prévus à l'article 2 se réalisait.

Article 4 - Offre

4.1. Les offres de R2S sont valables, sauf stipulation contraire expressément acceptée par écrit par R2S, deux mois à compter de leur envoi ou remise au CLIENT ou à son représentant. Après ce délai, le prix de l'installation pourra être modifié par R2S.

4.2. Les caractéristiques techniques de tout système de sécurité électronique, et/ou du plan de l'installation ne sont données qu'à titre indicatif. R2S se réserve le droit, à tout moment jusqu'à la réception de l'installation de leur apporter sans supplément de prix toutes modifications justifiées par l'évolution technique, compatibles avec le type de performance auquel elles sont destinées et le degré de fiabilité requis.

4.3. Toute adjonction ou modification aux termes et conditions de toute offre de R2S devra faire l'objet d'une acceptation écrite de la part de R2S notamment, sans que cette liste soit limitative, si cela concerne la nature ou les caractéristiques techniques du matériel de sécurité électronique, les délais de livraison, de pose, ou de mise en service, les prix, pénalités et conditions de paiement.

Article 5 - Engagement

5.1. R2S n'est liée par les propositions de ses collaborateurs qu'après acceptation de la commande par sa Direction dans un délai de 3 semaines. Passé ce délai, la commande sera considérée comme acceptée. Le CLIENT est engagé de manière ferme et irrévocable à partir du moment où il a passé commande. Toute annulation de sa part, pour quelque cause que ce soit, ne saurait donner lieu au remboursement des acomptes versés.

Article 6 - Délais de livraison, installation, mise en service

Les délais de livraison et/ou d'installation, de mise en service fixés par R2S sont donnés à titre purement indicatif et seront fonction du planning des chantiers.

Article 7 Définition des travaux et disposition de chantier

7.1. L'offre R2S comprend :

la fourniture du matériel prévu au cahier des charges et indiqué dans le bordereau de prix,

les frais de main-d'œuvre, transports et déplacements aux heures normales de travail du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00 à l'exception des jours fériés et chômés en vigueur, ,

les frais de transport et d'emballage,

le passage des réseaux de raccordement normalement posés en apparent collés ou attachés. Sauf stipulations contraires précisées au devis, tout passage encastré en maçonnerie, sous tissus ou de toute autre manière, doit faire l'objet d'un accord préalable et supplément de prix.

la connexion de l'armoire de détection sur le réseau dans les limites spécifiées à l'article 7.3,

les percements et leur rebouchage pour le passage des câbles dans les murs autres que béton ou porteurs,

les réglages, essais de bon fonctionnement et la première mise en service de l'installation,

au cas où un transmetteur d'alarme téléphonique est posé dans un local desservi par une installation téléphonique à autocommutateur, la prestation de R2S se limite à l'amenée d'un câble au voisinage de cet appareil. Le raccordement est fait par l'entreprise de téléphonie,

la formation des utilisateurs désignés par le CLIENT (présentation du système, réalisation des manœuvres d'exploitation et information sur les caractéristiques du système) sont effectuées pendant la durée des essais et de la première mise en service, Il appartient au CLIENT de prendre ses dispositions afin que toutes les personnes qu'il aura désignées pour cette information y assistent durant tout le temps nécessaire. Si par la suite, en raison de modification de personnel, d'autres séances de formation devaient être envisagées, le temps passé par les personnels R2S serait facturé au tarif en vigueur.

la fourniture d'un dossier technique

la remise d'une déclaration de conformité ou d'installation si l'il s'agit d'une installation de détection intrusion répondant à la règle de l'APRAD R81

7.2. L'offre de R2S ne comprend pas sauf indications contraires stipulées dans le bordereau de prix et ou devis :

les renvois de signalisation à distance,

les liaisons électriques d'asservissement,

la protection de l'appareillage et son habillage décoratif,

la réfection éventuelle des peintures, tentures, carrelages et décorations, la dépose et la repose des faux plafonds,

la reprise et la destruction des détecteurs et autres éléments provenant d'installations périmées,

les dispositifs d'isolement des locaux protégés (ferme- portes, clapet coupe-feu, etc...).

toute réception d'installation donnant lieu à un déplacement supplémentaire,

tous les travaux de terrassement en tranchées ou en excavation, la prestation de R2S ne comportant que les câbles et leur pose en fond de tranchée et les supports pour ses matériels, à l'exclusion de tous autres ouvrages (sables, grillages de signalisation, béton de scellement, enlèvement des terres excédentaires, réfection de surface ou de chaussée, etc...).

les déplacements éventuels d'objets ou meubles lourds ou encombrants, nécessités par la pose, le réglage et les essais des matériels,

tous autres travaux non explicitement décrits dans le présent devis.

7.3. Dispositions de chantier :

Le CLIENT se déclare d'accord pour laisser à R2S libre accès au chantier du lundi au vendredi inclus de 8h00 à 18h00. En conséquence, tous travaux exécutés à la demande exprime du CLIENT, en dehors de ces temps légaux, donneront automatiquement lieu à la facturation de frais supplémentaires au tarif en vigueur, Il en serait de même en cas d'interruption de travaux qui ne serait pas directement imputable à R2S.

Les matériels installés sont protégés normalement contre les effets des parasites et de la foudre. R2S ne peut, en conséquence, être tenue pour responsable des dysfonctionnements et/ou détériorations subis par ces matériels lors d'un orage ou de phénomènes de surtension ou parasitage dont l'importance dépend de paramètres non maîtrisés. Dans toute installation dans des bâtiments neufs, ou considérés comme tels, les appareils de sécurité électronique ne seront posés qu'après le départ de tous les corps d'état, afin de préserver la sécurité même des installations (repérage des appareils posés) et d'éviter leur colmatage par les poussières de chantier. Les installations sont normalement reliées à la prise de terre de l'installation d'électricité. La qualité de cette prise de terre n'est pas du ressort de R2S. Si il n'existe pas de prise de terre, un fil normalisé sera laissé en attente. La réalisation de la prise de terre et le raccordement de celle-ci à l'installation sont du ressort du CLIENT et de son électricien habilité;

Il est nécessaire, pour l'alimentation électrique de l'installation, de prévoir une ligne prioritaire spécifique, conforme à la NF 15-100, installée à proximité des matériels. Ces travaux sont à la charge du CLIENT.

Le CLIENT autorise R2S à apposer de façon visible les autocollants, panneaux et affiches qui participent à la dissuasion et à la bonne efficacité du système. Lorsque le client est un professionnel, il autorise également R2S à le mentionner dans ses brochures ou son site internet.

Article 8 - Garantie

8.1. A la condition que le CLIENT apporte la preuve d'un vice caché du système de sécurité électronique vendu. R2S en assure la garantie dans les termes des articles 1641 et suivants du Code Civil.

R2S ne sera aucunement responsable envers le client en raison de tout préjudice corporel et/ou matériel subi par celui-ci ou par des tiers résultant d'un mauvais fonctionnement ou d'une défectuosité du système de sécurité dont il ne serait pas prouvé qu'il serait dû à un vice caché ou à une faute manifeste commise par R2S. R2S ne pourra être tenu pour responsable des dommages causés à des objets entreposés par le CLIENT, à l'insu de R2S près des appareils installés par cette dernière (batteries notamment).

8.2. L'installation réalisée par R2S est garantie un an à dater de la mise en service. La garantie couvre la fourniture et la main d'œuvre hors déplacement, sous réserve du respect des consignes d'exploitation. Le client s'engage à ne pas réaliser d'intervention sur le matériel. Dans tous les cas, la garantie n'inclut pas les dégâts occasionnés par un sinistre quelconque.

Les pièces et organes sujets à usure rapide. exemple : cordons souples, lampes, piles, accumulateurs ou tout produit consommable, ne comportent aucune garantie après leur mise en service.

Les fournitures de matériel d'occasion et les réparations de matériel usagé sont toujours faites sans garantie.

L'échange, la réparation ou la modification d'une pièce pendant la période de garantie ne peut avoir pour effet de prolonger ladite période.

L'entretien normal de l'installation n'est pas compris dans cette garantie et donne lieu à un contrat de maintenance par lequel R2S s'engage à assurer le maintien en bon ordre de fonctionnement de l'ensemble de l'installation, dès sa mise en service.

Article 9 - Responsabilité

9.1. Il est formellement spécifié que R2S a uniquement une obligation de moyen et non de résultat en ce qui concerne notamment la prévention ou l'empêchement d'intrusion, de vol, de vandalisme ou d'incendie, ce que le client accepte expressément.

Sont exclus les dommages dus à un cas de force majeure. ou à l'intervention d'un tiers ou du CLIENT. Que R2S n'aurait pas eu matériellement la possibilité d'empêcher.

9.2. L'obligation de R2S est limitée exclusivement à la garantie du bon fonctionnement des dispositifs techniques mis en place et réceptionnés en accord avec le CLIENT.

9.3 Si la responsabilité de R2S venait à être mise en cause, elle ne pourrait être recherchée, tous dommages confondus, au-delà des garanties accordées par sa compagnie d'assurance, suivant attestation tenue en permanence à la disposition du CLIENT. Celui-ci prend acte pour son propre compte et s'engage à obtenir l'accord express de son propre assureur.

9.4 En tout état de cause, elle se limitera à la perte d'une chance éventuelle d'amoindrir les effets dommageables du sinistre, vol, vandalisme, agression ou incendie subi par le client;

Article 10 - Réglementation (le cas échéant)

10.1. Le CLIENT déclare être informé sur l'obligation de demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéo surveillance à effectuer par lui auprès de la Préfecture du lieu d'installation conformément à la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - article 10 - décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 (imprimé CERFA n° 10426-01 fourni sur demande). A la demande du CLIENT, R2S pourra être mandaté pour effectuer ces démarches

10.2. Le CLIENT déclare être informé sur l'obligation de demande d'autorisation d'alarme sonore sur la voie publique à effectuer par lui auprès de la Mairie du lieu de l'installation ou la préfecture de Police pour Paris,

10.3. Conformément à la Loi du 6/1/1978 n°78-17, le client est informé et accepte de figurer sur les fichiers informatiques détenus par R2S. Le client dispose d'un droit d'accès d'information et de rectification des données collectées qui peut être exercé dans les conditions de la Loi susvisée au siège social de R2S.

10.4. Fumigène : Le client veillera à organiser la ventilation de son local dans un délai d'une heure après tout déclenchement du système

Article 11 - Conditions financières

11.1. Les prix sont établis en fonction des conditions économiques connues à ce jour.

11.2. Sauf stipulation différente dans les conditions particulières, le paiement des installations se fait suivant l'échéancier ci-après:

30 % dès émission de la facture d'acompte

Le solde dans les 30 jours suivant la date d'émission de la facture.

Tout retard de paiement pourra faire l'objet de plein droit d'intérêts de retard au taux minimum d'une fois et demie le taux d'intérêt légal, sans que cette clause nuise à l'exigibilité de la créance.

Article 12 - Transfert des propriétés et des risques

12.1. R2S conserve l'entière propriété des matériels livrés constituant le système de sécurité électronique jusqu'au dernier jour de leur parfait paiement, ceci conformément au terme de la loi n° 80-335 du 12 mai 1980. La création d'effets de commerce n'opère ni novation, ni dérogation à cette clause. Il est notamment interdit au CLIENT d'en disposer pour les revendre ou les transformer.

En cas de saisie opérée par tiers sur les matériels livrés par R2S, le CLIENT est tenu d'en informer immédiatement celle-ci.

A compter de la livraison des matériels sur le chantier, la garde du matériel est transférée au CLIENT qui assume la responsabilité de la perte totale ou partielle des matériels livrés et de tout dommage que ceux-ci pourraient subir ou occasionner.

En cas de non-respect par le CLIENT d'une des échéances de paiement, R2S, sans perdre aucun de ses droits, pourra exiger sur simple notification par lettre recommandée avec avis de réception, la restitution des matériels aux frais du CLIENT et ce, jusqu'à exécution par ce dernier de la totalité de ses engagements, 12.2. R2S se réserve en outre, la faculté de résilier la vente sur simple notification par lettre recommandée avec avis de réception, sans préavis ni formalité d'aucune sorte:

en cas de non-paiement par le CLIENT de tout ou partie des matériels vendus;

dans le cas où le CLIENT, serait déclaré en règlement judiciaire ou en liquidation de biens, ferait l'objet d'une procédure de suspension provisoire des poursuites, ou cesserait son activité pour quelque cause que ce soit;

en cas de décès du CLIENT.